RAF 2022 : le temps de l'action

NOTREAFRIK

www.notreafrik.com

TRIMESTRIEL PANAFRICAIN D'INFORMATION -11e ANNÉE - N°90 - OCTOBRE-NOVEMBRE-DÉCEMBRE 2022



SÉNÉGAL
Macky Sall, à quitte ou double

TCHAD
Mahamat Idriss Deby Itno reste...

RD CONGO–RWANDA
Voisinage à problèmes

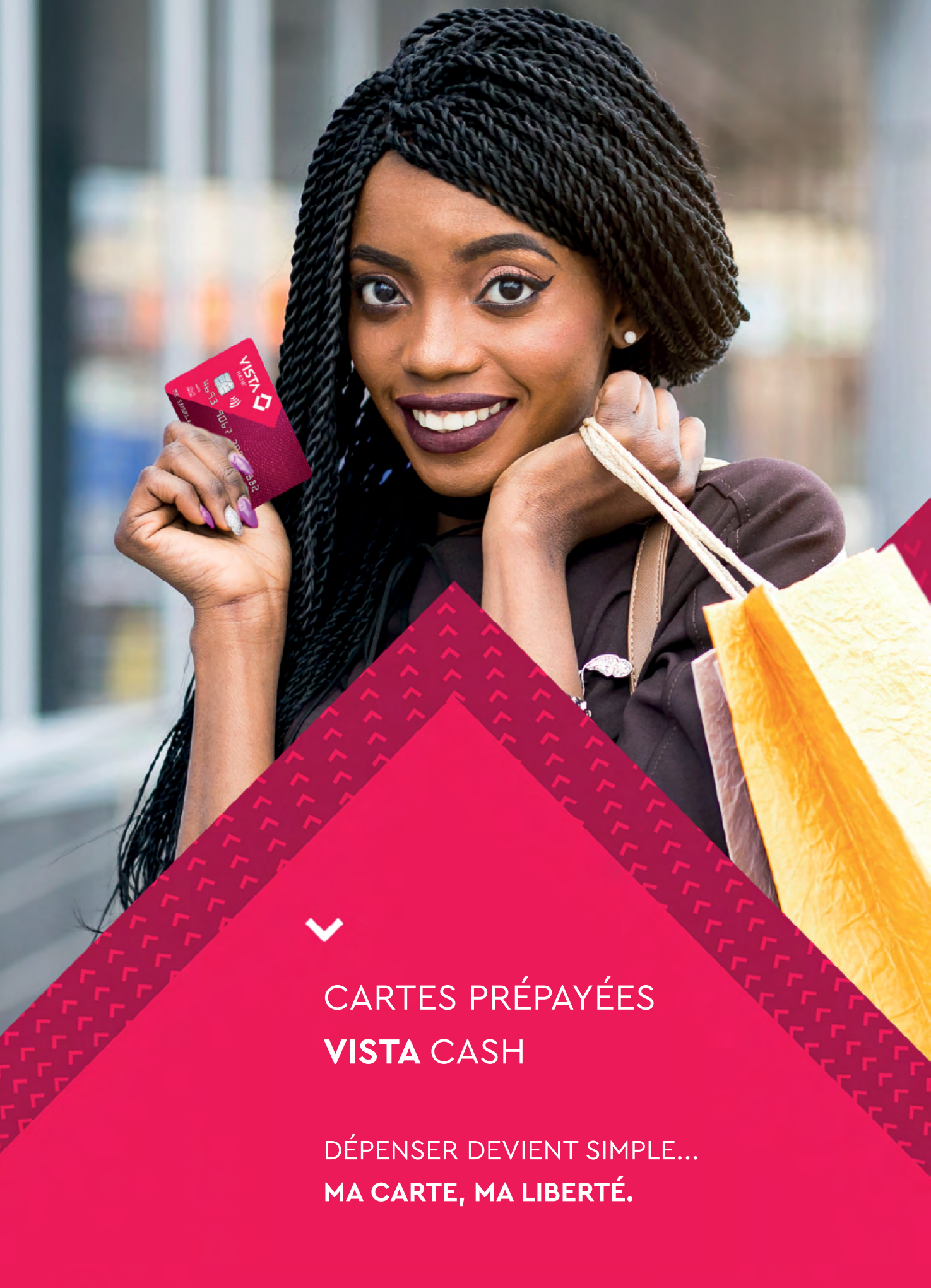
BURKINA FASO
Un air de gâchis

Niger

Mohamed Bazoum, le joker du Sahel

Depuis la rupture de la coopération militaire entre la France, les Nations Unies et le Mali, le président nigérien, Mohamed Bazoum est au cœur de la stratégie militaire internationale en l'Afrique de l'Ouest et au Sahel, dans la lutte contre le terrorisme.

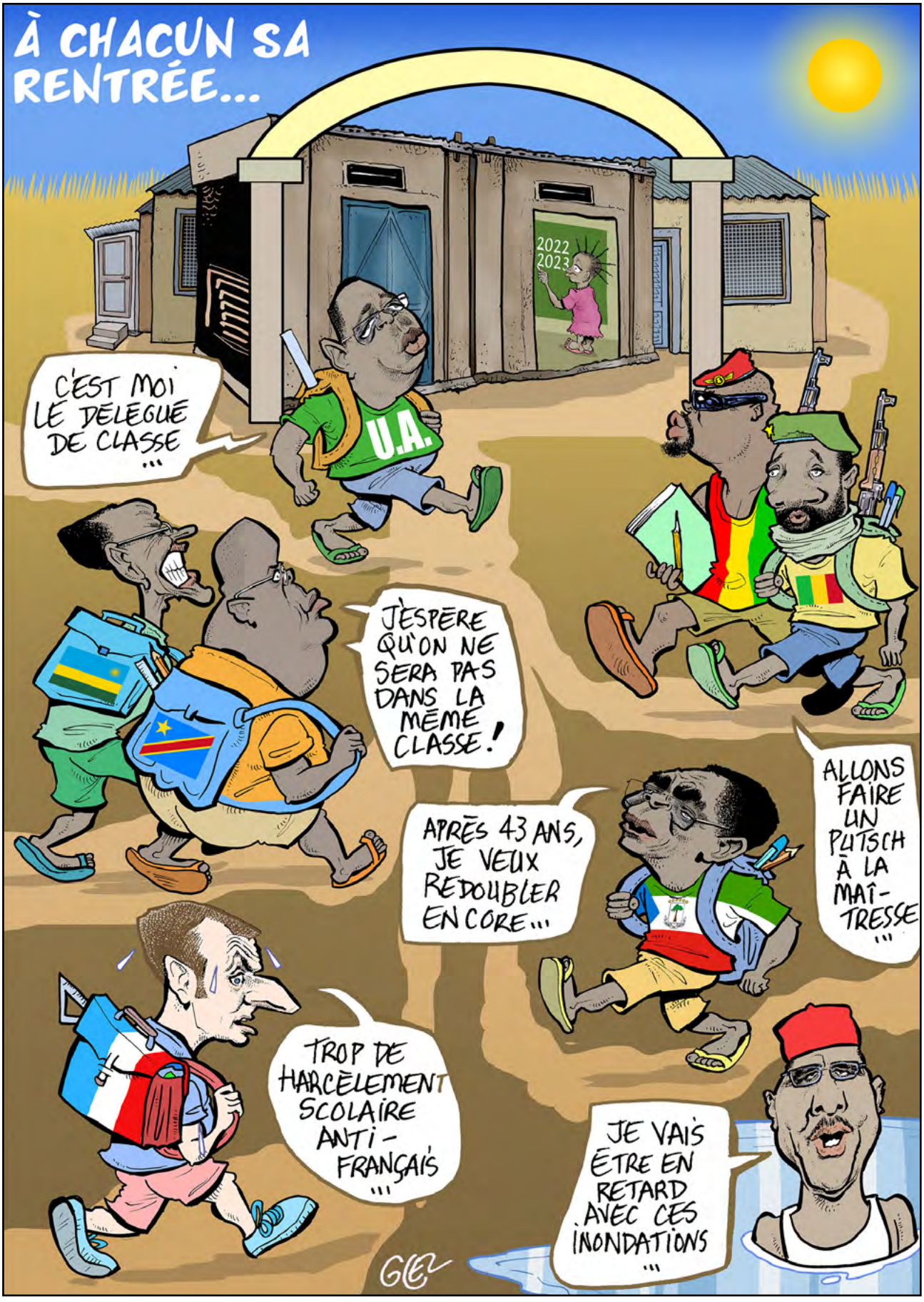
Belgique : **5 €** France : **5 €** Royaume Uni : **4 £** Canada : **6 $ CAN** USA: **7 $ US** Cameroun : **3 900 F CFA** Ethiopie : **65 Birr**
Guinée : **30 000 GNF** Zone CFA : **4 500 F CFA** RD Congo, Rwanda, Burundi : **7,5 $ US** Maroc : **40 DH** Tunisie : **4 DT**



CARTES PRÉPAYÉES
VISTA CASH

DÉPENSER DEVIENT SIMPLE...

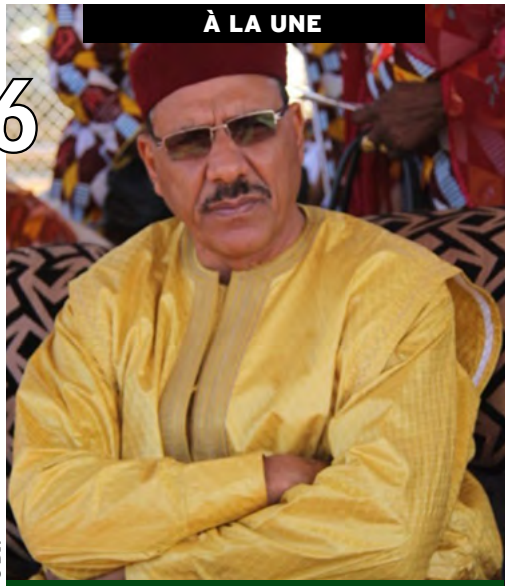
MA CARTE, MA LIBERTÉ.


À CHACUN SA RENTRÉE...
2022
2023
U.A.
C'EST MOI LE DÉLÉGUÉ DE CLASSE ...
J'ESPÈRE QU'ON NE SERA PAS DANS LA MÊME CLASSE !
APRÈS 43 ANS, JE VEUX REDOUBLER ENCORE...
ALLONS FAIRE UN PUTSCH À LA MAÎTRESSE ...
TROP DE HARCÈLEMENT SCOLAIRE ANTI-FRANÇAIS ...
JE VAIS ÊTRE EN RETARD AVEC CES INONDATIONS ...
GIEL

Sommaire

À LA UNE

6



© DR

NIGER
Mohamed Bazoum, le joker du Sahel

CHRONIQUES

5 Éditorial
Pour un protectionnisme énergétique en Afrique

74 La chronique de Yahia Belaskri
Nouveau coup de semonce

ICI & AILLEURS

20 Une femme, un parcours
Hadja Lahbib
L'équilibriste

ACTUALITÉS

22 RDC-Rwanda
Voisinage à problèmes

24 Sénégal
Macky Sall à quitte ou double

26 Tchad
Mahamat Idriss Deby Itno reste...

30 Burkina Faso
Un air de gâchis

GRAND ANGLE

58 Hôtellerie
Le Cameroun attire...

EPOQUE I ECONOMIE

64 Énergie
Un rayon de soleil à Nagréongo

LA GRANDE INTERVIEW

10



© DR

Alexandre Barro-Chambrier, homme politique gabonais, Président du Rassemblement pour la patrie et la modernité (RPM).
"Le pouvoir actuel est illégitime..."

SPÉCIAL

48



© RAF

Rebranding Africa Forum 2022
Le temps de l'action

FOCUS

34 Union africaine
Le grand tournant

36 Politique
La guerre des égos

38 Economie
La Zlecaf à la peine...

39 Union monétaire
Les monnaies ne manquent pas...

40 Paix et sécurité
Le casse-tête permanent...

EPOQUE I SPORTS

66 Football
Qatar 2022 : l'Afrique mise sur le Sénégal et le Maroc

72 Eliud Kipchoge
Le marathonien de l'impossible

NOTRE AFRIK

Siège social
Avenue de la chasse n°133 -135
1040- Bruxelles-Belgique
Téléphone : + 32 2 211 33 76
Email: ecrire@notreafrik.com
Site web: www.notreafrik.com

Fondateur
Thierry Hot

Directeur de publication
Emmanuel Babissagana
emmanuel.babissagana@notreafrik.com

Rédacteur en chef
Simon Pierre Etoundi
simonpierre.etoundi@notreafrik.com

Directrice des opérations
Paule Renée Etogo
paule.etogo@notreafrik.com

Chroniqueurs
Damien Glez
Yahia Belaskri
Jules Hervé Yimeumi

Collaborateurs
Quentin Noirfalisse
Annick Lebrun
Gustave Emmanuel Samnick
Patrick Ndungidi
Georges Auréole Bamba

Correspondants
Mohamed Arezki Himeur (Algérie)
Désiré Théophane Sawadogo (Burkina Faso)
Joseph Mangoua, Yacouba Sangaré (Côte d'Ivoire)
Florence Pinay (Tunisie)

Création graphique
Alban Abiaga

Ventes & Abonnements
Service Abonnement
Avenue de la chasse n°133 -135
1040- Bruxelles-Belgique

Diffusion
AMP, VIP Diffusions Presse, Brussels Airlines

Impression
Imprimerie Van Ruys
50-52 rue de l'Orient
1040 Bruxelles

ISSN : 2033-3730
Enregistré à la Bibliothèque Royale de Belgique



Par Emmanuel Babissagana

Pour un protectionnisme énergétique en Afrique

Depuis le conflit armé déclenché en Ukraine en février dernier, le monde est secoué par une crise énergétique sans précédent qui en engendre d'autres, économique, parfois politique et plus fondamentalement alimentaire. Alors que sur tous les continents les pays tentent de se regrouper pour gérer au mieux ce choc, trouver des voies de sortie et prévenir sa répétition, où en est-on en Afrique ? En dehors de la visite très controversée du président de l'Union africaine en Russie, en juin dernier, pour implorer la clémence russe sur les céréales, l'on peine à voir une mobilisation officielle et concertée africaine, pour faire face à cette crise majeure et remédier aux vulnérabilités inacceptables du continent qu'elle met en lumière. Il est en effet difficile de comprendre que l'Afrique aille « crier famine en Russie », alors même qu'elle n'en finit pas d'occuper ses terres arables par des cultures vouées à l'exportation, ou de les brader à des multinationales, à des fins similaires. Il est encore moins compréhensible que l'Afrique dispose de tant de ressources énergétiques, mais qu'elle soit le continent le plus vulnérable ou le moins autonome sur ce plan.

On se serait alors attendu à ce que cette crise majeure soit un catalyseur du réveil énergétique de l'Afrique. Il n'en est visiblement rien, du moins officiellement. Comment comprendre une telle apathie ? S'agit-il de la ruse du faible qui préfère préparer discrètement sa stratégie d'émancipation, de l'insoucieuse inconscience du rentier ou du parasite imprévoyant, ou encore du réflexe court-termiste du « chacun pour soi » qu'alimente le « dogme prédateur » du libéralisme ?

Plus que par le passé, chaque État africain disposant de ressources énergétiques (gaz et pétrole notamment) est en effet aujourd'hui occupé à les vendre aux pays industrialisés qui en ont grandement besoin, et souvent en octroyant à leurs multinationales des concessions sur plusieurs décennies. Comment comprendre une telle mise en hypothèque de ses sources d'énergie de la part d'un continent dont la population galopante est appelée à tripler au moins d'ici 2100 ? Quel État africain pourra tout seul gérer la pression migratoire venue des voisins en quête de ressources si elles venaient à manquer ? Ces dernières n'étant pas intarissables, l'heure n'est-elle pas plutôt à l'élaboration concertée de plans énergétiques sur le continent, et de mesures raisonnablement protectionnistes à cet égard pour assurer notre avenir ?

Le libéralisme conquérant a fait du protectionnisme un « gros mot », à dessein, pour mieux asseoir son hégémonie. Mais contrairement à la vulgate dominante qui voudrait que le libéralisme soit la source de la croissance économique, qui elle-même serait la panacée à tous les maux socio-économiques, (ce que malheureusement semblent encore croire bon nombre de dirigeants africains, malgré l'échec massif de plus de 40 ans de politiques libérales dictées par les institutions de Bretton Woods), l'histoire de l'économie nous enseigne que c'est plutôt le protectionnisme qui est source de croissance et conduit ensuite à prôner le libéralisme. C'est la fameuse théorie de l'échelle, qui voudrait que les États qui se sont développés grâce au protectionnisme, prêchent et si possible imposent ensuite aux autres le libéralisme, afin de leur ôter l'échelle protectionnisme qui leur a permis de se développer. C'est exactement ce qui fit l'Angleterre, pionnière du libéralisme au XIXe siècle. Mais les États-Unis notamment ne se laissèrent pas tromper à l'époque par les appels au libéralisme venus d'Angleterre, parce qu'ils se savaient peu développés et donc peu compétitifs. La réponse du président américain aux Anglais à ce propos devrait, nous semble-t-il, plus que jamais inspirer les dirigeants africains dans leur ensemble, afin qu'ils opèrent une véritable révolution copernicienne sur le plan économique, et en l'occurrence stratégique et énergétique :

« Pendant des siècles l'Angleterre a tablé sur la protection, qu'elle a portée à son plus haut niveau. Elle en a obtenu des résultats qui la satisfont. C'est sans aucun doute à ce système qu'elle doit sa puissance actuelle. Après deux siècles, elle a trouvé bon d'adopter le libre-échange parce qu'elle pensait que le protectionnisme ne pouvait plus rien lui apporter. Eh bien, messieurs, ma connaissance de notre pays me permet de croire que dans deux cents ans, quand l'Amérique aura tiré de la protection tout ce qu'elle peut lui apporter, elle aussi se convertira au libre-échange. » (Ulysses S. Grant, pdt des États-Unis, 1869-1877).■

Il est en effet difficile de comprendre que l'Afrique aille « crier famine en Russie », alors même qu'elle n'en finit pas d'occuper ses terres arables par des cultures vouées à l'exportation, ou de les brader à des multinationales, à des fins similaires. Il est encore moins compréhensible que l'Afrique dispose de tant de ressources énergétiques, mais qu'elle soit le continent le plus vulnérable ou le moins autonome sur ce plan.



Niger

Mohamed Bazoum, le joker du Sahel

En quelques mois, le président nigérien est devenu le pilier sur lequel s'appuient les Occidentaux et singulièrement la France dans la lutte contre le terrorisme au Sahel. Mais cet engagement de Mohamed Bazoum ne plaît pas à tout le monde.

Par Claire MEZANG

Dans un entretien conjoint accordé en juillet dernier aux journaux français « La Croix » et « L'Observateur », le président nigérien, Mohamed Bazoum a proclamé solennellement le décès du G5 Sahel, la force mixte regroupant les armées du Burkina Faso, du Mali, de la Mauritanie, du Niger et du Tchad. « Le G5 Sahel est mort. Depuis le second coup d'État au Mali (le 24 mai 2021 lorsque l'armée malienne capture le président Bah N'Daw, et son Premier ministre, Moctar Ouane, NDLR), Bamako est dans une fuite en avant qui l'isole en Afrique et nous prive d'une stratégie concer-



©AFP



© DR

tée et coordonnée pour lutter contre le terrorisme ». Cette sortie du chef de l'État nigérien est intervenue après l'annonce des autorités maliennes de se retirer du G5 Sahel, suite à « la non-tenue » à Bamako de la 8e session de la Conférence des chefs d'État et de gouvernement. À l'issue de cette rencontre, le Mali aurait dû succéder au Tchad à la présidence tournante de la force conjointe créée en 2014 dans le but de lutter contre le terrorisme dans le Sahel.

Depuis lors, la rupture de la coopération militaire entre la France, les Nations Unies et le Mali est consommée. Et c'est le Niger qui fait désormais office de plaque tournante de la stratégie militaire internationale en Afrique de l'Ouest et au Sahel contre le terrorisme. Incidemment, Mohamed Bazoum est le point focal de ce redéploiement stratégique des troupes contre la nébuleuse terroriste au Sahel. Et le Président nigérien prend son rôle à cœur, quitte à se faire taxer de pion de Paris notamment par certains de ses détracteurs dans son pays et au-delà. Ainsi, au cours d'une conférence de presse que le président français donnait le 9 juillet dernier à l'Elysée à l'effet d'expliquer le nouveau déploiement de la France dans le Sahel, Mohammed Bazoum était le seul chef d'Etat des pays membres du G5 Sahel invité. Il n'en fallait pas plus pour alimenter les polémiques. Davantage, Emmanuel Macron, le président français avait promis à ce partenaire « prioritaire » tout son soutien dans la lutte contre les jihadistes en mettant à sa disposition des moyens conséquents. « Niamey sera très fortement musclé », avait annoncé le numéro un français. Une suite logique de ce qu'Emmanuel Macron déclarait déjà le 17 février 2022 à Paris. « Avec l'accord des autorités nigériennes, des éléments européens seront repositionnés aux côtés des forces armées nigériennes dans la région frontalière du Mali », avait alors indiqué le locataire du palais de l'Élysée. Et ce malgré le sentiment anti-français qui s'est amplifié au cours des dernières semaines avec le débarquement des troupes françaises dans le pays.

> **Depuis lors, la rupture de la coopération militaire entre la France, les Nations Unies et le Mali est consommée. Et c'est le Niger qui fait désormais office de plaque tournante de la stratégie militaire internationale en Afrique de l'Ouest et au Sahel contre le terrorisme.**

Le choix porté sur le Niger par la France comme centre névralgique du combat contre le terrorisme n'est pas anodin. Il se justifie par la position stratégique du



©DR

La lutte contre les groupes armés reste un défi de taille pour les pays du Sahel.

Niger où sont concentrées l'essentiel des troupes françaises dans la zone des trois frontières. Le président nigérien Mohamed Bazoum, démocratiquement élu en 2021 dans une région marquée par des coups d'État à répétition, est en outre, un parfait connaisseur des arcanes de la diplomatie internationale et des questions sécuritaires. Il a longtemps servi comme diplomate et comme Ministre des Affaires étrangères sous le régime de Mahamadou Issoufou auquel il a succédé. Il a aussi été ministre de l'Intérieur, de la Sécurité publique, de la Décentralisation et des Affaires coutumières et religieuses. Il est de fait un bon interlocuteur pour l'Hexagone et l'Occident. Par ailleurs, dans un contexte de poussée du sentiment anti-français en Afrique de l'Ouest, la France n'avait pas d'autre alternative que le Niger comme point de chute et dernier recours pour maintenir une présence militaire dans cette région. Avec un millier de soldats et un arsenal militaire conséquent au Niger, Paris entend continuer à veiller sur ses intérêts économiques. Au Niger particulièrement, certains fleurons de l'industrie française auraient beaucoup à perdre si le chaos s'y installait. C'est le cas du groupe Areva qui est solidement implanté dans l'exploitation des mines d'uranium. En outre, de façon récurrente, les institutions internationales prévoient une croissance économique à deux chiffres du pays à l'horizon 2024, avec la mise en service d'un oléoduc qui va booster l'exploitation pétrolière. En somme, au-delà de la lutte contre le terrorisme, c'est aussi une bataille pour des intérêts économiques dépassant le seul cadre du Sahel qui se livre. Dans ce panorama, Mohammed Bazoum apparaît comme l'allié privilégié des Occidentaux dans le Sahel. Cette situation n'est pas sans risques. En effet, le Niger peut rapidement devenir une cible des jihadistes qui pourraient lui faire payer l'excès de zèle de son président. En outre, personnage entier au bagout éprouvé, le successeur de Mahamadou Issoufou depuis son investiture suscite la polémique en fustigeant notamment le Mali sur son incapacité à stabiliser son territoire et partant le reste du Sahel. « La situation actuelle au Mali a un impact direct sur la sécurité intérieure de notre pays. » martèle M. Bazoum. Et depuis de longs mois, le dialogue et la coopération sont rompus avec les militaires au pouvoir à Bamako. Pour ne rien arranger, entre Mohamed Bazoum et la junte en poste au Mali, on se donne coup pour coup. Le Premier ministre malien par intérim, le Colonel Abdoulaye Maïga à la tribune des Nations unies n'a pas hésité à remettre en cause la nationalité et la légitimité de Mohamed Bazoum en tant que chef de l'État nigérien. Le dirigeant malien reprenait une thèse mise en avant par une partie de la classe politique nigérienne. Mais il en faut visiblement plus pour ébranler le numéro un nigérien, qui entend défendre ses idées et donner un vrai coup de pied dans la fourmilière terroriste. Y parviendra-t-il ? Nul ne peut le garantir. Une chose est certaine, il ne manque ni de soutiens, ni de pourfendeurs...■

> **Depuis lors, la rupture de la coopération militaire entre la France, les Nations Unies et le Mali est consommée. Et c'est le Niger qui fait désormais office de plaque tournante de la stratégie militaire internationale en Afrique de l'Ouest et au Sahel contre le terrorisme.**


BOLLORÉ
TRANSPORT & LOGISTICS
J'ai été recruté et formé dans mon pays.
ALIM KAMATE,
AGENT TRANSIT
OFFRIR plus À LA JEUNESSE AFRICAINE
Avec 21 000 collaborateurs sur le continent Africain, Bolloré Transport & Logistics a fait de l'emploi local une priorité. Grâce à une politique RH forte en matière de relation écoles, d'accueil de stagiaires et d'alternants et de formation continue du personnel, 99% de nos collaborateurs sont employés dans leur pays.
NOUS FAISONS BIEN plus QUE DU TRANSPORT ET DE LA LOGISTIQUE
SC BTL-07/22 - Crédits photos : © Patrick Sordoillet.

Alexandre Barro Chambrier, homme politique gabonais, Président du Rassemblement pour la patrie et la modernité (RPM).

"Le pouvoir actuel est illégitime..."

Propos recueillis par Simon Pierre ETOUNDI

Notre Afrik: Au cours des derniers mois et des dernières années vous n'avez eu de cesse de décrier le niveau de dégradation des conditions de vie des Gabonais. Le Gabon va-t-il si mal?

Alexandre Barro Chambrier: Avant de vous répondre, j'aimerais vous remercier pour la tribune que vous m'accordez. Votre question pourrait laisser penser que vous ignorez la réalité gabonaise, mais je suppose que c'est une interrogation rhétorique. Il est évident, sans être un génie, que la situation du Gabon est catastrophique. En apnée financière permanente, empêtré dans les contradictions de sa gabegie budgétaire, le gouvernement abonné aux emprunts obligataires surfe de conjoncture en conjoncture. Tous les grands projets sont à l'arrêt. Il ne faut pas se fier aux indicateurs flatteurs, comme le PIB par habitant, ou l'image fantasmatique d'un émirat pétrolier : la réalité est que ce petit État immensément riche n'arrive toujours pas à prendre le train du développement. Allez voir l'état des routes urbaines et nationales ; faites un tour dans les universités – les trois principales ne ressemblent à rien de ce qui existe en la matière dans le monde contemporain ; intéressez-vous à l'habitat, dans la capitale Libreville seulement.



Oui, le Gabon va très mal. Dans tous les secteurs, on en arrive à ce diagnostic. Les conditions de vie des populations se sont gravement dégradées ces dernières années. Tous les indicateurs sociaux et même les rapports récents des partenaires au développement le démontrent. Le taux de chômage touche les 40% de la population active, et notamment les jeunes et les femmes; la pauvreté oscille autour de 33% de la population. Les mécontentements s'expriment dans tous les secteurs : manifestations des retraités et des étudiants, grèves et revendications salariales des fonctionnaires.

A cela s'ajoutent l'insalubrité chronique des centres urbains, l'absence d'eau potable dans les ménages pendant plusieurs mois consécutifs, voire années, aussi bien à Libreville que dans les autres localités de l'intérieur



du pays, les coupures intempestives d'électricité, faute de carburant pour alimenter les centrales thermiques ; les infrastructures, insuffisantes et obsolètes ; en matière de santé et d'éducation, le constat est celui d'un abandon flagrant ; sur le plan institutionnel, une cacophonie savamment orchestrée fait en sorte qu'il est difficile de mettre en musique un État de droit viable et une démocratie crédible. La gouvernance d'Ali Bongo Ondimba, sans cap ni vision, plonge le Gabon dans un tourbillon d'incertitudes, et les Gabonais dans une précarité qui va grandissant. Le symbole de ce dangereux amateurisme nous a encore été donné par la récente décision de dissoudre le ministère des Travaux publics. Un levier essentiel de développement ! Il est quasiment certain que la promesse de l'émergence faite en 2010, et qui a même mobilisé des moyens financiers colossaux, dont un endettement de plus 70% du PIB, ne se réalisera pas à la fin de ce septennat ; tout comme la fameuse accélération de la transformation lancée en 2021 est à ranger dans le rayon des slogans creux.

> **Dans tous les secteurs, on en arrive à ce diagnostic. Les conditions de vie des populations se sont gravement dégradées ces dernières années. Tous les indicateurs sociaux et même les rapports récents des partenaires au développement le démontrent.**

NA : Le Gabon a en tout cas un grand rendez-vous en 2023 avec l'élection présidentielle qui cristallise toutes les attentions. Quel est l'état d'esprit de l'acteur politique que vous êtes dans la perspective de cette élection, surtout quand on se rappelle que l'issue du dernier scrutin présidentiel reste jusqu'à ce jour contestée ?

Je suis serein et déterminé. Serein face à l'agitation en face, aux signes qui traduisent l'essoufflement et le tarissement idéologique d'un régime en manque d'inspiration et de solution pour répondre aux nombreux défis du monde moderne. Ma détermination et mon engagement sont intacts, ils se nourrissent de la détresse des populations gabonaises, lesquelles m'obligent en tant qu'acteur politique. Je sillonne le Gabon depuis plus d'un an et demi, rencontrant mes compatriotes de l'hinterland, qui ploient sous des conditions de vie d'une misère sans nom. J'en ressors davantage convaincu qu'il y a beaucoup à faire pour



Le Président du RPM est au contact des populations depuis de longs mois avec la présidentielle comme objectif.

transformer mon pays, compte tenu du bilan médiocre des deux mandats d'Ali Bongo Ondimba. Les conditions objectives de la situation actuelle du Gabon et les perspectives sombres à l'horizon renforcent ma détermination et celle du Rassemblement pour la Patrie et la Modernité à poursuivre la lutte pour l'alternance qui est le seul gage d'un changement à même de mettre le Gabon sur les rails d'un développement inclusif et durable.

Le pouvoir actuel est illégitime pour n'avoir pas effectivement été choisi par les gabonais en 2016. Il s'est imposé par la fraude et la force. Il a été incapable par la suite de répondre aux aspirations profondes des gabonaises et des gabonais.

C'est la raison pour laquelle l'opposition dans son ensemble travaille pour obtenir, dans l'intérêt de tous, l'organisation d'élections transparentes, crédibles et apaisées en 2023.

> **Quant à l'élection de 2016, même si elle continue de hanter les esprits, elle appartient au passé. Et de toute façon, il faut savoir tirer des leçons du passé, qu'elles soient bonnes ou déplaisantes.**

Dans ce contexte, nous avons déposé auprès de la Cour Constitutionnelle et du Ministère de l'Intérieur, un Mémorandum sur la transparence électorale en mai dernier; de même, nous avons salué l'initiative récente de la société civile gabonaise visant à créer une plateforme qui regroupera les acteurs impliqués en vue de mettre en place les conditions électorales acceptées par tous. Quant à l'élection de 2016, même si elle continue de hanter les esprits, elle appartient au passé. Et de toute façon, il faut savoir tirer des leçons du passé, qu'elles soient bonnes ou déplaisantes.



NA: Depuis quelques années vous êtes à la tête du Rassemblement pour la patrie et la modernité (RPM), parti que vous avez créé après avoir dissous le parti Héritage et Modernité. Quelles sont vos ambitions pour 2023? Votre candidature à la présidentielle est annoncée depuis plusieurs années déjà. La maintenez-vous et pensez-vous avoir des chances de prendre la succession d'Ali Bongo Ondimba?

Permettez-moi d'abord de préciser que le RHM n'a pas été dissout, mais conformément à la loi gabonaise relative aux partis politiques, le RHM a muté au cours d'un congrès extraordinaire en Rassemblement pour la Patrie et la Modernité. En 2023, il est prévu des élections locales, législatives et présidentielles. En tant que parti politique, le RPM entend prendre part à ces différents scrutins. Le moment venu, conformément à ses textes, le RPM déterminera les modalités de sa participation, élection par élection. Je dois cependant souligner que mes ambitions ont toujours été claires.

> **Oui j'ai servi le régime, mais avant tout c'est mon pays que j'ai servi. Bien que n'ayant jamais renié d'avoir appartenu au PDG, je ne porte cependant pas la responsabilité des dérives d'un régime entier.**

Rassembler les Gabonais autour des valeurs de paix, de partage et de respect de soi et de l'autre. Redonner au peuple la fierté d'appartenir à la même patrie, lui restituer son honneur et ses lettres de noblesse, tombées dans l'avilissement sous ceux que j'ai naguère appelés «*profito-situationnistes*». Enfin, faire tout simplement du Gabon un pays moderne et prospère, digne de son riche potentiel humain et matériel. En 2023, je continuerai de mener le combat pour atteindre ces objectifs, au cœur de mon action depuis six ans maintenant.

NA : Après avoir été un membre actif du Parti démocratique gabonais (PDG) au pouvoir depuis plus de 50 ans, et après avoir servi sous les régimes successifs d'Omar Bongo Ondimba et d'Ali Bongo Ondimba, vous êtes devenu un de leurs plus grands pourfendeurs. Qu'est-ce qui n'a pas marché ? Quelle est la raison profonde de cette rupture de bans?

D'abord, vous me permettrez de souligner qu'en politique, les idées, les convictions et les valeurs ont une importance fondamentale, transcendant les liens personnels parfois. Lorsqu'elles font défaut, ou se heurtent à d'autres considérations avec lesquelles elles sont incompatibles, il vaut mieux aller voir ailleurs si l'herbe n'est pas meilleure. Oui j'ai servi le régime, mais avant tout c'est mon pays que j'ai servi. Bien que n'ayant jamais renié d'avoir appartenu au PDG, je ne porte cependant pas la responsabilité des dérives d'un régime entier. Dérives qui m'ont justement amené, à un moment donné, à tirer la sonnette d'alarme au sein du PDG, avant de me rendre compte, avec plusieurs autres cadres et élus du parti, qu'en interne, il n'y avait aucune volonté de changement de paradigme pour s'adapter aux exigences d'évolution de la société gabonaise.

On a plutôt assisté à une gestion calamiteuse tant du parti que de l'Etat qui a abouti à des dérapages intolérables: des détournements massifs de fonds publics, des mauvais choix économiques et des priorités d'investissement, le démantèlement de l'administration publique au profit d'agences qui se sont révélées plus budgétivores et inefficaces, la déstructuration du système scolaire et sanitaire, l'accentuation

du favoritisme et du népotisme ainsi que de la corruption et autres crimes financiers, dont les récents procès des proches collaborateurs d'Ali Bongo Ondimba donnent un aperçu sidérant.

NA : En 2016, vous avez soutenu la candidature de Jean Ping à la présidentielle face à Ali Bongo Ondimba. En 2023, attendez-vous qu'il vous retourne l'ascenseur? Les observateurs sont du reste convaincu que le « système PDG » ne peut être défait que si l'opposition gabonaise est unie. Mais il y a trop d'ambitions et d'ambitieux en son sein. Est-ce également votre avis ?

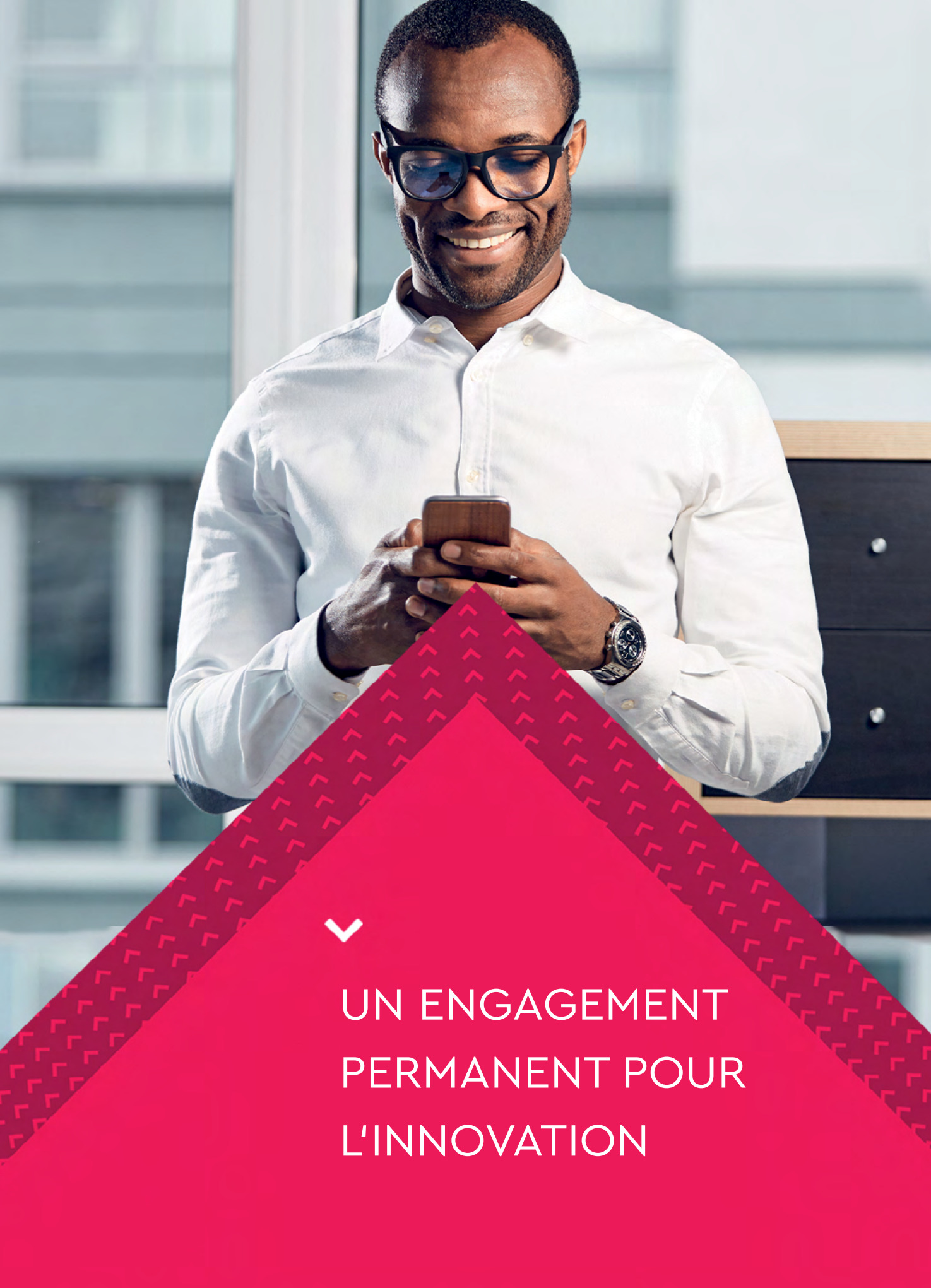
Je ne sais pas s'il y a trop d'ambitieux au sein de l'opposition, mais je peux dire qu'elle compte de valeureux compatriotes animés de la même volonté de tourner la page de l'immobilisme du pouvoir en place. Encore une fois, ne nous focalisons pas sur 2016, la donne a changé et l'environnement propose une autre distribution des rôles qui reste largement ouverte à toutes les ambitions. Même si l'enjeu demeure de parvenir à renverser, une nouvelle fois, le PDG avec les armes démocratiques. Et surtout lui faire reconnaître la défaite dans les urnes – ce à quoi il se refuse. Pour 2023, je reste convaincu que l'opposition, dont le Président Ping demeure un acteur majeur, saura trouver la meilleure approche pour préserver la cohésion en vue de parvenir à l'alternance.

NA : Quelle serait, d'après vous, la recette pour résoudre l'équation de l'alternance démocratique au Gabon ?

Nous avons une idée précise à ce sujet, mais la détermination du peuple me paraît primordiale. Le pouvoir du peuple, pour le peuple ne peut advenir que par le peuple. Ce système plus que cinquantenaire est à bout de souffle, et il a épuisé toutes les dernières cartes qui lui restaient. Il ne survit plus que d'expédients facilités par les moyens financiers de l'État, qu'il pille allègrement. En toute objectivité, Ali Bongo Ondimba et ses troupes sont réduits à recycler de vieilles recettes recuites (propagande, débauchage d'opposants, intimidations, diffamation, achat de conscience, clientélisme, etc.), avec, paradoxalement la conscience aiguë de leur échec visible partout où ils se rendent aux quatre coins du Gabon, comme il y a quelques jours à Port-Gentil qu'Ali Bongo a dû quitter en catastrophe. Sans vouloir me montrer d'un optimisme extrême, je reste persuadé que l'unité de l'opposition, jointe à la détermination du peuple, l'inscription massive sur les listes électorales, la réduction du taux d'abstention, la sécurisation du vote et surtout la mobilisation du peuple souverain pour défendre, coûte que coûte, son vote scelleront en 2023 le sort de ce régime anachronique. Pour conclure, je voudrais dire que le pouvoir doit comprendre et doit accepter qu'il faille à tout prix préserver la paix dans notre pays. Si nous avons accepté en 1990 le jeu démocratique, il faut aller jusqu'au bout de ce processus. Le pouvoir n'est pas l'exclusivité d'un groupe particulier. L'alternance ne rime pas avec règlements de compte et chasse aux sorcières. Loin s'en faut. Il s'agit plutôt de donner un nouveau souffle au pays pour le bien-être du Peuple gabonais et préparer un meilleur avenir aux générations futures. Le Gabon doit demeurer au-dessus de tout.■

> **En toute objectivité, Ali Bongo Ondimba et ses troupes sont réduits à recycler de vieilles recettes recuites (propagande, débauchage d'opposants, intimidations, diffamation, achat de conscience, clientélisme, etc.), avec, paradoxalement la conscience aiguë de leur échec visible partout.**

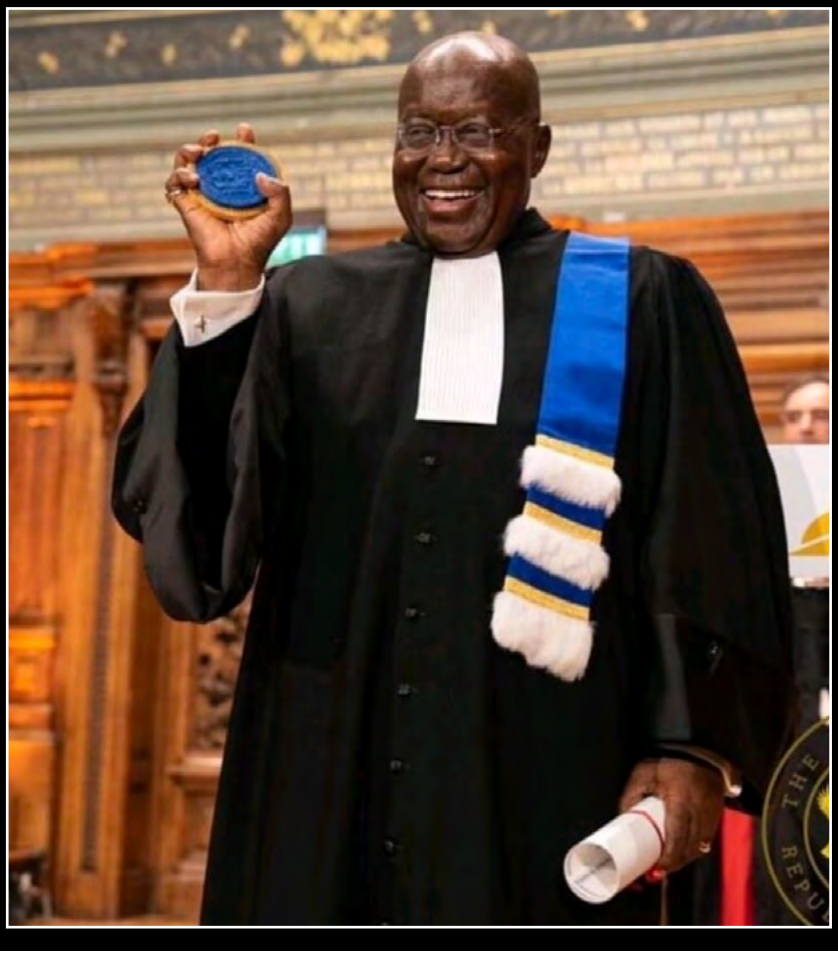




UN ENGAGEMENT PERMANENT POUR L'INNOVATION

Nana Akufo-Addo

Docteur honoraire de la Sorbonne



Engagé dans la promotion des valeurs de la démocratie au Ghana, de la recherche de la paix en Afrique de l'Ouest et l'accès des enfants à l'éducation, à travers la mise en œuvre de la politique Free SHS, le président ghanéen a été récompensé le 10 octobre à Paris en France. Nana Akufo-Addo a été fait *«Doctor honoris causa»*. C'est la reconnaissance de son leadership dans la lutte contre le COVID-19 dans laquelle il s'est particulièrement distingué durant la période la plus sévère de la pandémie. Par cette distinction, le président ghanéen inscrit son nom dans les annales de l'une des universités les plus prestigieuses de la planète où sont déjà consignés ceux de Pablo Picasso, Kofi Annan, ou Nelson Mandela. En recevant sa distinction, le nouveau docteur honoraire de la Sorbonne n'a pas manqué de rappeler aux pays industrialisés leurs responsabilités en matière de changements climatiques.

LIBÉRIA

George Weah nomme une présidente à la Cour suprême

Depuis le 28 septembre dernier, le juge Sie-A-Nyene Gyapay Youh trône à la tête de la Cour suprême libérienne, suite à un décret du président George Weah. La nouvelle promue qui a promis de rendre justice sans crainte ni faveur s'est aussi engagée à faire respecter l'État de droit au Libéria. Elle succède à Francis Korkpor, admis à faire valoir ses droits à la retraite. Sie-A-Nyene Gyapay Youh devient ainsi la troisième femme à occuper cette fonction au Libéria, après Frances Johnson Allison et Gloria Musu Scott.■

RUSSIE-AFRIQUE

Rendez-vous à Saint-Pétersbourg en 2023

Initialement prévu cette année, le Forum du partenariat Russie-Afrique se tiendra plutôt en avril 2023 à Saint-Pétersbourg. Dans un entretien téléphonique qu'il a eu le 4 octobre dernier avec son homologue malien, Assimi Goïta, qu'il a par ailleurs invité à y prendre part, le président russe, Vladimir Poutine a réaffirmé son intention de renforcer davantage la coopération avec le Mali en matière de sécurité afin d'éradiquer les groupes terroristes au Mali. Au cours de cet échange, les présidents russe et malien ont également souligné l'importance de l'initiative de la Russie de faire don aux pays africains dans le besoin d'environ 300 000 tonnes d'engrais bloquées dans les ports européens du fait des sanctions.■

ALGÉRIE

Huit ans de prison pour Said Bouteflika

Jugé en appel par un tribunal d'Alger, le frère cadet et ex-conseiller de l'ancien président algérien, Abdelaziz Bouteflika, a écopé le 5 octobre dernier de huit ans de prison ferme. Déjà condamné en première instance, Saïd Bouteflika est poursuivi pour « blanchiment d'argent, trafic d'influence et défaut de déclaration de biens ». Celui qu'on appelait le « puissant homme de l'ombre » qui a déjà bénéficié de deux acquittements successifs, s'attendait plutôt à un jugement clément. Il restera finalement en détention à la prison d'El Harrach. Son conseil a fait savoir qu'il va se pourvoir en cassation. Ali Haddad, son coaccusé et ancien patron des patrons algériens, déjà condamné dans plusieurs affaires de corruption, a quant à lui été condamné à quatre ans de prison dans une affaire de financement occulte de la campagne électorale de l'élection présidentielle annulée d'avril 2019.■

LE CHIFFRE

137,4 milliards de dollars

Selon des données publiées par l'administration générale de la douane chinoise, les échanges commerciaux entre la Chine et l'Afrique ont atteint 137,4 milliards de dollars au premier semestre 2022. Ils sont en hausse de 16,6% pour par rapport à la même période de 2021. L'essentiel des exportations chinoises vers l'Afrique est constitué des produits finis (textile, machines, électronique, etc.) tandis que les exportations africaines vers la Chine sont dominées par les matières premières et les produits non transformés, d'où un excédent commercial en faveur de l'Empire du milieu. D'une manière générale, les échanges commerciaux entre la Chine et l'Afrique ne cessent d'augmenter au fil des années. En 2021, ils avaient enregistré une hausse de 35,3 % en glissement annuel pour s'établir à 254,3 milliards de dollars.■

MÉTRO

MARTHA KOOME


© DR

La Présidente de la cour suprême du Kenya était attendue au tournant à l'occasion du contentieux électoral consécutif à l'élection présidentielle qui a eu lieu le 9 août 2022. Elle a tranché dans le vif, suite au recours de l'un des candidats, Raila Odinga qui a contesté les résultats. Nommée en mai 2021, Martha Koome a confirmé la victoire de William Ruto affichant son respect de la loi et son intégrité. Avant de rejoindre la magistrature en 2003, elle avait été l'avocate de Raila Odinga. Mais cela ne l'a pas empêché de retoquer un projet de réforme constitutionnelle que ce dernier défendait aux côtés de l'ancien président Uhuru Kenyatta il y a quelques mois. C'est encore en toute sérénité que Martha Koome a décidé de trancher le litige électoral et de confirmer la victoire de William Ruto qui a été investi il y a quelques semaines.

SERGE EKUE


© DR

Depuis quelques mois, la Banque ouest africaine de développement (BOAD) est sans cesse dans l'innovation. Sous la férule de son président Serge Ekue, la BOAD a lancé en janvier 2021, la première émission obligataire à objectifs de développement durable du continent africain. Et les investisseurs internationaux ne cachent pas leur admiration. Le Béninois a également déployé à la BOAD un plan stratégique (plan « Djoliba ») qui inclut une augmentation de capital de 1,5 milliard de dollars qui a obtenu l'accord des actionnaires. Il insiste sur le fait que la banque devrait disposer de suffisamment de fonds propres pour lever de la dette et financer efficacement le développement. Pleinement investi dans la réflexion mondiale portant sur le développement, Serge Ekue qui préside depuis le 28 août 2020, la BOAD entend faire profiter le continent de ses nombreuses années d'expérience en Finance Internationale, financements structurés et de marchés.■

MERCY TEMBON


© DR

Depuis le 1er septembre dernier, Mercy Miyang Tembon est la vice-présidente et secrétaire générale de la Banque mondiale. C'est une nouvelle étape dans la carrière de la Camerounaise de 63 ans qui totalise plus d'une vingtaine d'années de présence au sein de l'institution. Elle en fait partie depuis l'an 2000 et y a gravi les différents échelons. Elle a occupé dans une demi-douzaine de pays, diverses responsabilités opérationnelles. Elle a notamment supervisé un portefeuille de 15 milliards de dollars en projets d'investissements, d'assistance technique et financières dans différents pays (Arménie, Azerbaïdjan, Georgia, Burundi, Burkina Faso, Bangladesh, Bhoutan). Elle a reçu le prix du leadership pour la diversité et l'inclusion du Groupe de la Banque mondiale (GBM) en 2010 et le prix d'excellence en leadership de l'Association du personnel de l'institution multilatérale en 2014. Il s'agit en somme d'une personnalité compétente, reconnue et appréciée par ses pairs.■

RÉTRO

GIORGIA MELONI


© DR

C'est l'une des personnalités politiques internationales dont on parle beaucoup depuis quelques mois. Avec son parti Fratelli d'Italia (Fdl), elle est arrivée en tête des dernières élections législatives italiennes. En passe de devenir la nouvelle cheffe du gouvernement italien, Giorgia Meloni inquiète hors de son pays notamment. La présidente de Fratelli d'Italia (Fdl) est une radicale et une ultranationaliste qui a promis de faire prendre à l'Europe un virage autoritaire et conservateur. Ses politiques sociales conservatrices intransigeantes détonnent. Elle est pour la famille naturelle et exprime son aversion pour les lobbies LGBT. Elle est également farouchement opposée au flot de migrants qui débarquent sur les côtes italiennes notamment en provenance d'Afrique. Giorgia Meloni rejette pourtant avec véhémence l'étiquette fasciste que lui colle ses détracteurs. Elément à suivre de près...■

MOUSSA DADIS CAMARA


© DR

Depuis quelques semaines, l'ancien dirigeant militaire de la Guinée, Moussa Dadis Camara est dans le box des accusés dans son pays. Arrivé au pouvoir à la faveur d'un coup d'État en 2008, il est jugé pour son rôle présumé dans la mort de 150 personnes et le viol de plus de 100 femmes et jeunes filles, le 28 septembre 2009 dans un stade de Conakry. Le capitaine Camara est accusé d'avoir assumé la responsabilité du commandement des soldats qui ont commis les crimes présumés. Le 28 septembre 2009, des milliers de Guinéens ont convergé vers le stade du 28 septembre de Conakry pour manifester leur hostilité à la candidature du président putschiste d'alors. Ce jour-là, les forces de sécurité auraient bloqué les sorties du stade pour tenter d'arrêter le rassemblement, avant d'ouvrir le feu. Après plus de 11 ans de tergiversation, le procès s'est finalement ouvert. Le capitaine Camara est jugé avec 10 anciens fonctionnaires, mais il nie les accusations.■

CYRIL RAMAPHOSA


© DR

Le président sud-africain est accusé par un citoyen d'avoir passé sous silence un cambriolage dont il a été victime en 2020. Des voleurs avaient fait irruption dans une de ses fermes et mis la main sur plus de 600 000 dollars. Et parce que Cyril Ramaphosa n'a pas officiellement porté plainte à la suite de ce cambriolage, l'origine des fonds dérobés interpelle. Le président sud-africain est ainsi accusé d'avoir dissimulé des devises étrangères dont l'origine est suspecte. Pis, il aurait commandité une enquête officieuse en s'appuyant sur des agents de l'État. Aujourd'hui, les parlementaires veulent savoir pourquoi le chef de l'État n'a pas simplement porté plainte. Jusqu'ici, la défense de Cyril Ramaphosa n'est pas convaincante. Cette affaire pourrait en tout cas empoisonner son mandat, car, les Sud-Africains sont particulièrement exigeants sur la moralité et l'intégrité de leurs dirigeants.■

ILS BOUGENT...

TALIBI HAIDRA

Alumni de HEC Paris Talibi Haidra a été nommé il y a quelques semaines co-directeur académique du programme « Challenge + Afrique » de HEC Paris. Il va siéger aux côtés d'Etienne Krieger, Professeur affilié à HEC Paris, et de Redda Ben Geloune, PDG d'Aitek. Le programme Challenge + a été conçu par HEC Paris pour aider des porteurs de projets, scientifiques et ingénieurs à élaborer leur business plan tout en renforçant leur stratégie de développement. Talibi Haidra après une carrière de plus de six ans chez EY Côte d'Ivoire, a rejoint en 2004 le Groupe Atlantique Télécom, holding des filiales Moov, en tant que Directeur Financier puis Directeur Général de la filiale béninoise. En 2011, il est nommé Directeur de la stratégie du Groupe. En 2013, il entre dans le capital de S3I S.A, promoteur et constructeur immobilier ivoirien. Il en est aujourd'hui l'Administrateur-Directeur Général et un acteur majeur dans le domaine de l'immobilier en Côte d'Ivoire.▪

JEREMY AWORI

Ecobank Transnational Incorporated, la société mère du Groupe Ecobank, a annoncé il y a quelques semaines la désignation de Jeremy Awori au poste de directeur général pour prendre le relais du directeur général actuel, Ade Ayeyemi qui prendra prochainement sa retraite. Au moment où nous mettions sous presses, les dates de prise d'effet n'étaient pas connues. Mais d'ores et déjà les qualités du futur Directeur général ont été mises en exergue. Jeremy Awori a rejoint le Groupe Ecobank après une carrière de vingt-cinq ans dans le secteur bancaire. Il a occupé plusieurs postes de direction à la Standard Chartered Bank au Moyen-Orient et en Afrique. Il a surtout été pendant plus de dix ans à la tête de l'Absa Bank Kenya Plc en tant que Directeur général. Le Conseil d'administration d'Ecobank est convaincu que le dynamisme Jeremy Awori et sa forte orientation vers les résultats seront essentiels pour guider le Groupe vers de nouveaux succès.▪

THIERNO HABIB HANN

Le prêteur immobilier panafricain Shelter Afrique a nommé récemment, le Guinéen Thierno-Habib Hann comme nouveau directeur général en remplacement du Zimbabwéen Andrew Chimphondah. Thierno Habib Hann possède une vaste expérience internationale dans le financement du logement, les marchés de capitaux et le financement structuré, la création et la gestion de fonds d'investissement auprès d'institutions bancaires et multilatérales. Il compte une vingtaine d'années d'activités et devrait apporter avec lui une vision pointue du paysage immobilier et une solide expérience en matière de livraison. Il est titulaire d'un MBA en finance et investissements de la Zicklin School of Business, Bernard Baruch, New York City ; une maîtrise en comptabilité et finance (M.S.T.C.F) et une licence en gestion et économie appliquée (GEA), de l'Université Paris IX Dauphine, avec mention.▪

VERA SONGWE

L'ancienne Secrétaire exécutive de la Commission économique de l'Afrique centrale de l'ONU, Vera Songwe a été portée à la tête du Conseil d'administration de la Facilité de liquidité et de durabilité. L'objectif de cette instance tournée vers le développement durable et créée en novembre 2021, lors de la COP26 de Glasgow, en Écosse, est de soutenir la liquidité des emprunts souverains africains sur les marchés obligataires, et d'encourager les investissements liés aux objectifs de développement durable (ODD) tels que les obligations vertes. Il s'agit d'un nouveau challenge pour Vera Songwe dont les qualités de manager sont hautement appréciées. Du reste, sa nomination reflète l'engagement de la LFS à fonctionner selon des normes élevées de gouvernance et sous la supervision d'un Conseil d'administration de grande qualité a fait savoir l'instance.▪

RWANDA

Félicien Kabuga rattrapé par la justice



Plus de 28 ans après les faits, Félicien Kabuga est jugé pour avoir financé et fourni des armes aux milices génocidaires hutu contre la minorité tutsi en 1994. Âgé aujourd'hui de 87 ans, l'ancien président de la Radiotélévision libre des Mille collines émettant alors depuis Kigali comparait depuis le 29 septembre dernier, devant la Cour pénale internationale (CPI) pour son implication dans cette tragédie qui a fait plus de 800 000 morts. Accusé de génocide, incitation directe et publique à commettre le génocide, et de crimes contre l'humanité, dont persécution et extermination, Félicien Kabuga avait été arrêté en 2020 près de Paris en France au terme de 25 années de cavale. Son procès pourrait durer de nombreux mois. ▪

OUGANDA

Yoweri Museveni a limogé son fils

Le lieutenant général Kayanja Muhanga trône depuis le 4 octobre dernier à la tête des forces terrestres ougandaises. Il remplace à ce poste Muhoozi Kainerugaba, fils du président Yoweri Museveni, débarqué après une série de tweets ayant provoqué un tollé général au Kenya. Dans ses publications, l'infortuné a suggéré à l'ancien président kenyan, Uhuru Kenyatta, qu'il aurait dû violer la Constitution pour briguer un troisième mandat à la tête du pays. Pourtant réputé réservé, Muhoozi Kainerugaba a indiqué qu'avec son armée, ils prendraient Nairobi en moins de deux semaines. Sa sortie a fait réagir les Kényans qui ont riposté par des messages moqueurs à l'endroit de l'auteur, de son père et de l'armée ougandaise. Muhoozi Kainerugaba reste néanmoins à 48 ans conseiller de son père pour les opérations spéciales.

RDC-ZAMBIE

Remous aux frontières

À l'appel du syndicat des camionneurs congolais et étrangers, le poste-frontière de Kasumbalesa, l'un des plus stratégiques entre la République démocratique du Congo (RDC) et la Zambie est fermé depuis le 5 octobre dernier. Ces derniers protestent contre la mort en territoire congolais de deux des leurs. Cette situation de tension a dû immobiliser des jours durant des véhicules destinés à l'importation comme à l'exportation des marchandises, créant ainsi une pénurie des biens et services de part et d'autre de la frontière. Ce mouvement de grève a également été suivi dans deux autres postes frontières comme Mokambo et Sakania.▪

NIGERIA

Bola Tinubu reste candidat à la Présidence

Suite aux nombreuses rumeurs faisant état d'un retrait de sa candidature à l'élection présidentielle du 25 février 2023, le candidat du Congrès des progressistes (APC) est apparu le 4 octobre dans une vidéo pour rassurer ses militants et ses sympathisants. L'ancien gouverneur de l'État de Lagos a affirmé qu'il reste toujours en course. « Beaucoup de choses ont été dites, que je suis mort... D'autres prétendent que je me suis retiré de la campagne présidentielle. Eh bien... Non ! C'est la réalité. Je suis fort, je suis en bonne santé et je suis prêt à servir les Nigérians dès le premier jour », a tenu à rassurer Asiwaju Bola Tinubu. Les rumeurs de ce retrait ont jailli après l'absence constatée de ce dernier lors de la signature de l'accord national de paix entre candidats aux élections générales. Bola Tinubu qui devra affronter dix-sept autres candidats dont Atiku Abubakar, candidat du Parti démocratique populaire (PDP) au pouvoir, a assuré depuis la Grande-Bretagne où il séjournait, qu'il est allé se reposer pour mieux affronter les quatre mois de campagne. ▪

MALI

L'avant-projet de la Constitution est disponible

Une première étape dans la mise sur pied d'une nouvelle Constitution au Mali a été franchie le 11 octobre dernier avec la remise au colonel Assimi Goïta, président de transition, de l'avant-projet de la loi fondamentale. Le texte adressé par le président de la Commission de rédaction, Fousseyni Samaké, au chef de l'Etat affirme le caractère unitaire de l'Etat du Mali et rejette la possibilité d'un Etat fédéral voulu par certaines rébellions indépendantistes. En plus du français, la langue officielle, les treize langues nationales, parlées et enseignées dans le pays « ont vocation à devenir des langues officielles ». La future Constitution réaffirme le caractère laïc du pays. Pour ce qui est des institutions, l'Assemblée nationale unique devra être remplacée par un Parlement bicaméral, avec la création d'un Haut Conseil de la Nation équivalent d'un Sénat. Celui-ci ne pourra plus renverser le gouvernement et le président de la République ne pourra plus dissoudre l'Assemblée. Une Cour des comptes, dont le rôle sera de contrôler l'utilisation de l'argent public, sera également créée. Le Conseil économique social et culturel sera dorénavant aussi environnemental. La Haute Cour de justice et le Haut Conseil des collectivités seront supprimés..▪

SANS LANGUE DE BOIS

RÉMY RIOUX

Directeur général de l'Agence Française de Développement (AFD).

« Achille Mbembe est à un moment de son travail et de sa vie d'intellectuel où il veut aussi expérimenter et changer la réalité, en parfaite cohérence avec tout ce qu'il a écrit précédemment et en toute liberté d'esprit. »

« Une action de développement réinventée est essentielle dans un monde incertain et dangereux ….»

« L'Afrique c'est la grande révolution devant nous. Et à l'AFD, nous cherchons à faire prendre conscience de la vraie mesure du continent, systématiquement réduite depuis si longtemps. Il ne s'agit pas de voir l'Afrique en rose car les défis sont immenses. Mais il faut prendre conscience des biais dans nos regards et chausser enfin les bonnes lunettes. »

« Je ne nie pas que la Françafrique ait existé. Comme la forme qu'a prise un temps notre relation. Ceux qui ont fait la Françafrique ont, pour la plupart d'entre eux, disparu. Et, paradoxalement, une Françafrique crépusculaire semble survivre avant tout dans l'esprit et propos de ceux qui la dénoncent. »

« Il faut investir massivement dans le développement de l'Afrique, secteur public et secteur privé, pour que sa démographie devienne l'avantage comparatif du continent et non son fardeau. »

« De quel droit coupons-nous l'Afrique en deux ? Je ne sous-estime pas le fait arabe, et la Méditerranée représente évidemment un espace spécifique. Mais il faut remettre en cause, certaines représentations, héritées de la colonisation et qui nous empêchent de voir la réalité. »

« Nos relations avec l'Afrique doivent être orientées vers un partenariat respectueux"



© DR

« Il faut qu'on arrête de parler d'« aide publique au développement ». Il faut qu'on arrête ce soupçon qui pèse sur les professionnels de ces métiers. »

« Nos partenaires sont assez lassés qu'on parle d'aide. Je préfère les mots « investissement solidaire », parce que dans un investissement, on veut un partenariat de long terme. Dans l'investissement solidaire, il y a le respect, il y a l'idée qu'il y a un retour, il y a l'idée qu'il y a un résultat, il y a l'idée que quelque chose change »

« Le problème de l'aide publique au développement est que sa définition, ses mots et la plupart de ses instruments datent d'il y a très longtemps, des années 1960 et 1970 pour l'essentiel. Ce référentiel a terriblement vieilli, sans qu'un consensus international n'émerge encore pour le réviser. »

Hadja Lahbib

L'équilibriste

Nommée ministre des Affaires étrangères, des affaires européennes et du commerce extérieur, et des institutions culturelles fédérales de la Belgique, le 15 juillet 2022, Hadja Lahbib, ancienne journaliste est « le visage de la Belgique à l'étranger » …

Par Patrick NDUNGIDI

La nomination d'Hadja Lahbib au poste de ministre des Affaires étrangères de la Belgique a fait l'effet d'une bombe dans le microcosme politique belge. Le Mouvement réformateur (MR) a désigné l'ex journaliste de la Radiotélévision Belge de la communauté française (RTBF) en remplacement de l'ancienne ministre Sophie Wilmès. Novice en politique, ne se revendiquant ni de gauche, ni de droite et fondamentalement libre, Hadja Lahbib est née en 1970, à Boussu, en Belgique, de parents algériens. Son parcours était déjà magnifique, avant qu'elle n'ouvre ce nouveau chapitre d'ex-



ception, s'engageant dans une nouvelle aventure professionnelle aux multiples challenges. Elle a assuré avoir été la première à être surprise quand elle a été contactée par Georges-Louis Bouchez, le président du MR. « J'imagine bien votre surprise. Mais, il y a des coups de téléphone qui nous font basculer dans une autre vie. Il y a de longues conversations, sans tabous, qui m'ont mené à cette décision. Mon histoire a toujours été inscrite dans la volonté de témoigner, de donner à voir le monde autrement. J'ai l'envie de contribuer à faire avancer les choses, pour un monde plus juste, plus équitable et plus libre. La proposition est audacieuse et ma réponse l'est tout autant…À cette proposition audacieuse, j'ai donc décidé de répondre par une autre audace : celle d'oser y aller », avait-elle fait savoir à la presse dans la foulée de sa nomination.

Bonne connaissance de la géopolitique mondiale

Journaliste, réalisatrice de documentaires et auteure, Hadja Lahbib était, avant sa nomination, vice-présidente du Conseil supérieur de l'éducation aux médias en Belgique. Elle est réputée avoir une bonne connaissance de la géopolitique mondiale, grâce à son travail journalistique mené sur des zones de guerre pendant plusieurs années, notamment au Moyen-Orient. « Elle n'a peut-être pas d'expérience politique mais elle a une meilleure connaissance que certains de ses prédécesseurs quand ils sont arrivés à ce poste », a déclaré le président du MR.

Hadja Lahbib est la première présentatrice d'origine maghrébine de la télévision belge. Après avoir obtenu une licence en journalisme et communication à l'université libre de Bruxelles (ULB), elle est engagée à la RTBF en 1997. De 2000 à 2009, elle intègre la cellule internationale de la RTBF et devient envoyée spéciale au Proche-Orient, où elle couvre notamment la seconde Intifada et les élections israéliennes. Elle a également été envoyée spéciale au Tchad, où elle a réalisé une série de reportages sur les victimes de l'ancien président, Hissène Habré, puis a été envoyée spéciale au Maroc, produisant une série sur les filles-mères, avant d'être envoyée spéciale de la RTBF en Afghanistan à de multiples reprises entre 2001 et 2009.

Une passion pour la culture

Passionnée de culture et de médias, Hadja Lahbib est la présidente du festival de théâtre de Liège « De Factory » et administratrice de L'Alba (Maison de transition artistique – (Mélanie de Biasio). Elle a également présenté des émissions culturelles comme « Quai des Belges » de 2005 à 2014 et diffusée sur Arte, ainsi que sa version bilingue, « Vlaamse Kaai », aux côtés de différents écrivains flamands. De 2014 à 2020, elle a conçu et produit « Tout le Baz'art », une émission culturelle bilingue bimensuelle diffusée sur La Une (RTBF) et Arte. De 2019 à 2020, elle a présenté l'émission « Regard sur », une émission débat autour de documentaires. Réalisatrice de documentaires très prolifiques. Elle est l'auteure de quelques chefs d'œuvre sur des sujets aussi différents que la guerre, la condition des femmes, le sexisme etc. En 2020, elle a été nommée vice-présidente du conseil supérieur de l'éducation des médias en Fédération Wallonie-Bruxelles. À ce titre, en 2021, elle a été chargée, avec le dramaturge et directeur artistique belge, Jan Goossens, de la préparation de la candidature de Bruxelles au titre de Capitale européenne de la culture en 2030.

> **Journaliste, réalisatrice de documentaires et auteure, Hadja Lahbib était, avant sa nomination, vice-présidente du Conseil supérieur de l'éducation aux médias en Belgique. Elle est réputée avoir une bonne connaissance de la géopolitique mondiale, grâce à son travail journalistique mené sur des zones de guerre pendant plusieurs années, notamment au Moyen-Orient.**

Son éclectisme tient à ses origines familiales et son parcours personnel. Elle est née en Belgique de parents musulmans pratiquants. Mais dans sa prime enfance, elle a fréquenté une école catholique et développé progressivement un goût pour le bouddhisme. Au sujet de la religion, elle a déclaré que « toutes les religions sont fascinantes car elles sont des projections humaines. J'ai trouvé des points communs à toutes. On cherche tous un sens à notre vie et à notre passage sur notre terre. » Hadja Lahbib est également une ardente défenseuse de la liberté de penser et du multiculturalisme sous toutes ses formes. « L'état du monde d'aujourd'hui est un état qui appelle à nous élever au-delà de nos intérêts et de nos clivages traditionnels. » soutient-elle. « Ni de gauche, ni de droite » …■

© AFP



RDC-Rwanda

Voisinage à problèmes

La relation entre Kinshasa et Kigali reste tendue depuis près de trois décennies sur fond d'accusations mutuelles d'agression. Mais, les deux voisins n'ont pas pour autant rompu le dialogue.

Par Claire MEZANG

La passe d'armes survenue entre les présidents congolais et rwandais à l'occasion de la 77e Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies (ONU) tenue en septembre dernier à New York est venue remettre au goût le climat délétère qui prévaut entre ces deux pays des Grands Lacs. Félix Tshisekedi et Paul Kagamé ont déporté à la tribune onusienne leur conflit frontalier. Au cours de son intervention le mardi 20 septembre, Félix Tshisekedi a accusé le voisin rwandais d'agression directe et de soutien aux mouvements armés en activité dans les provinces du Sud-Kivu et du Nord-Kivu. *«L'implication du Rwanda et sa responsabilité dans la tragédie que vivent mon pays et mes compatriotes des zones occupées par l'armée rwandaise et ses alliés du M23 ne sont plus discutables (…) Je dénonce, en ce lieu emblématique de la vie internationale, avec la dernière énergie cette énième agression dont mon pays est victime de la part de son voisin, le Rwanda, sous couvert d'un groupe terroriste dénommé M23 (Mouvement du 23 mars) »*, a-t-il souligné. *« Malgré ma bonne volonté et la main tendue du peuple congolais pour la paix, certains de nos voisins n'ont rien trouvé de mieux à faire que de nous remercier par l'agression, et le soutien aux groupes armés terroristes qui ravagent l'Est de la République démocratique du Congo. C'est le cas actuellement du Rwanda»*, a-t-il poursuivi. Sans ambages et constant sur ses positions, Kinshasa est allé jusqu'à attribuer à Kigali la responsabilité de la destruction le 29 mars 2022 à l'Est de la République démocratique du Congo (RDC) par le M23 d'un hélicoptère de maintien de la paix de l'ONU avec huit casques bleus à bord.

Kigali ne nie pas et n'avoue non plus

Ces accusations vont en droite ligne d'un rapport d'experts des Nations unies qui, en août dernier, pointait du doigt les troupes

rwandaises d'avoir *«lancé des interventions militaires contre des groupes armés congolais et des positions des Forces armées congolaises»* depuis novembre 2021. Le document de l'ONU qui s'appuie sur des images et témoignages, fait état de ce que Kigali a *«fourni des renforts de troupes au M23 pour des opérations spécifiques, en particulier lorsque celles-ci visaient à s'emparer de villes et de zones stratégiques»*. Résultat des courses, la ville de Bunagana, dans le Nord-Kivu, est aux mains du M23 depuis le 13 juin dernier. Les experts onusiens affirment que *«le M23 et l'armée rwandaise ont conjointement attaqué le camp des forces armées congolaises à Rumangabo » et des colonnes rwandaises fortes d'un millier de combattants « ont coupé la RN12 pendant des jours et attaqué, puis délogé les forces congolaises de leurs positions»*.

Dans sa réplique, le Rwanda reconnait implicitement une situation de crise à l'Est de la RDC, mais n'entend pas pour autant en assumer la responsabilité. A la tribune des Nations unies, Paul Kagamé a exprimé *« le besoin urgent de trouver et de régler les causes profondes de l'instabilité dans l'Est de la RDC»*. Mais, il a indiqué que *«blâmer les autres ne résout pas les problèmes. Ces défis ne sont pas insurmontables et des solutions peuvent être trouvées. Cela sera au bout du compte bien moins coûteux tant en argent qu'en vies humaines »*. Cette réaction indécise traduit tout simplement la position des autorités rwandaises qui refusent de reconnaitre une quelconque proximité avec le M23 nonobstant les rapports et les preuves concordantes. Le 4 août dernier, Kigali rejetait ainsi tout lien avec le Mouvement du 23 mars. *«La présence du M23 et ses origines sont connues comme un problème de la RDC, qu'ils cherchent à faire peser sur les autres pays. Le fait que les rebelles qui sillonnent la région soient en conflit avec leur gouvernement ne relève pas de la responsabilité du Rwanda»*, soulignait Yolande Makolo, porte-parole du gouvernement rwandais.

Félix Tshisekedi et Paul Kagamé ont déporté à la tribune onusienne leur conflit frontalier. Au cours de son intervention le mardi 20 septembre, Félix Tshisekedi a accusé le voisin rwandais d'agression directe et de soutien aux mouvements armés en activité dans les provinces du Sud-Kivu et du Nord-Kivu.

La diplomatie reste en action

Mettant la communauté internationale face à ses responsabilités en matière de paix et de sécurité, la RDC invite non seulement l'ONU à changer de paradigme dans son mode opératoire d'autant plus que cette dernière est régulièrement accusée d'inaction et suspectée d'être de connivence avec les groupes armés en activité à l'Est du pays. *«Il y va de l'image et de la crédibilité de notre Organisation»*, a martelé Félix Tshisekedi. La récente sortie enflammée du président congolais traduit le ressentiment de ses compatriotes qui ont toujours remis en cause la volonté réelle et la détermination de la Mission de l'Organisation des Nations unies en république démocratique du Congo (MONUSCO) à venir à bout des groupes armés. Mais au-delà des tensions persistantes sur le terrain où tueries, enlèvements contre rançon, viols et pillages sont signalés au quotidien, la machine diplomatique reste en éveil avec des négociations qui se poursuivent entre les différents acteurs. A l'initiative du président français, Emmanuel Macron, Félix Tshisekedi et Paul Kagamé se sont retrouvés le 21 septembre



Le Président français Emmanuel Macron s'est associé aux efforts de normalisation entre Kinshasa et Kigali.

dernier à New York, en marge de la 77e Assemblée générale de l'ONU, dans le cadre d'une rencontre tripartite. Afin de trouver des solutions à une sortie de crise. Se voulant rassurant, l'Elysée a indiqué que les deux dirigeants *« ont convenus d'agir de concert pour obtenir au plus vite l'application des dispositions du processus de Luanda, le retrait du M23 et le cantonnement de ses combattants hors de la zone de Bunagana, avec l'appui des Nations unies et de leurs partenaires de la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE) et de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs (CIRGL) »*. Mais, difficile de prendre un tel engagement pour argent comptant surtout lorsqu'on sait qu'il y a un peu plus de deux mois, les deux chefs d'Etat, sous la médiation du président angolais, Joao Lourenço, mandaté par l'Union africaine (UA), s'étaient déjà engagés le 7 juillet dernier pour un cessez-le-feu. Convenant de réactiver leur commission mixte bilatérale et de relancer leurs accords bilatéraux suspendus du fait des tensions, Kinshasa et Kigali ont conjointement décidé d'un *«processus de désescalade»* à travers une feuille de route bien définie. Sauf que sur terrain, l'embellie n'est pas perceptible.

Responsabilités partagées

Mais, le retour à une paix durable à l'Est de la RDC devenue un véritable théâtre de conflits depuis une trentaine d'années nécessite un engagement sincère de toutes les parties prenantes. D'autant plus que les responsabilités restent partagées dans la résolution de cette crise qui déstabilise toute la région des Grands Lacs. Le Rwanda et l'Ouganda, régulièrement pointés du doigt comme principaux instigateurs du désordre qui règne dans l'Ituri, le Nord-Kivu et le Sud-Kivu, devraient mettre un terme à tout soutien aux groupes armés et éviter toute ingérence dans les affaires intérieures congolaises. Dans le même ordre d'idées, la mission onusienne dont la raison d'être en RDC est liée à la paix et à la sécurité, devrait pouvoir rectifier le tir en devenant plus opérante à l'endroit des forces du mal et obscurantistes. Le gouvernement de Kinshasa pour sa part, gagnerait à lancer un véritable développement de ces provinces qui, malgré leurs richesses naturelles incommensurables ploient sous une misère criante. Enclavement, chômage des jeunes, maladies, sous-scolarisation et absence d'infrastructures sont le lot quotidien des populations. De quoi servir de terreau fertile aux groupes armés.■



Sénégal

Macky Sall à quitte ou double

S'il ne dévoile encore rien de ses intentions sur une éventuelle troisième candidature pour 2024, Macky Sall a l'intention d'ouvrir le jeu en proposant une amnistie qui ouvrirait la voie à une réhabilitation de Karim Wade et de Khalifa Sall. Un coup de poker politique visant à sortir du face-à-face «improductif» avec Ousmane Sonko, devenu son plus farouche opposant.

Par Georges Auréole BAMBA

Réputé intelligent en politique, le président sénégalais vient de placer un coup de poker dans la perspective de l'élection présidentielle de 2024. Lors du premier conseil des ministres du nouveau gouvernement, le 28 septembre, il a demandé à son ministre de la Justice « d'examiner, dans les meilleurs délais, les possibilités et le schéma adéquat d'amnistie pour des personnes ayant perdu leurs droits de vote », ouvrant théoriquement la voie à une réintégration des deux « K » (Karim Wade et Khalifa Sall) dans le jeu politique. Tous deux, alors qu'ils étaient ses principaux opposants, avaient été écartés de l'élection présidentielle de 2019, qui avait permis à Macky Sall de rempiler pour un second mandat, sur la base de condamnations judiciaires pour détournement de deniers publics à l'issue de procès jugés politiques. Le fait même qu'il ait confié cette mission à Ismaïla Madior Fall, revenu dans l'attelage gouvernemental à la faveur du dernier remaniement, est un signe. Surnommé le « tailleur constitutionnel », le célèbre constitutionaliste est l'éminence grise de Macky Sall en matière de réformes constitutionnelles depuis 2012 : il avait notamment piloté le projet de nouvelle constitution adoptée lors du référendum de mars 2016 qui a « verrouillé » la durée et le nombre de mandats.

Casser l'unité de l'opposition

Bref, si la loi d'amnistie ne vise pas spécifiquement Karim et Khalifa, une bonne partie de l'opinion sénégalaise a compris qu'il s'agit, pour Macky Sall, de sortir de son face-à-face « improductif » avec Ousmane Sonko, devenu son plus farouche opposant. Autrement dit, d'ouvrir le jeu politique pour 2024. « Une loi d'amnistie ne vise pas des personnes, mais des faits incriminés, en les effaçant de manière définitive sur une fourchette de temps bien déterminée. C'est une loi d'oubli sur ces faits. Toutefois, des personnes condamnées pour ces faits [Karim et Khalifa] peuvent bénéficier des effets de cette loi d'amnistie », explique Serigne Thiam, professeur de droit constitutionnel à la faculté de droit de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar (Ucad). Il y a un célèbre précédent dans l'histoire politique du Sénégal, avec la loi Ezzan de 2005 qui avait permis d'amnistier les présumés meurtriers du juge Me Babacar Sèye en 1993, un épisode qui avait entrainé une grave crise politique. Aujourd'hui encore, la « connotation politique » d'une éventuelle loi d'amnistie est évidente, estime le professeur Thiam. En effet, certains membres du régime actuel font l'objet de poursuites judiciaires ou sont accusés de détournements de deniers publics. Toutefois, le modus operandi peut ne pas prendre la forme d'une loi d'amnistie, mais de modifications de certaines dispositions du code électoral (articles L29 et L30) qui avaient permis d'écarter Karim et Khalifa.

Quelle que soit la forme, la réhabilitation des deux opposants va rebattre les cartes et rouvrir le jeu politique. « Le premier effet recherché est de casser la dualité avec Sonko et l'unité de l'opposition », analyse Serigne Thiam. En effet, l'inter-coalition « Yewwi Askan Wi-Wallu », dont les têtes



© AFP





de file sont Ousmane Sonko, Khalifa Sall et Karim Wade, a réussi une forte percée lors des législatives du 31 juillet dernier, imposant presque la parité à l'Assemblée nationale (83 députés pour le pouvoir contre 82 députés pour toute l'opposition réunie). Macky Sall n'avait dû son salut qu'au ralliement de Pape Diop, un ancien proche d'Abdoulaye Wade, lui permettant de conserver une fragile majorité à l'Assemblée nationale. Encore que le cas Mimi Touré (voir ailleurs) semble tout remettre en cause. En ouvrant la porte à une candidature des deux « K » en 2024, Macky Sall offre un cadeau empoisonné à l'opposition. En plus de susciter le « choc des ambitions » entre ses adversaires et une « dispersion des voix », il les prive de l'initiative politique. En effet, durant la campagne des législatives, l'inter-coalition « Yewwi-Wallu » avait promis de faire voter une loi d'amnistie pour Karim et Khalifa si les électeurs lui accordaient une majorité à l'Assemblée nationale. Désormais, une recomposition des alliances n'est pas à exclure.

L'art de brouiller les pistes

Est-ce le signe que Macky Sall renonce à solliciter un troisième mandat controversé en 2024 ? Le constitutionnaliste Serigne Thiam reste dubitatif. Macky a l'art de brouiller les pistes et de dribler tout le monde. Comme on l'a vu lors de l'élection du président de l'Assemblée nationale. Alors que beaucoup pensaient le Perchoir promis à l'ancienne Première ministre Aminata « Mimi » Touré, Macky a sorti de son chapeau un illustre inconnu, Amadou Mame Diop. De même, la nomination de l'ancien ministre des Finances, Amadou Bâ, au poste de Premier ministre est perçue par certains comme le signe de son adoubement comme dauphin. Mais cela peut aussi être une façon de « neutraliser » ce dernier pour 2024, nuance M. Thiam. Cependant, tout porte à croire que Macky Sall a saisi la mesure du nouveau rapport de force. L'électorat lui avait déjà envoyé un premier signal lors des élections locales du 23 janvier 2022, faisant basculer plusieurs grandes villes dont Dakar, la capitale, dans le camp de l'opposition. Une tendance qui s'est poursuivie avec les législatives du 31 juillet dernier, faisant dégringoler sa majorité de 126 à 83 députés sur 165. « Macky sait qu'il n'a plus cette force qui lui a permis de rafler toutes les élections depuis 2012. Donc, il a besoin de coopérer avec l'opposition, notamment sur certains projets de loi à l'Assemblée », relève Serigne Thiam. Ce projet d'amnistie est ainsi « un clin d'œil » aux députés affiliés à Karim Wade et à Khalifa Sall. Lors d'une réunion au palais, le 26 septembre, Macky Sall lui-même a laissé entendre qu'il était prêt à travailler avec l'opposition parlementaire pour prendre en charge le coût de la vie, « une préoccupation de l'ensemble des Sénégalais ». L'un des effets positifs de cette nouvelle donne est de créer une décrispation, alors que beaucoup d'observateurs redoutaient un « mortal kombat » entre Macky et Sonko et une fin de règne chaotique.■

En ouvrant la porte à une candidature des deux «K» en 2024, Macky Sall offre un cadeau empoisonné à l'opposition. En plus de susciter le «choc des ambitions» entre ses adversaires et une «dispersion des voix», il les prive de l'initiative politique.

Le cas Mimi Touré



Macky Sall pensait tenir sa majorité à l'Assemblée nationale et ainsi continuer à dicter ses choix politiques. C'était sans compter avec Mimi Touré. L'ancienne Première ministre avait conduit la liste victorieuse de la coalition Benno Bokk Yakaar (pouvoir) aux législatives du 31 juillet dernier. Beaucoup, y compris la principale intéressée, s'attendaient donc à ce qu'elle soit élue à la tête de l'Assemblée nationale. Au dernier moment, Macky a opté pour Amadou Mame Diop, un illustre inconnu. Un choix fortement décrié par Mimi qui, depuis lors, est entrée en rébellion contre son propre camp. Si elle a pris soin de ne pas démissionner du parti présidentiel (l'Alliance pour la République) pour ne pas perdre son mandat de député, elle a quitté le groupe parlementaire de Benno, faisant basculer de fait la fragile majorité de Macky Sall au parlement. Une première fissure dans la coalition au pouvoir. Et pas sûr que tous les partis qui composent cet attelage accepteront de soutenir le dauphin (Amadou Bâ ?) si Macky décide de ne pas se représenter en 2024.



©DR

Tchad

Mahamat Idriss Deby Itno reste...

Le Dialogue national inclusif et souverain (DNIS) s'est achevé le 8 octobre dernier avec la reconduction de Mahamat Idriss Deby Itno à la tête du pays pour une période 24 mois. Il tient entre ses mains le rêve du peuple pour un Tchad nouveau.

Claire MEZANG, Envoyé spécial à N'Djamena

Adoubé par les conclusions du Dialogue national inclusif et souverain (DNIS) qui s'est refermé le 8 octobre dernier au Palais de la culture de N'Djamena, le général Mahamat Idriss Deby Itno a prêté serment le 10 octobre suivant comme président de la République et chef d'Etat du Tchad. Cette grand-messe politique qui s'est ouverte en mars dernier à Doha au Qatar a légitimé son pouvoir pour une rallonge de vingt-quatre mois supplémentaires, après les dix-huit premiers qu'il a passés aux affaires au lendemain de la mort tragique de son père, le Maréchal Idriss Deby Itno, en avril 2021. Il sort ainsi grand vainqueur de l'interminable palabre qui aura tenu en haleine aussi bien les Tchadiens que le reste du monde sept mois durant. L'officier supérieur a réussi son pari parce que non seulement il est le seul rescapé après la dissolution du Conseil militaire de transition (CMT) dont les quatorze autres membres retournent dans les casernes, mais il a déjoué tous les pronostics en réunissant politico-militaires (ex-rebelles), opposants et leaders syndicaux pour échanger sur les problèmes qui minent le pays en vue d'une sortie de plusieurs décennies de crise. Avec aux rangs desquels l'ancien président tchadien, Goukouny Weddeye, l'ancien député et opposant à l'ancien régime, Gali Ngothe Gatta, président du présidium du DNIS (nommé ministre d'État, secrétaire général de la présidence de la République), les frères jumeaux Tom et Timan Erdimi et Mahamat Nouri, ennemis jurés du Maréchal Idriss Deby Itno, sont revenus au pays après plusieurs années d'exil. Un défi qui n'était pourtant pas gagné d'avance. De quoi amorcer le processus de réconciliation comme souhaité par Mahamat Idriss Deby Itno. Même si le dialogue a été boudé et boycotté par certains Tchadiens, à l'instar du jeune opposant, Succès Masra, et son parti « Les Transformateurs », du clergé qui a claqué bruyamment les portes du Palais de la Culture de N'Djamena et du Front pour l'alternance et la concorde au Tchad (FACT), l'un des plus importants mouvements rebelles du pays accusé d'avoir tué l'ancien président.

Une feuille de route complexe

Quoiqu'il en soit, au sortir de ce long remue-méninges, les regards restent tournés vers Mahamat Idriss Deby Itno qui a désormais toutes les cartes entre ses mains et jouit d'une certaine légitimité pour conduire le Tchad à un retour à l'ordre

constitutionnel à travers des élections démocratiques et transparentes. Le chantier s'annonce titanesque. Ainsi, en matière de défense, sécurité, paix, cohésion sociale et réconciliation nationale, la réussite globale de la Transition post-dialogue passe notammment par la mise en œuvre effective de l'accord de Doha signé le 8 août dernier entre le gouvernement et les politico-militaires en vue d'un cessez-le-feu. À ce sujet, une réforme fondamentale de l'armée comme moyen de consolider la paix, la cohésion sociale, la stabilité et de renforcer le processus de réconciliation enclenché par les forces vives de la Nation s'impose avec acuité. Au cours de la grande palabre, il a été recommandé au chef de l'État de faire des Forces de défense et de sécurité tchadiennes « un outil de production, en temps de paix et un rempart infranchissable de la Nation, en temps de guerre ».

Le retour à l'ordre constitutionnel suppose pour sa part l'avènement d'institutions démocratiques. L'avènement d'un Tchad nouveau passe nécessairement par l'élaboration d'une nouvelle Constitution qui tient compte des aspirations profondes des Tchadiens. L'établissement de nouvelles institutions fortes, capables de garantir la justice, la paix et la démocratie et de créer des conditions de transparence. La mise en place d'une Commission électorale nationale indépendante (CENI) effectivement indépendante avec des hommes intègres et impartiaux permettra d'organiser des élections libres et transparentes.

Au chapitre de la gouvernance et de l'État de droit, il sera beaucoup plus question de lancer une lutte sans merci contre la corruption, véritable gangrène, à travers des actions ciblées ainsi que la mise en œuvre de réformes dans les secteurs stratégiques. L'objectif visé étant de renforcer et de moderniser le fonctionnement des institutions de l'État. Car, au cours du DNIS, la corruption dans la gestion quotidienne de l'État, la mauvaise allocation des ressources et le choix inapproprié de certains investissements, le népotisme, le clientélisme, le clanisme, l'exclusion et l'enrichissement illicite ont été stigmatisés comme étant des tares ayant entraîné une rupture de confiance entre gouvernants et gouvernés.



© AFP

La relance économique et l'amélioration des conditions de vie sont un chantier tout aussi important au regard du niveau de pauvreté d'une bonne partie de la population tchadienne qui vit dans la misère. Une situation qui pourrait trouver en partie son explication dans le ralentissement économique consécutif aux nombreuses crises que le Tchad a connues. Cette multitude de conflits a contribué à la détérioration des conditions de vie des populations. Ainsi, un accent devra être mis sur la production, la lutte contre le chômage des jeunes, la vie chère et l'amélioration du pouvoir d'achat des ménages. À cet effet, le Rapport général du DNIS recommande au général Mahamat Idriss Deby Itno et son équipe, d'« identifier des facteurs immédiats de relance de l'économie nationale et de modernisation des finances publiques à travers des réformes économiques et budgétaires permettant de consolider les bases de la croissance et de la diversification économique, la promotion du secteur privé, la transformation, la labélisation et l'exportation des produits Made in Tchad ».

Le retour à l'ordre constitutionnel suppose pour sa part l'avènement d'institutions démocratiques. L'avènement d'un Tchad nouveau passe nécessairement par l'élaboration d'une nouvelle Constitution qui tient compte des aspirations profondes des Tchadiens.

Bilan mitigé

Au sortir de la grand-messe politique tchadienne, l'opinion publique reste partagée entre ceux qui saluent sa tenue et ceux qui la dénoncent. Pour Saleh Kebzabo, ancien ministre et ancien candidat à l'élection présidentielle, le plus important est que 1 500 Tchadiens se soient réunis dans une salle pour se dire pratiquement tout ce qu'ils avaient à se dire. « Nous avons demandé l'organisation de ce dialogue pour permettre au Tchadiens de s'exprimer librement. Nous nous sommes exprimés librement. Cependant, il faut déplorer que d'autres Tchadiens ne soient pas venus pour rester et crier à la fenêtre. Ils n'ont pas raison d'être absents parce que la parole n'a jamais été refusée à qui que ce soit. Ceux qui sont restés en dehors et qui prétendent que nous sommes venus pérorer ont tort. », a souligné le président du l'Union nationale pour le développement et le renouveau (UNDR). Il a dans la foulée du dialogue été nommé Premier ministre avec la charge de former un gouvernement d'union nationale devant conduire le Tchad vers des élections libres dans deux ans.

Pour Me Jean-Bernard Padaré, avocat



© AFP

au barreau du Tchad, ancien ministre d'Etat, secrétaire général adjoint n°2 et porte-parole du Mouvement patriotique du salut (MPS) fondé par Idriss Deby Itno, cette rencontre a permis aux Tchadiens de se dire les vérités. « Les gens avaient prédit un dialogue houleux, mais il se trouve que ces prédictions ont été balayées. Les Tchadiens ont compris l'intérêt de dialoguer. », a-t-il indiqué.

Mais pour Ngartebaye Eugène Le-Yotha enseignant-chercheur à l'Université de N'Djamena, le Dialogue national n'a pas eu l'effet escompté. « Les participants ne savaient pas ce dont ils parlaient. Ils y étaient par intérêts, en quête d'une virginité financière et non pour aider le peuple tchadien. », a-t-il indiqué. Par ailleurs, la reconduction du président du CMT pour vingt-quatre mois supplémentaires suscite une polémique au sein de l'opinion. « S'agissant de la question de l'éligibilité des membres du CMT, je pense que c'est un principe qu'eux-mêmes ont choisi au début de la transition en indiquant qu'ils allaient quitter le pouvoir après 18 mois et laisser la place aux civils. Non seulement Mahamat Idriss Deby Itno va diriger une transition de 24 mois, mais il sera candidat aux élections post-dialogue. Sommes-nous en train de nous moquer de nous-mêmes ? », s'interroge Tatorbe Tamaidje, secrétaire général du Mouvement pour la justice et l'égalité sociale (MOJES).■

LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE DIVISÉE

Au-delà des frontières tchadiennes, le DNIS et ses résolutions continuent de faire des vagues. Le 19 septembre dernier, l'Union africaine (UA) avait demandé au CMT de respecter la période de transition de dix-huit mois que lui-même s'était fixée et rappelé qu'aucun membre du gouvernement de transition ne pourra être candidat aux élections à la fin de cette période. L'Union européenne (UE) lui a également emboîté le pas en faisant savoir au gouvernement tchadien que certaines résolutions de cette rencontre ne tiennent pas compte des engagements pris en avril 2021 par le général Mahamat Idriss Deby Itno qui avait promis de rendre le pouvoir aux civils, après dix-huit mois. Par contre, la Commission de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC) qui fait plutôt un pied de nez à ces organisations, a dans un communiqué, salué « l'importance accordée par le gouvernement de la République du Tchad au caractère inclusif de cette grande rencontre et note avec satisfaction la participation effective des différents acteurs de la scène politique tchadienne, dont certains ont pris le train en marche pour se joindre à ces assises cruciales pour l'avenir de ce pays ».

CM





CAMTECH

NOUS GRANDISSONS ENSEMBLE

PARTENAIRE

REBRANDING AFRICA FORUM

8ième édition

20, 21 Octobre 2022

Bruxelles, Belgique

" CAMTECH, INTÉGRATEUR DES SOLUTIONS TECHNOLOGIQUES"

NOS SERVICES

SYSTÈMES D'INFORMATIONS

ÉNERGIE

TÉLÉCOMMUNICATIONS

TRANSFORMATION DIGITALE

FORMATIONS

CONTACT

CAMEROUN

+237 243 671 434

YAOUNDE: Immeuble 262 , Pont-Dragages,Bastos.

DOUALA: Akwa, Face Palais DIKA AKWA

KRIBI : Immeuble Pharmacie La Gloire (deuxieme étage)

GABON

+241 66 91 07 17

LIBREVILLE : Rue Avenue Germaine MBA en face de l'Immeuble des mines

www.camtechgroup.net

infos@camtechgroup.net



Burkina Faso

Un air de gâchis

En moins d'un an, le Burkina Faso a connu deux coups d'Etat alors qu'il traverse une crise sécuritaire sans précédent. Ces coups de force à répétition remettent en cause les acquis de la révolution populaire de 2014.

Kader Patrick KARANTAO et Suzanne CHEVALIER

Depuis son accession à l'indépendance en 1960, le Burkina Faso a connu neuf coups d'Etat, entrecoupés de périodes démocratiques. Aucun président n'a réussi à finir paisiblement son mandat, pas même Blaise Compaoré, qui détient le record de longévité au pouvoir, 27 ans. Les intrusions de l'armée dans la vie politique sont fréquentes. La dernière en date étant le putsch du 30 septembre dernier, qui a porté au sommet de l'Etat, le capitaine Ibrahim Traoré. Ce jeune officier de 34 ans et ses frères d'armes de l'unité spéciale « Cobras » ont déposé son prédécesseur, le lieutenant-colonel Paul-Henri Sandaogo Damiba, qui lui-même avait fait tomber, Roch Marc Christian Kaboré, démocratiquement élu en 2015, et qui venait d'être réélu en 2020. Pour justifier le dernier putsch, les militaires ont regretté le fait, que le « chef de classe », (le lieutenant-colonel Paul-


© DR



Henri Sandaogo Damiba) comme on le surnomme, se livre à des « aventures politiques malheureuses » au détriment de la lutte contre le terrorisme. En effet, huit mois plutôt, Damiba avait justifié sa prise de pouvoir le 24 janvier 2022, par *«l'incapacité»* de Roch Marc Christian Kaboré à garantir la sécurité des Burkinabè et l'intégrité du territoire. Le Mouvement pour la sauvegarde et la restauration (MPSR), dirigé par le lieutenant-colonel Paul-Henri Sandaogo Damiba devait avoir pour principale mission la lutte contre les groupes armés terroristes qui attaquent le pays depuis 2015, et surtout promouvoir l'idéal de reconquête du territoire national. Mais à ce jour, plus de 50% du territoire échappe au contrôle des autorités burkinabè. Les groupes armés ont gagné du terrain pendant les huit mois de règne de Damiba. C'est cet échec qui a obligé le capitaine Traoré et d'autres frères d'armes du MPSR, qui l'avaient hissé au sommet de l'Etat, à le chasser du pouvoir. Les mêmes causes ont produit les mêmes effets. Tout comme Roch Marc Christian Kaboré, Damiba a été « remercié » pour manque de résultats dans la lutte contre le terrorisme.

Pour justifier le dernier putsch, les militaires ont regretté le fait, que le « chef de classe », (le lieutenant-colonel Paul-Henri Sandaogo Damiba) comme on le surnomme, se livre à des « aventures politiques malheureuses » au détriment de la lutte contre le terrorisme.

Recul démocratique…

Quoiqu'il en soit, la révolution de palais opérée au sein du MPSR replonge le Burkina dans une nouvelle période d'incertitudes. Si une partie de la population a semblé se montrer bienveillante et indulgente avec les putschistes, dans le pays d'autres voix regrettent la nouvelle immixtion de l'armée dans l'arène politique. En tout cas, la révolution populaire de 2014 qui avait abouti à des élections libres et démocratiques un an plus tard avait fait naître l'espoir d'un vrai renouveau politique et social au pays des Hommes intègres. Aujourd'hui on s'en éloigne malheureusement. Le président élu démocratiquement dans la foulée de la révolution, n'a guère eu d'état de grâce. Il a très vite eu à faire face à une montée en puissance de groupes terroristes, qui ont d'abord frappé Ouagadougou la capitale, avant de semer mort et désolation dans plusieurs régions du pays. Et dans cette guerre contre un ennemi qui avance masqué, les autorités démocratiquement élues ont fait de leur mieux pour rassurer les populations.



© AFP

Visiblement, il leur fallait en faire plus.

Urgences…

Une chose est certaine, c'est que la situation sécuritaire actuelle du Burkina Faso n'est guère reluisante. Le *« patient Faso »* est même admis aux urgences. Le nouveau maitre du pays, le Capitaine Ibrahim Traoré entend aller *« très vite »* dans la lutte contre le terrorisme. *« Dans les trois mois à venir, nous devons faire ce qui aurait dû être fait durant les 8 mois passés…Tout est urgent »*, a-t-il déclaré, dès les premières heures de son arrivée au pouvoir. Le capitaine Traoré a notamment appelé à l'abandon des « lourdeurs administratives », qui se sont renforcées dans l'armée sous le régime de Damiba, compliquant les opérations militaires. L'ex-chef de corps du Régiment d'artillerie de Kaya veut mener la lutte contre le terrorisme autrement. Les groupes armés ont déjà fait plus de 2000 morts et plus d'un million et demi de déplacés internes au Burkina Faso. Le nouveau chef de l'Etat a le soutien d'une frange de Burkinabè, mobilisés derrière sa personne. Mais va-t-il aller véritablement dans le sens d'une partie de la population, en abandonnant la France, partenaire privilégié dans le combat contre le terrorisme au profit de la Russie ? Il est encore tôt pour le dire. Le capitaine Traoré, qui plaide pour la diversification des partenaires, n'a jusque-là pas affiché une préférence pour un pays. Que ce soit avec le soutien des partenaires étrangers ou pas, le nouvel homme fort du Burkina Faso a l'obligation de résultats sur le terrain de la lutte contre le terrorisme. Sans quoi, son temps de grâce pourrait être écourté. Un coup d'Etat pourrait en appeler un autre. Dans cette période d'incertitudes, certains des Burkinabè parmi les plus lucides, commencent déjà à regretter l'époque de Roch Kaboré qui avait reussi, en dépit de l'immense défi sécuritaire, à relancer l'économie et à donner une place de choix à son pays dans le concert des Nations.■

L'ex-chef de corps du Régiment d'artillerie de Kaya veut mener la lutte contre le terrorisme autrement. Les groupes armés ont déjà fait plus de 2000 morts et plus d'un million et demi de déplacés internes au Burkina Faso.



LUCARNE

Mal-vivre démocratique et coups d'Etat...

Par Serge Mathias Tomondji

Les coups d'État militaires sont-ils durablement de retour en Afrique de l'Ouest ? C'est la question que l'on est en droit de se poser au regard de la récurrence de ces changements anticonstitutionnels ces deux dernières années sur le continent. Tour à tour en effet, on a enregistré cinq coups d'État dans trois pays de cette région, avec un double putsch en moins d'une année — respectivement le 20 août 2020 et 21 mai 2021 — au Mali, un autre le 5 septembre 2021 en Guinée, puis ceux du 24 janvier et du 30 septembre 2022 au Burkina Faso. On n'oublie pas la tentative ratée de renversement du régime bissau-guinéen, le 1er février 2022 ; tout comme on peut également noter, hors de l'Afrique de l'Ouest, le coup d'État institutionnel survenu au Tchad le 21 avril 2021, et le putsch du 25 octobre 2021 au Soudan.

Certes, ces turbulences sociopolitiques concernent seulement quelques pays du continent, mais leur récurrence, aussi bien que leurs causes, renvoient un message des plus inquiétants sur le mal-vivre démocratique de nos pays, au carrefour de mille questionnements et en quête de repères. Comme au Burkina où l'ordre constitutionnel, déjà mis entre parenthèses par les effets du putsch du 24 janvier 2022, vient de subir le diktat des militaires au pouvoir, porteurs d'une nouvelle offre de changement. Un changement de cap dans la direction de ce pays, sous la pression de groupes armés terroristes, qui ont pris le contrôle d'une bonne partie du territoire national. Un second coup d'État en huit mois — à l'instar de l'exemple malien — qui ambitionne de « rectifier » la trajectoire du premier, et dont on se demande bien si les fruits tiendront la promesse des fleurs.

Car de Bamako à Ouagadougou, en passant par Conakry, ces putschs — qui ont prospéré dans les empreintes de la mauvaise gouvernance, la non sincérité des opérations de vote, l'insécurité liée au terrorisme, ainsi que des tripatouillages constitutionnels — ont pratiquement été suscités, espérés et activement applaudis. D'abord par une certaine jeunesse qui semble y trouver une plateforme pour solder tous les comptes avec le passé, et propulser le continent sur une nouvelle rampe de lancement. Mais aussi par nombre d'intellectuels et divers acteurs, qui militent pour une redistribution des cartes sociopolitiques, minées depuis des décennies par la corruption, y compris électorale, et la mauvaise gouvernance.

Il s'agit donc d'actionner un nouveau Manifeste social et d'espérance face à l'embrouillamini des agendas et à l'impasse du désenchantement, 32 ans après la vague des conférences nationales qui ont accouché d'un nouveau modus operandi démocratique sur le continent. Au-delà de Bamako, Conakry et Ouagadougou, et par-delà ces coups d'État qui nous interrogent sur le modèle de société à promouvoir dans nos pays, le temps est sans doute venu d'engager une profonde réflexion d'ensemble sur l'avenir institutionnel du continent. On peut dès lors se demander si les transitions engagées actuellement dans plusieurs pays autorisent l'espoir, dans un contexte encore caractérisé, ici et là, par des discours confus, opportunistes et inconséquents.

Indéniablement, il y a encore fort à faire pour refonder nos nations et réarmer le mental et le moral des citoyens... Il faut toutefois espérer que l'Afrique renoue rapidement avec les voies d'une nouvelle espérance, portée par l'inclusion politique et institutionnelle, la vitalité économique et une gouvernance vertueuse...■



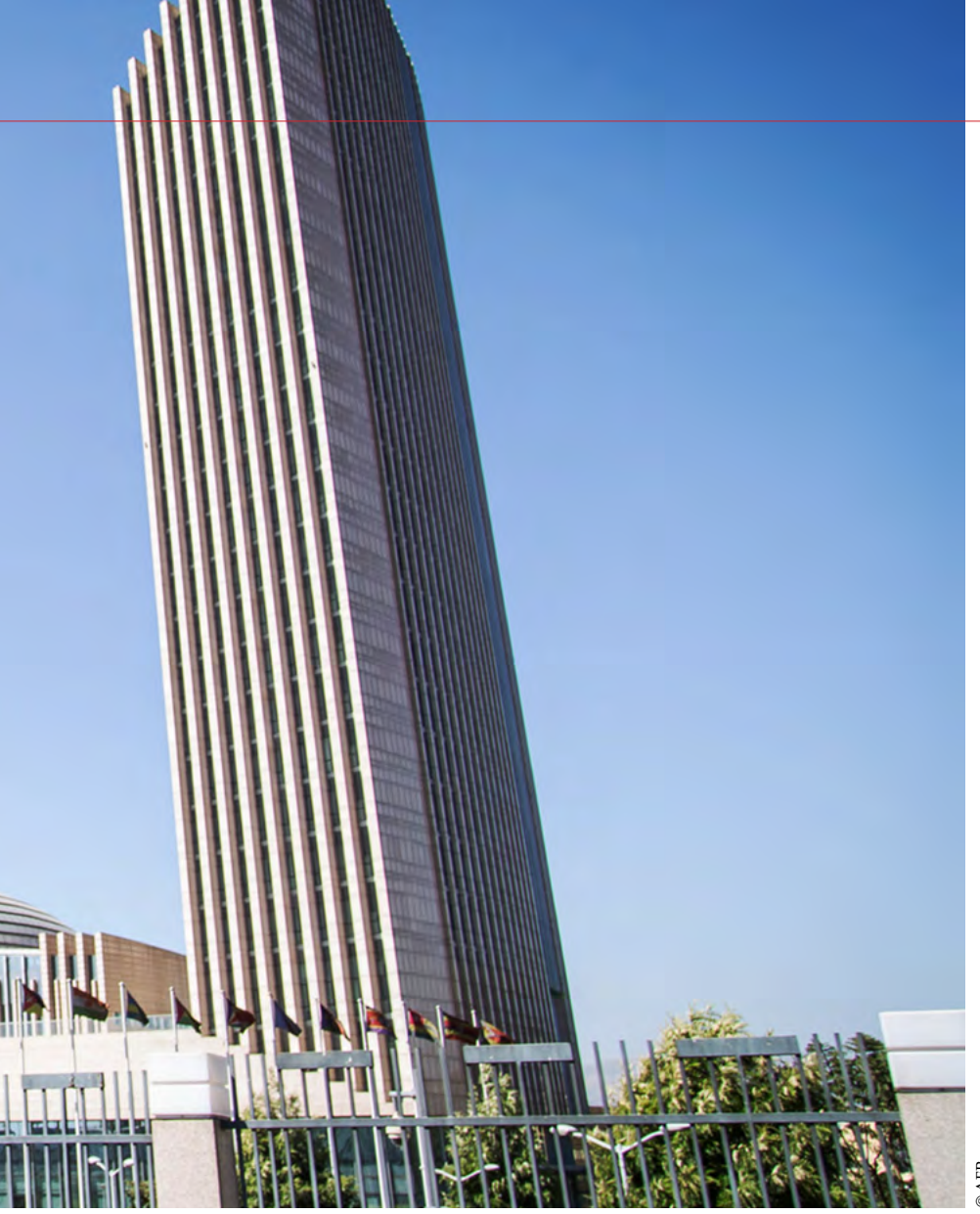
Union africaine

Le grand tournant

Plus de 50 ans après les indépendances l'Afrique balbutie son histoire. L'Union africaine (UA) née en 2002 et qui a récemment commémoré ses 20 ans peine à impulser une véritable dynamique unitaire pour faire décoller le continent.

Focus réalisé par Simon Pierre ETOUNDI, Claire MEZANG, Vanessa ITGNIA et Georges Auréole BAMBA

Vingt ans après sa création, l'organisation panafricaine cherche toujours sa voie. Malgré les nombreux succès engrangés, plusieurs défis se dressent encore sur son chemin pour combler les attentes des Africains. Lors de sa création l'Union africaine, née des vestiges de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), devait permettre aux États africains de s'unir durablement afin de peser sur la scène internationale. Mais les conflits qui ont éclaté sur le continent ont poussé l'organisation à se réorganiser progressivement. En quelques années, elle a fini par devenir un recours crédible dans la résolution de crises politiques, sociales et économiques. Et les pays africains disposent d'une plateforme institutionnelle pour interagir avec d'autres



© AFP

agences mondiales, des institutions financières et des partenaires extérieurs. Dans la même veine, des progrès ont été réalisés pour veiller à la paix et à la sécurité sur le continent. Il a ainsi été question de mise sur pied d'une Force africaine en attente. Certains outils de cette force sont déjà disponibles. C'est la concrétisation d'un rêve de longue date des fondateurs du prédécesseur de l'UA, l'Organisation de l'unité africaine (OUA). L'avènement de la Zone de libre-échange continental africaine (ZLECAF) le 1er janvier 2021 et qui ambitionne de stimuler la croissance du continent va dans le même sens.

Mais, au-delà de ce parcours encourageant, l'Union africaine a encore du chemin devant elle. Et pour avancer des préalables sont nécessaires. La question de l'autonomie financière de l'organisation panafricaine est cruciale. L'Union africaine doit être dotée d'un budget conséquent et être capable de financer de manière durable ses activités et programmes. Cet objectif passe nécessairement par la mise en œuvre du prélèvement de 0,2 % sur les importations admissibles, afin de lui permettre d'assurer son autofinancement de façon pérenne. Jusqu'ici sa grande dépendance par rapport aux financements des bailleurs de fonds étrangers et le fait que plus de 40 % des États membres ne sont pas toujours à jour de leurs contributions annuelles, fragilisent l'organisation dans sa quête d'affirmation sur la scène mondiale. En outre, le lancement effectif des trois institutions financières prévues dans son Acte constitutif devrait à terme permettre de doter l'Afrique d'une monnaie unique, mais surtout rendre plus fluides les échanges entre États membres. La mise sur pied de la Banque centrale africaine (BCA), du Fonds monétaire africain (FMA) et de la Banque africaine d'investissement (BAI) comme prévu dans le Traité d'Abuja en vue de l'avènement d'une Communauté économique africaine devrait permettre de lever les barrières douanières et renforcer davantage l'intégration des économies du continent.

D'autres chantiers sont en cours comme le lancement effectif du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD). Créé le 23 octobre 2001 pour impulser le développement des infrastructures sur le continent, celui-ci tarde encore à décoller. Par ailleurs, le lancement d'un passeport commun pour rendre effectif la libre circulation des hommes et des biens, la mise en place effective d'une justice censée juger les crimes de guerre et contre l'humanité, l'opérationnalisation du projet de lancement d'un satellite africain restent des projets. Par-dessus, il est question d'Imposer l'Afrique sur la scène mondiale. Aujourd'hui encore, le continent ne sait toujours pas se faire entendre ni parler d'une seule voix lorsqu'il est traité de manière injuste. L'Union africaine a 20 ans, l'OUA aurait eu 70 ans en 2023, il est temps de franchir un cap…■

Les pays africains disposent d'une plateforme institutionnelle pour interagir avec d'autres agences mondiales, des institutions financières et des partenaires extérieurs.



Politique

La guerre des égos

Le projet de fondation des États-Unis d'Afrique se heurte encore à la réticence et à la méfiance de nombreux pays du continent jaloux de leur souveraineté.

Par Suzanne CHEVALIER

L'idée est vieille de près d'un siècle. Elle a été proposée dès 1924 par l'écrivain jamaïcain, Marcus Garvey dont le rêve était celui d'une Afrique unie en un seul bloc homogène et fort. Plus tard, la déferlante panafricaniste incarnée par les Barthélemy Boganda, Patrice Lumumba, George Padmore, Jomo Kenyatta, Modibo Keïta, Ahmed Sekou Touré et autre Kwame Nkrumah va ébranler les esprits. Et lors des 6e et 7e conférences panafricaines tenues en 1953 et 1958 le plaidoyer va se poursuivre. Le projet qui était de créer un éventuel État fédéral africain avec un gouvernement central, va plutôt déboucher sur la naissance de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) le 25 mai 1963 qui devient Union africaine (UA) en 2002.

Le projet de création des États-Unis d'Afrique sera remis au goût du jour par le président libyen d'alors Mouam-





mar Kadhafi. En 2009, lorsqu'il est porté à la présidence tournante de l'organisation panafricaine, le guide libyen s'est vu en unificateur du continent. À l'horizon 2015, la mise sur pied d'une force militaire africaine conjointe, d'une monnaie africaine unique et d'un passeport africain permettant la libre circulation en Afrique étaient au menu. Malgré l'activisme et le volontarisme de Mouammar Kadhafi, l'idée ne va pas prospérer. Les réticences de certains États, jaloux de leur souveraineté sont demeurées trop fortes. Les États de l'Afrique australe, l'Afrique du Sud postapartheid en tête, militent pour une approche graduelle. D'une façon générale, ces États au regard de leur indépendance tardive, s'accrochaient à leur souveraineté récemment acquise. Comme alternative, ils inclinaient pour un renforcement des organisations d'intégration sous-régionale afin de garantir croissance, paix et stabilité à travers le continent.

« Le projet qui était de créer un éventuel État fédéral africain avec un gouvernement central, va plutôt déboucher sur la naissance de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) le 25 mai 1963 qui devient Union africaine (UA) en 2002.

En 2022, l'ambitieux projet d'union politique du continent africain est plus que jamais en panne. Faute de leadership depuis la disparition en octobre 2011 de Mouammar Kadhafi, le projet de constitution des États-Unis d'Afrique ne semble plus figurer dans l'agenda de l'Union africaine. Plus que jamais, les États semblent se préoccuper de leurs affaires intérieures. Pour ne rien arranger, le continent est ébranlé par des guerres civiles, des coups d'État, des différends frontaliers, des conflits post-électoraux, des changements illégaux de constitution etc. Dans ce panorama, l'unification du continent est à l'évidence reléguée aux calendes grecques. Pire, même à l'échelle des regroupements sous-régionaux, les désaccords restent nombreux. Le noble projet des pères fondateurs de l'OUA qui caressaient le rêve de voir un jour l'Afrique constituée en seul pays est-il pour autant devenu illusoire ? Rien n'est moins sûr.■



Economie

La Zlecaf à la peine...

Plus d'un an après sa mise en place, la Zone de libre-échange continentale africaine tarde toujours à prendre corps.

Couronnement d'un long processus lancé à l'occasion de la 18e session ordinaire de la Conférence de l'Union africaine tenue à Addis-Abeba en Ethiopie en 2012, la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf) a été mise en place le 1er janvier 2021. Créée avec pour objectif de stimuler la croissance à l'échelle continentale, la Zlecaf ambitionne sortir 30 millions d'habitants de l'extrême pauvreté et d'accroître le revenu de 68 millions d'autres personnes vivant avec moins de 5,50 dollars par jour. Son implémentation devrait générer à court terme, 450 milliards de dollars de gains potentiels, dont environ 300 milliards proviendraient des mesures de facilitation du commerce et de la simplification des procédures douanières.

La Zlecaf dont le secrétariat a été inauguré en août 2020 à Accra au Ghana, devra regrouper à la fois en son sein le Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA), la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE), la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) et la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC), la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), l'Union du Maghreb arabe et la Communauté des États sahélo-sahéliens. L'objectif final étant d'intégrer en son sein les 55 pays membres de l'Union africaine (UA).

Près de deux années après son lancement, la Zone de libre échange continentale tarde toujours à se matérialiser d'autant plus qu'un certain nombre de points restent à négocier. Notamment le contenu des offres tarifaires et la liste des produits pouvant bénéficier de potentielles baisses d'impôts. En effet, sur les quinze prochaines années, 90% des taxes douanières devraient pouvoir être supprimées. Et selon les estimations de l'Union africaine, le marché commun africain devrait pouvoir booster le commerce intra-africain de plus de 60%. Mais jusqu'ici rien n'a véritablement changé...■



Union monétaire

Les monnaies ne manquent pas...

L'Union africaine éprouve encore du mal à adopter une monnaie unique pour fluidifier les échanges entre ses États membres.

La multitude de monnaies en Afrique constitue un véritable frein à l'intégration régionale et au développement socio-économique du continent. Certains observateurs n'hésitent pas alors à suggérer aux Africains de prendre exemple sur les États membres de l'Union européenne qui ont opté pour une monnaie unique, l'euro afin de faciliter les échanges commerciaux entre eux et accélérer la croissance. En Afrique, il existe encore des résistances tenaces à l'union monétaire. Á titre d'exemple, les pays de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC) et de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) qui font partie d'un même ensemble sous-régional, l'Afrique centrale, peinent à se fondre dans une seule entité. Dans cet espace, les six monnaies en circulation ne rendent pas aisées les transactions.

Du côté de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), le report en 2027 de l'avènement de l'éco comme monnaie unique est venu conforter les monnaies nationales et le franc CFA utilisé dans nombre de pays francophones de cette sous-région. Cette pléthore de monnaies également observée au Maghreb, en Afrique de l'est et australe, entraîne une concurrence (parfois déloyale) des taux de change et une restriction des transactions. Ainsi sur le plan pratique, il n'est pas aisé pour un opérateur économique basé au Nigeria où le naira est la monnaie officielle, d'écouler facilement ses biens et services au Benin ou en Côte d'Ivoire où le franc CFA est la monnaie officielle. C'est la même difficulté en Guinée où le franc guinéen régule les échanges. Dans le même ordre d'idées, un homme d'affaires camerounais éprouve des difficultés pour commercer en République démocratique du Congo où le franc congolais et le dollar régulent les échanges.



Tous les espoirs restent tournés vers la mise en œuvre effective de l'Acte constitutif de l'Union africaine instituant trois grandes institutions financières. Ce programme clé contenu dans l'Agenda 2063, institue la Banque centrale africaine (BCA), le Fonds monétaire africain (FMA) et la Banque africaine d'investissement (BAI) prévues dans le Traité d'Abuja mettant en place la Communauté économique africaine. Au-delà des missions spécifiques dévolues à chacune de ces institutions, l'objectif final de l'UA est de *« créer et gérer la monnaie unique du continent; promouvoir la coopération monétaire internationale au moyen d'une institution permanente; promouvoir la stabilité des taux de change et éviter la dépréciation concurrentielle des taux de change ; contribuer à la mise en place d'un système multilatéral de règlement des transactions courantes entre les membres et éliminer les restrictions de change qui entravent la croissance du commerce »*. L'objectif final étant de faciliter l'intégration des économies du continent par l'élimination des restrictions commerciales et de fournir une plus grande intégration monétaire. L'ambition de l'organisation panafricaine étant de booster davantage la croissance et l'intégration économiques à travers le continent. Mais d'une façon générale, de nombreux défis, dont la nécessité de convergence des indicateurs macroéconomiques et la coordination des politiques économiques, se dressent encore sur le chemin de l'intégration monétaire africaine.■

> **Le report en 2027 de l'avènement de l'éco comme monnaie unique est venu conforter les monnaies nationales et le franc CFA utilisé dans nombre de pays francophones de cette sous-région.**

Paix et sécurité

Le casse-tête permanent...

Malgré la création de la Force africaine en attente depuis vingt ans et l'avènement du Conseil de paix et de sécurité, de nombreuses crises qui ont cours sur le continent compromettent son développement.

Quand l'Afrique prendra-t-elle finalement son destin en main ? Jusqu'à quand continuera-t-elle de compter sur les autres pour assurer la paix et la sécurité à l'intérieur de ses États? Ces questions s'imposent, au regard de la multitude de conflits qui ébranlent le continent et qui tardent à être résolus efficacement grâce aux solutions et stratégies mises en place par l'Union africaine (UA). Du Maghreb en Afrique australe, en passant par l'Afrique de l'Ouest, l'Afrique centrale et l'Afrique de l'Est, pas une seule sous-région ne vit en paix. Le continent est ainsi devenu une terre fertile où coups d'État, terrorisme et guerres civiles prospèrent. En l'espace de dix-sept mois seulement, le continent a été secoué par six coups d'État.

Aux coups de force s'ajoute le terrorisme. Le Sahel, le Bassin du lac Tchad, la Corne de l'Afrique et l'Afrique aus-



trale sont quasiment mis sous coupes réglées par des groupes terroristes. Pas moins de cinq organisations sèment ainsi panique et désolation à travers l'Afrique. Les plus en vue étant Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi), Ansar Dine, al-Mourabitoune, Boko Haram, al-Shabab, les noms variant selon la zone d'influence ou l'obédience de chaque enseigne. Toutes ces organisations ont pour dénominateur commun le désir d'implantation de califats et l'expansion du fondamentalisme musulman. Leur mode opératoire est le même : extrême violence, chaos, attentats et prises d'otages contre rançons.

À cette addition déjà salée, viennent se greffer des guerres civiles. La Libye est plongée dans un chaos indescriptible avec plusieurs factions qui s'affrontent. Le Cameroun et l'Éthiopie sont secoués quant à eux par deux crises marquées par des velléités sécessionnistes affichées par une partie de leurs populations respectives. Alors que le gouvernement de Yaoundé essaie tant bien que mal d'empêcher depuis 2016, la sécession des régions anglophones du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, Addis-Abeba peine pour sa part à rétablir son autorité dans le Tigré depuis l'éclatement du conflit en novembre 2020.

Dans son architecture, la FAA devra être constituée de cinq brigades, disposant chacune de son propre commandement, correspondant aux cinq blocs politico-économiques du continent

Le continent aurait pu contenir les menaces qui pèsent sur lui s'il y avait une once de coordination et de mutualisation des moyens de défense. Hélas, le dispositif sécuritaire mis en place n'est pas opérationnel. Vingt ans après sa création, la Force africaine en attente (FAA) n'est pas encore effective. Pourtant, cette force de maintien de la paix africaine repositionnée et constituée de contingents interarmes est appelée à agir dans les différents théâtres d'opérations à travers le continent sous le regard bienveillant du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine. Dans son architecture, la FAA devra être constituée de cinq brigades, disposant chacune de son propre commandement, correspondant aux cinq blocs politico-économiques du continent : Afrique du Nord, de l'Ouest, centrale, australe et de l'Est, baptisés Communautés économiques régionales (CER). Sa mise en service est plombée par l'absence de financements et de langue commune dans certains cas. En attendant l'entrée en scène de la FAA, l'impact du Conseil de paix et de sécurité dans la gestion des conflits à l'échelle continentale reste peu visible. En vigueur depuis décembre 2003, le CPS est réduit au simple rôle d'organe consultatif, à la différence de son pendant de l'Organisation des Nations unies (ONU) qui joue un rôle prépondérant et prend des décisions de grande importance en matière de gestion de crises dans le monde. ■





«Il est possible pour l'Afrique de continuer à progresser et d'influencer la marche du monde»

Dr. Christian Pout, ministre plénipotentiaire, président du Think tank CEIDES, Visiting Associate Professor- directeur du séminaire de Géopolitique africaine, Catholic Institute of Paris.

Notre Afrik : L'Union africaine vient de fêter son 20e anniversaire. Quel bilan dressez-vous de ce parcours ? Comparativement à l'Organisation de l'Unité Africaine, qu'a-t-elle apporté de plus pour impulser le développement du continent ?

Dr Christian Pout : Il faut souligner que les conditions d'implantation et de déploiement de l'UA sont sans commune mesure avec celles de l'O.U.A. Le contexte historique a évolué. La souveraineté des acteurs africains s'est consolidée avec au passage une prise de conscience plus affirmée de la nécessité d'accentuer les efforts en faveur de la transformation structurelle du continent sur tous les plans. Cela s'est notamment vu avec la mise en place des Communautés économiques régionales (CER). Il y a aussi une meilleure compréhension des enjeux mondiaux par les populations africaines et par les responsables des États, qui désormais arrivent à mieux appréhender et intégrer les contraintes externes et internes dans les politiques de développement.

L'avènement de l'UA a été une rupture dans la continuité étant donné que même s'il marquait l'apparition d'une nouvelle ère, l'organisation a hérité du souffle idéologique panafricaniste et surtout, de la volonté des leaders politiques à la tête des États de doter l'Afrique d'une institution forte, disposant de moyens suffisants pour atteindre des objectifs susceptibles de changer le vécu des populations engluées dans la précarité et les perceptions erronées sur le continent. Pour ma part, il est plus raisonnable de questionner le bilan de l'UA en faisant un rapprochement limité avec l'O.U.A dans la mesure où les réalités de ces deux institutions sont assez différentes.

S'il faut faire un bilan à mi-parcours de l'UA, un cadre approprié pourrait être d'analyser de façon transversale les actions posées et activités principales menées dans la mise en œuvre du premier Plan d'action décennal de l'Agenda 2063 et de ses initiatives phares. Par exemple, l'entrée en vigueur le 30 mai 2019, de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF) en un temps record pour un accord commercial majeur, a montré qu'une étape décisive avait été franchie dans le processus d'intégration régionale, économique et commerciale du continent. Le commerce intra-africain pourrait alors s'accélérer si tous les États parties consentaient à l'exploiter et à rendre effectif le Protocole sur la Libre circulation des personnes et le Passeport africain.



© DR

> **L'avènement de l'UA a été une rupture dans la continuité étant donné que même s'il marquait l'apparition d'une nouvelle ère, l'organisation a hérité du souffle idéologique panafricaniste et surtout, de la volonté des leaders politiques à la tête des États de doter l'Afrique d'une institution forte.**

Le libre-échange a démarré le 1er janvier 2021, bien que les échanges commerciaux n'aient pas encore pris la vitesse de croisière souhaitée.

En termes de promotion d'une gouvernance inclusive, l'UA s'est efforcée de réduire les barrières et de rapprocher ses institutions des citoyens. Et dans ses relations avec l'extérieur, la position de l'Afrique sur l'échiquier mondial s'est renforcée et sa voix sonne avec un écho plus grand. Certes, il n'est pas toujours évident de faire triompher les prétentions africaines dans l'arène internationale, mais nous pouvons reconnaître que les États africains arrivent de plus en plus à regarder dans la même direction sur des questions d'intérêts partagés. Cela se manifeste par l'adoption de positions communes. L'idée étant de défendre un seul point de vue pour être plus efficace.

Par ailleurs, l'UA s'est investie dans des initiatives visant à promouvoir la paix, la sécurité, la démocratie et la bonne gouvernance. Elle s'est donc aussi attelée à mobiliser des outils tels que la diplomatie, la médiation, le dialogue politique pour prévenir ou faire cesser les conflits. Toutefois, les efforts de l'UA pour préserver la paix et garantir la sécurité demeurent mitigés. Il est vrai que son implication a permis

d'éviter des catastrophes et de freiner les ardeurs de certains belligérants. Par contre, l'actualité récente animée par l'apparition de nouvelles poches d'instabilité en Afrique de l'ouest et centrale a fait observer à plusieurs analystes que l'UA affichait une politique à double vitesse très peu convaincante et en déphasage avec la rigidité assumée de certains de ses principes. Elle a dans ce sillage été accusée de favoritisme dans la condamnation et l'application de sanctions contre les États où les militaires avaient pris le pouvoir. Cette relative indulgence peut saper durablement la confiance et les espoirs mis en l'UA, et même son autorité déjà mise à mal du fait de sa gestion controversée des changements anticonstitutionnels.

Plus de 50 ans après les indépendances, l'Afrique tarde toujours à prendre son destin en main et à s'imposer à l'échelle mondiale…

De nombreuses avancées ont été faites par les États africains depuis leur accession à la souveraineté internationale. Quelques-uns ont connu des fortunes plus enviables et d'autres beaucoup moins, toujours est-il que les défaillances structurelles et l'impact des crises conjoncturelles, sont pour beaucoup dans le sort que vit le continent actuellement. Néanmoins, les États africains exercent chacun leur souveraineté selon des orientations et priorités arrêtées par eux en toute connaissance de cause. En ce qui concerne la prévalence des positions de l'Afrique sur la scène mondiale, plusieurs facteurs conditionnent l'intensité du rayonnement d'un acteur sur le théâtre international, notamment ceux liés à la puissance économique, au poids et à la vision politiques, à la démographie, parfois même à la géographie, au charisme culturel, voire à la capacité de projection de l'acteur en question. L'Afrique bénéficie sans aucun doute de tous ces atouts, mais en l'état actuel des choses, ceux-ci peinent encore à être correctement articulés ou mobilisés pour lui permettre de faire en sorte que d'autres acteurs internationaux adhèrent ou partagent massivement sa vision du monde.

Malgré les difficultés, il est possible pour l'Afrique de continuer à progresser et d'influencer la marche du monde. Pour ce faire, il est indispensable qu'un accent soit mis sur l'implémentation des projets susceptibles d'engendrer la prospérité socio-économique, sur l'amélioration de la gouvernance, de la qualité de vie, surtout en matière de santé, et sur la mobilisation des financements internes. Les États africains doivent aussi envisager de restructurer certaines de leurs institutions afin qu'elles soient en mesure de s'adapter aux mutations. Ils doivent également revoir les axes de leur coopération partenariale avec les acteurs étrangers, et s'attarder plus énergiquement sur la résolution des crises qui entretiennent la violence et réduisent à néant tous les acquis obtenus en temps de paix.

Des initiatives comme la Force africaine en attente, la Zone de libre-échange continentale (ZLECAF), le NEPAD, le projet de création d'un passeport commun, etc. peinent à prendre corps Qu'est-ce qui coince ?

Ces initiatives apparaissent dans le registre des priorités des États africains. L'UA qui a joué un grand rôle dans leur élaboration et qui est chargée d'en assurer la déclinaison opérationnelle peut mieux faire pour renforcer leur effectivité. Ces initiatives permettront à l'Afrique de mieux se positionner dans la mise en œuvre d'efficaces solutions pouvant résoudre les difficultés qu'elle accuse dans les domaines du maintien de la paix et de la sécurité, de l'intégration régionale, du financement de son développement, de la libre-circulation, et de la promotion de l'État de droit. Il s'agit là de stratégies pour adapter les systèmes africains aux évolutions contemporaines. Elles visent aussi à réduire les défaillances structurelles des États africains et à apprivoiser celles conjoncturelles qui plombent leur émergence. Parlant des mesures qu'il conviendrait d'adopter pour, soit accélérer, soit rendre complète la mise en œuvre des initiatives évoquées, elles doivent être le fait de tous les acteurs présents en Afrique, avec au premier rang l'UA, les États africains, les opérateurs économiques et les populations. Au-delà des aspects techniques de planification et conception, la volonté politique des États est l'un des principaux leviers à actionner pour faire progresser la réalisation des projets phares définis au niveau supranational. Cette volonté politique a pu être démontrer lors de la validation des projets phares, mais, il reste qu'au plan interne, elle tarde à produire le même engouement, ce qui impacte d'ailleurs sur le niveau d'adhésion des populations. Compte tenu des réserves émises par certains États, il appartient à l'UA d'apporter tout son soutien à ces États et aux opérateurs économiques, notamment en améliorant leur appropriation des cadres politiques et juridiques sur lesquels reposent les projets phares auxquels ils sont appelés à donner vie. Concernant la ZLECAF par exemple, le nombre d'États appliquant le libre-échange depuis janvier 2021 doit être augmenté. Cela peut être facilité par une adoption systématique du Protocole sur la Libre circulation des personnes et du Passeport africain. Enfin, eu égard à la prévalence conflictogène, les États africains doivent échanger en mettant de côté certaines considérations pour harmoniser la façon dont il conviendrait de mobiliser la force africaine en attente, maillon essentiel de l'architecture de paix et de sécurité qui n'arrive pas encore à répondre aux attentes.

La dynamique panafricaniste inspirée par les précurseurs comme Kwame Nkrumah, est manifestement aujourd'hui à l'abandon. Qu'est-ce qui peut le justifier ?

Le panafricanisme a alimenté et nourri plusieurs réformes souhaitées par des figures emblématiques de la lutte pour l'émancipation et le développement de l'Afrique à l'instar du président ghanéen Kwame Nkrumah. On s'accorde cependant à dire que les divergences d'opinions en particulier sur le plan politique qui opposèrent les leaders africains se revendiquant panafricanistes, ont desservi la portée du mouvement en suscitant plusieurs factions. Cela étant, le panafricanisme a tout de même servi de catalyseur et de logiciel de pensée à plusieurs générations d'élites africaines. Une partie d'entre elles est encore aux affaires. Elles ont transmis le flambeau à la nouvelle génération, mais celle-ci n'est assurément pas exposée aux mêmes réalités qu'autrefois. Aujourd'hui, l'élan panafricaniste des leaders et des jeunes est réel, mais, il se manifeste différemment, en fonction des enjeux. La plupart des grands projets africains qui ont été réalisés ou sont en cours tirent leurs origines de l'âge d'or du panafricanisme. C'est pourquoi au niveau de l'UA, la sensibilité panafricaniste irradie dans une certaine mesure les initiatives phares. On parle par exemple de panafricanisme financier pour résoudre les problèmes de financement de l'UA et dans la mise en place des institutions financières africaines. Il faut d'ailleurs noter que la Force africaine en attente est la matérialisation d'un vœu émis par les fondateurs de l'O.U.A.▪

Propos recueillis par Vanessa ITGNIA

L'Afrique bénéficie sans aucun doute de tous ces atouts, mais en l'état actuel des choses, ceux-ci peinent encore à être correctement articulés ou mobilisés pour lui permettre de faire en sorte que d'autres acteurs internationaux adhèrent ou partagent massivement sa vision du monde.

Livres

L'unité africaine vue par Baye Moctar Diop

Dans son ouvrage, l'auteur, un diplomate de métier, qui a travaillé au plus près de la machine de l'UA à Addis-Abeba, partage son regard sur cet idéal panafricain à la veille de ses 60 ans d'existence en 2023.

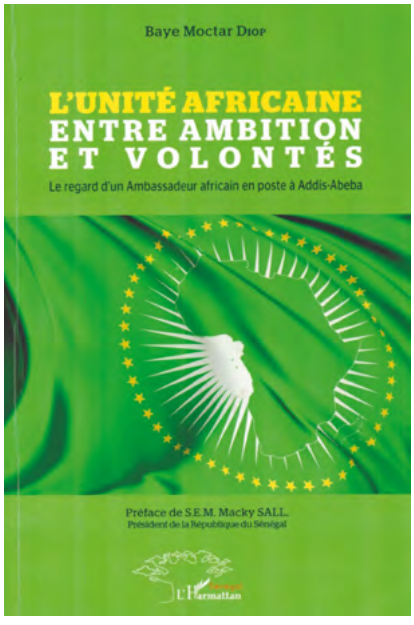
Par Vanessa ITGNIA

S'il fallait faire le parallèle avec un être humain, le lecteur en achevant le parcours de « L'unité africaine entre ambition et volontés : le regard d'un ambassadeur africain en poste à Addis-Abeba », se dirait qu'il a plongé avec envie dans la biographie d'une Afrique gourmande d'émergence, et qui ne recule devant aucun obstacle pour l'atteindre. Baye Moctar Diop, diplomate sénégalais, auteur de cet ouvrage de 239 pages publié en janvier 2022 aux éditions L'Harmattan Sénégal, s'offre un préfacier de marque. Le président sénégalais Macky Sall. On ne pourrait pas espérer mieux dans ce cas-là ! Le chef de l'État du Sénégal commence par poser le contexte de cet ouvrage, qui selon lui, tombe au moment propice, à la veille des soixante ans d'existence en 2023.

Mais on pourrait se demander de quel droit ce fils d'Afrique se targue d'une posture d'observateur avisé de l'évolution de l'Union africaine depuis son poste actuel en Belgique ? C'est que Baye Moctar Diop a vécu pendant cinq années, de 2016 à 2021, les coulisses de la vie politique au sein de cette haute institution africaine, sous les casquettes d'ambassadeur du Sénégal en Ethiopie et à l'Union africaine. Le préfacier semble partager cet avis, car il positionne l'auteur comme l'homme de la situation, légitime pour poser ce regard lucide et averti sur l'Union africaine. Morceau choisi de l'appréciation du préfacier : *« L'auteur étant un professionnel de la diplomatie, ses vues et analyses, dépouillées des considérations théoriques et des rhétoriques radicales qui altèrent la perception de la réalité, conduisent son lecteur au plus près des dynamiques internes qui conditionnent la vie de l'Organisation continentale, ses succès et ses limites [...] Ainsi, après avoir retracé le débat doctrinal à travers les tractations ayant présidé à la naissance de l'UA, il procède par un diagnostic critique, mais équilibré, de l'Organisation régionale, en scrutant son architecture institutionnelle.»*

> **«L'unité africaine entre ambition et volontés : le regard d'un ambassadeur africain en poste à Addis-Abeba», Baye Moctar Diop, L'Harmattan Sénégal, 239 pages, 2022.**

En trois parties, Baye Moctar Diop dresse les péripéties de l'Union africaine au fil des années, comme annoncé au départ par le président Macky Sall. L'auteur s'appuie sur une documentation conséquente, entre discours d'anciens chefs d'État, textes et autres manifestes. Il se lance dans la quête de cet idéal panafricain recherché d'une réforme à une autre par l'ensemble des membres, convaincus qu'une Afrique solide ne peut se bâtir que dans l'esprit d'unité. La mise en œuvre des chantiers de la réforme institutionnelle de l'Union africaine lancée en 2017, lui sert de fil conducteur pour son ouvrage. Il saute sur cette occasion pour revisiter tous les programmes antérieurs de réforme en sondant les raisons de leurs succès et de leurs échecs dans la perspective de tracer l'historique de l'instance. La troisième partie de l'ouvrage de Baye Moctar Diop, qui a posé ses valises à Bruxelles après Addis-Abeba se décline comme un héritage écrit de ces années d'expérience, et son opinion sur ce qu'il caractérise comme la plus longue quête du continent : cette unité africaine !■





© DR

L'ambassadeur Baye Moctar Diop a servi sous deux administrations à Addis Abeba.

ANAPI, 20 ANS AU SERVICE DES INVESTISSEURS EN RDC !

A l'initiative et à la coordination de plusieurs réformes fondamentales dans les domaines fiscal, juridique et institutionnel en RDC, l'Agence Nationale pour la Promotion des Investissements, ANAPI en sigle, célèbre cette année ses vingt années d'existence, nourrissant l'ambition de se muer demain en Agence de promotion et de « développement » des investissements, avec une présence assurée sur tout le territoire national et à l'international à travers des hubs régionaux.

Organe Conseil du Gouvernement central et des Gouvernements provinciaux, l'ANAPI a pour mission d'œuvrer à l'amélioration du climat des affaires, de promouvoir les investissements publics et privés en République Démocratique du Congo, de recevoir et d'analyser les projets d'investissement à agréer dans le cadre du Code des investissements ainsi que les projets d'investissements régis par les Lois particulières, de décider de l'agrément de ceux relevant du Code des investissements et d'émettre des avis techniques sur les autres.

Dans le cadre de sa mission ainsi définie, l'ANAPI est chargée notamment de :

• Assurer en permanence un plaidoyer en vue de l'amélioration du climat des investissements et jouer, en cette matière, le rôle de conseil du Gouvernement central et des Gouvernements provinciaux ;

• Travailler à la promotion d'une image positive de la République Démocratique du Congo comme pays d'investissements et d'opportunités pour les investisseurs ;

• Identifier et de promouvoir, auprès des investisseurs nationaux et internationaux, les opportunités spécifiques d'investissement en République Démocratique du Congo ;

• Assurer, aux investisseurs qui décident d'établir ou d'étendre leurs activités économiques sur le territoire congolais, un accompagnement qui facilite et accélère les procédures administratives nécessaires à la réalisation des investissements et à la création d'entreprises dans les meilleures conditions de délai et de transparence.

L'ANAPI accompagne les investisseurs nationaux comme étrangers tout au long de leur parcours, avant, pendant et après investissement :

• Accueil, assistance et accompagnement à toutes les étapes du montage de leurs projets d'investissements ;

• Facilitation et mise en relation des investisseurs nationaux avec les investisseurs étrangers ;

• Accueil et accompagnement des investisseurs étrangers lors de leurs visites d'affaires en RDC ;

• Suivi de la mise en œuvre des projets d'investissements agréés au Code des Investissements.

REBRANDING AFRICA FORUM

Make Africa Great

8ème Edition

ENTICING STRATEGIES FOR AFRICAN NATIONS
20-21st October 2022
BRUSSELS

QUELLES STRATÉGIES D'ATTRACTIVITÉ POUR LES PAYS AFRICAINS ?
20-21 Octobre 2022
BRUXELLES

"Ils y seront"



Rudy DEMOTTE
Président du Parlement Francophone de Belgique



Sidi Ould TAH
Directeur Général de la Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique



Wamkele MENE
Secrétaire Général de la Zone de libre-échange continentale (ZLECAF)



Kanayo AWANI
Executive Vice-Président de la Banque Africaine d'Import-Export (Afreximbank)



Carole MAMAN
Directeur des Investissements de BIO Invest



Simon TIEMTORE
Président de Lilium Capital & Vista Bank Group



Serge EKUE
Président de la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD)



André FLAHAUT
Ministre d'Etat et Député fédéral du Royaume de Belgique



António Henriques DA SILVA
Président de l'Agence de Promotion des Investissements en Angola (AIPEX)



Yassin BAYO
Directrice Générale de Vista Bank Group



Thierry BADOU
Directeur de l'attraction des investissements au Centre de Promotion des Investissements de Cote d'Ivoire (CEPICI)



Lynda APHING-KOUASSI
Fondatrice et PDG de Kazeine



Guy GWETH
Président du Centre Africain de Veille et d'Intelligence Économique (CAVIE)



Léocadie EBAKISSE
Fondatrice & CEO de Talents Awake



Pascal PEYROU
Secrétaire Général du Goupe Initiative Afrique



Anthony Nkinzo KAMOLE
Directeur Général de l'Agence Nationale pour La Promotion des Investissements en RDC (ANAPI)

REBRANDING AFRICA FORUM

Make Africa Great

8ème Edition

ENTICING STRATEGIES FOR AFRICAN NATIONS
20-21st October 2022
BRUSSELS

QUELLES STRATÉGIES D'ATTRACTIVITÉ POUR LES PAYS AFRICAINS ?
20-21 Octobre 2022
BRUXELLES



Harouna KABORE
Ancien Ministre du commerce, de l'industrie et de l'artisanat du Burkina



Didier ACOUETEY
Président & Fondateur du Groupe AfricSearch



Julien PALUKU
Ministre de l'industrie de la RD Congo



Marie-Roger BILOA
Fondatrice & PDG de MRB Productions



Bernardin ASSIENE
Directeur Division des Services de Contrôle Interne et Membre du Comité de Direction Stratégique à l'UNESCO



Oumnia BOUALAM
Co-fondatrice & Directrice Générale de Brussels Global Review



Christian Ngongang OUANDJI
Adjoint au Maire de la ville Marche en Famenne (Belgique)
Président ONG Marchez Nord Sud



Emile Bassek Ba KOBHIO
Écrivain, cinéaste et producteur,
Délégué Général du Festival Écrans Noirs



Sylvain Félix SEMILINKO
Consultant Médias



Jemal TALEB
Avocat associé au Cabinet Diamantis & Partners



Roland YAGO
Président du Conseil d'Administration d'Africa Global Ratings (AGR)



Edouard NDIWUMANA
Médiateur Republique du Burundi



Adama Aristide OUATTARA
Associé en Charge de l'Industrie Financière chez Deloitte Afrique Francophone



Rebranding Africa Forum 2022

Le temps de l'action

L'Afrique doit se montrer plus combative, prendre conscience de son potentiel et décliner une vision du développement claire portée par les décideurs étatiques et non étatiques.

Par Simon Pierre ETOUNDI

Les 20 et 21 octobre 2022 à Bruxelles, le Rebranding Africa Forum va honorer son huitième rendez-vous. Ce grand raout de l'Afrique positive, de l'Afrique qui innove, de l'Afrique qui s'affirme et affiche son potentiel va plancher cette année sur un thème d'actualité : « quelles stratégies d'attractivité pour les États africains ». Il est question de s'interroger sur comment construire une authentique attractivité du continent africain dans le champ économique. Le fil conducteur de la 8è édition du Rebranding Africa Forum (RAF) résonne comme un appel à une autocritique, à une autoévaluation du continent sur son potentiel réel ou avéré. Les décideurs publics et les agences de promotion des investissements vont plancher ainsi sur les grands axes des réformes économiques, financières et fiscales destinées à faciliter les investissements ainsi que sur le capital humain et les éléments culturels de l'attractivité.

Pour le cas d'espèce, ce sont les preneurs de décisions au plus haut niveau qui sont interpellés, afin de définir les axes du véritable décollage du continent africain sur le plan économique. Jusqu'ici, en dépit de pronostics optimiste des analystes, le continent ne décolle toujours pas. C'est la raison pour laquelle les initiateurs du RAF mettent pour la énième fois en relief



ce que l'Afrique présente comme potentialités. Mais le fait est que le continent profite si peu ou si mal de ses atouts. En a-t-il seulement conscience ? C'est le nœud du problème. En tout cas, si l'attractivité du continent ne souffre aucune discussion, les Africains n'en tirent pas grand bénéfice. D'où la réflexion centrale qui va s'imposer aux participants à la 8è édition du RAF. Analyser les stratégies d'attractivité des pays africains, répertorier les bonnes pratiques et formuler des recommandations à l'usage des décideurs, tels sont les objectifs que se sont assignés les initiateurs du RAF.

Au demeurant, la 8è édition du RAF qui se tient dans le contexte de relance économique post-pandémie est une invitation à l'action, du moins à plus de volontarisme de la part de tous ceux qui prennent l'envol du continent à cœur. L'attractivité dont se prévaut le continent et qui sera au cœur des échanges à Bruxelles ne devrait pas être un slogan, ou un vœu pieux. Elle devrait procéder d'une réflexion stratégique qui impose la mobilisation d'instruments analytiques et stratégiques permettant de faire un diagnostic intégral et sans complaisance des forces, des faiblesses et des opportunités du continent. Et cela doit se faire à titre principal par les Africains eux-mêmes. Ils doivent prendre la mesure de leur valeur et se donner les moyens de soutenir la comparaison avec leurs concurrents. En effet, l'environnement économique international est devenu un vaste champ d'intérêts divergents dans lequel seuls ceux qui développent les meilleures stratégies tirent leur épingle du jeu. L'Afrique doit s'imposer et pour cela elle doit décliner une vision claire.▪

« Il est question de s'interroger sur comment construire une authentique attractivité du continent africain dans le champ économique. Le fil conducteur de la 8è édition du Rebranding Africa Forum (RAF) résonne comme un appel à une autocritique, à une autoévaluation du continent sur son potentiel réel ou avéré.





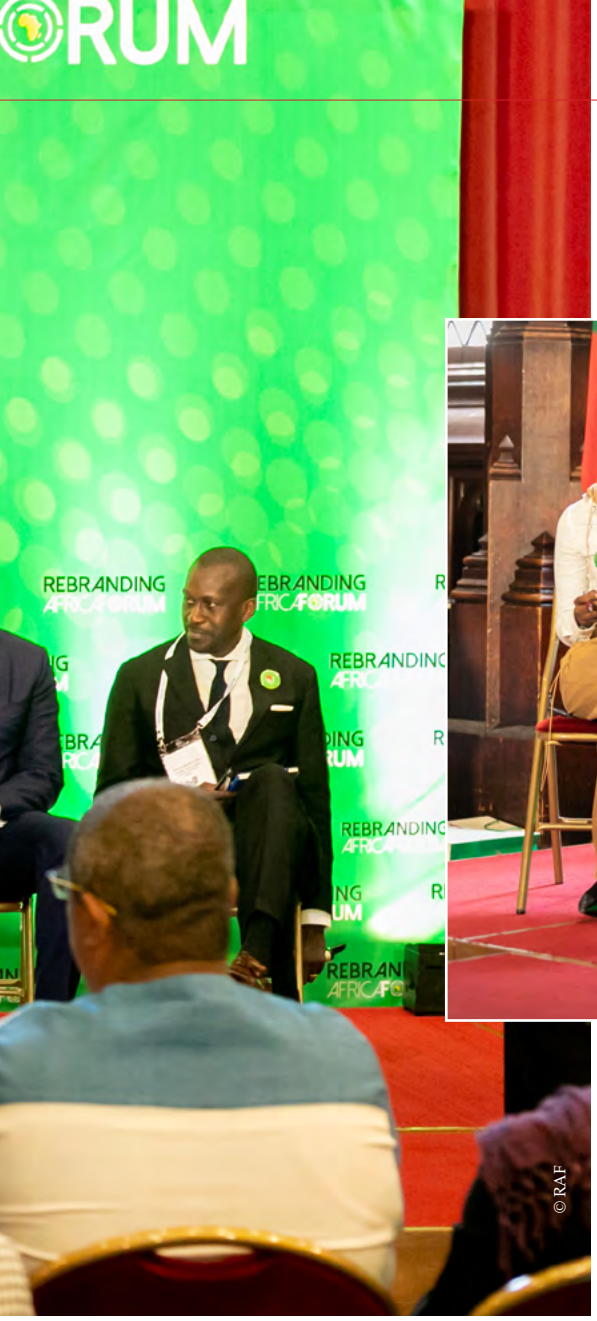
Un brainstorming permanent

Le Le RAF offre un cadre de réflexion pour mieux cerner les synergies nécessaires à l'émergence du continent.

Par Georges Auréole BAMBA

Au-delà de la thématique centrale du RAF 2022, qui porte sur « « quelles stratégies d'attractivité pour les États africains », les participants vont avoir la possibilité de s'exprimer sur quatre sous-thèmes qui s'imbriquent les uns aux autres en rapport avec le thème central. Les acteurs étatiques notamment auront au cours de cette édition, une belle tribune pour décliner leur vision et leurs actions sur le chemin du développement du potentiel africain. En effet, il revient aux Etats de montrer le chemin et de créer les conditions pour leur essor. Le panel 1 du RAF 2022, qui a pour intitulé « Le rôle de l'Etat et des Agences de Promotion des Investissements dans les stratégies d'attractivité » entre en droite ligne de la nécessité pour les pouvoirs publics des Etats africains d'être à l'avant-garde du combat pour l'émancipation économique. Dans cette tâche, les agences de promotion des investissements leur servent de bras séculiers pour mettre en vitrine ce qu'ils ont de meilleur à offrir à leurs partenaires.

En plus des acteurs étatiques et institutionnels, les citoyens sont interpel-





lés pour servir d'agents de promotion des richesses du continent. D'où l'intitulé du panel 2 « Secteur privé et stratégies d'attractivité ». Il est question pour chaque Africain de se montrer inventif et proactif pour ne pas se laisser submerger par les sollicitations et solutions exogènes. Les acteurs économiques du continent se doivent de prendre la mesure des enjeux de leurs échanges avec l'extérieur. Et c'est la raison pour laquelle, le panel 3 : « capital humain et éléments culturels de l'attractivité » constitue une étape déterminante pour l'appropriation par les Africains de leur environnement. En effet, pour se préparer à ses interactions avec ses partenaires extérieurs, le continent doit faire d'une part, l'inventaire de ses ressources humaines ; et d'autre part, au regard de sa diversité sociologique et culturelle, une analyse de ses éléments les plus porteurs. C'est une condition essentielle pour mieux se « vendre ».

« Les acteurs économiques du continent se doivent de prendre la mesure des enjeux de leurs échanges avec l'extérieur. Et c'est la raison pour laquelle, le panel 3 : « capital humain et éléments culturels de l'attractivité » constitue une étape déterminante pour l'appropriation par les Africains de leur environnement.

Dans les échanges internationaux, définir une vision claire, prendre conscience de ses potentialités et agir et façon méthodique et vertueuse est désormais une exigence. Les Etats africains se savent en tout cas dans le collimateur d'institutions qui jaugent, voire jugent leur crédibilité. Le panel 4 « Agences de notation ou agences de punition ? », est un espace indiqué pour évaluer l'impact de ces agences, qui au fil des années, ont pris une importance capitale. Pour ne pas se laisser prendre à défaut, il importe dès lors de comprendre leurs mécanismes de fonctionnement. Dans le contexte africain, elles sont encore malheureusement perçues par l'opinion comme une énième puissance tutélaire qui pèse sur les Etats. Le RAF 2022 offre l'occasion aux participants de faire la part des choses. Et pour animer la réflexion, des invités d'envergure seront au rendez-vous comme de coutume.■

Paule Renée Etogo, Déléguée Générale du Rebranding Africa Forum.

«Nous construisons des ponts entre l'Afrique et le reste du monde...»

Propos recueillis par Georges Auréole BAMBA

Sous quel signe placez-vous L'acte 8 du Rebranding Africa Forum ?

Eh bien sous le signe de la continuité. C'est dire que nous sommes toujours animés par cette ferveur de voir scintiller une Afrique plurielle et qui se distingue, à Bruxelles, au cœur de l'Europe. C'est ainsi que l'acte 8 du RAF comme vous le dites, confirme l'ancrage institutionnel du Rebranding Africa Forum. Tout un symbole du partenariat renouvelé, décomplexé entre l'Afrique et l'Europe. En sept années, le RAF est considéré comme le plus grand forum économique en Belgique consacré à l'Afrique. Et donc pour les années à venir, le RAF voudrait continuer à affirmer son leadership sur les grandes problématiques qui sous-tendent le développement et l'émergence du continent.

Quel sens donnez-vous à la thématique choisie pour la huitième édition « Quelles stratégies d'attractivité pour les pays africains »

Il est un fait : l'Afrique, dotée de potentialités envieuses, est attractive. Mais nous voulons aller au-delà. Le continent africain ne doit plus être considéré simplement comme une vache laitière mais dorénavant, ses ressources diverses doivent attirer des capitaux étrangers et créer de la richesse localement. La thématique choisie pour cette huitième édition s'inscrit dans une démarche pragmatique forgée par la nécessité pour le continent de revoir son paradigme d'exportation de ses ressources. En effet, les pays qui tirent le plus profit de leurs richesses sont ceux qui ont réussi la transformation locale des ressources. Le cas du Bostwana qui n'exporte aucun diamant brut et a su apporter une réelle plus-value locale. Les Africains doivent se souvenir qu'on peut tout faire mieux et plus, il suffit de s'en donner les moyens. Aujourd'hui comment rentabiliser les ressources dont regorgent le continent pour les mettre de manière durable, au profit des populations locales sans pour autant s'exclure du marché international ? C'est le défi à relever et l'équation que nous essayerons de résoudre au cours du RAF 2022.

Au cours des précédentes éditions le RAF a exploré plusieurs champs à travers les différentes thématiques abordées. Avez-vous le sentiment que les objectifs que vous vous êtes assignés ont été atteints ?

Une entreprise humaine est toujours perfectible. Le RAF est un rendez-vous jeune, qui s'est institutionnalisé dans la foulée de sa création et qui suscite un certain engouement sur le continent et en Europe. L'une de nos fiertés est aussi de mettre en lumière, à travers les Rebranding Africa Awards, des innovateurs technologiques



© RAF

qui sont désormais des repères et des lanternes qui éclairent le chemin de notre développement commun. Leur réussite est une source d'inspiration et un modèle à suivre. Certes, beaucoup de travail reste à réaliser, mais nous pouvons louer les pas accomplis qui, de notre point de vue, s'inscrivent comme des avancées dans cette quête vers un meilleur devenir de notre continent. Le nombre des sponsors qui ne cesse d'augmenter au fil des années en est un bel exemple. Nous sommes partis de 8 sponsors, 4 partenaires, 10 médias en 2014 pour une trentaine des sponsors, partenaires et médias en 2021. Sans oublier de mentionner qu'en 7 années, nous avons été aussi témoins de plusieurs succès qui renforcent notre optimisme. A titre de rappel, lors du RAF 2018, la Société Internationale Islamique de Financement du Commerce (ITFC) a annoncé d'importantes initiatives dont notamment la signature d'un Accord-cadre de 1,5 milliard de dollars avec le gouvernement du Burkina Faso. Le RAF a également servi de plateforme pour le lancement du Programme d'appui aux PMEs en Afrique de l'Ouest afin d'améliorer l'accès au financement. Ces résultats encourageants entretiennent notre détermination à continuer.

En sept éditions, le RAF s'est déroulé une seule fois sur le sol africain. Sans rien enlever à la pertinence de ce qui a été fait jusqu'alors, on pourrait penser que les Africains affichent un enthousiasme mesuré pour trouver des solutions aux problèmes qui les concernent...

Pour mettre en vitrine le continent africain, en vanter le potentiel et aider à ouvrir des portes... le faire hors du continent est un avantage ou un inconvénient ? Nous construisons des ponts entre l'Afrique et le reste du monde et ainsi bousculer l'agenda des médias internationaux, des institutions internationales, pour montrer une image de l'Afrique pas très répandue à l'international. Tout ceci contribue sans aucun doute à renforcer ces ponts. Nous ne nous sommes jamais éloignés de notre objectif ni de notre mission, bien au contraire, nous allons en toute connaissance de cause, là où personne ne s'attend à entendre la voix du continent. Nous en sommes persuadés, c'est ainsi que nous arriverons à développer des partenariats Nord-Sud, Sud-Sud, gagnant-gagnant dont a besoin l'Afrique pour son épanouissement économique et social. L'enjeu pour nous reste et restera toujours la nécessité de briser les nombreux biais cognitifs qui caractérisent le regard porté sur les pays africains et de construire et/ou renforcer la confiance des partenaires, des bailleurs de fonds et des investisseurs pour un développement durable inclusif.

A quoi doivent s'attendre les participants au RAF 2022 ? Quels en seront les principales attractions ? Qu'est ce qui va changer par rapport aux précédents rendez-vous ?

Au RAF 2022 nous aurons comme à l'accoutumée des speakers de haut vol. Notamment des ministres d'Etat belges, et Julien Paluku, ministre de l'Industrie de la RD Congo qui a un ambitieux projet de création d'une usine de fabrication des batteries électriques avec le cobalt. Il faut savoir que la RDC est le premier pays producteur de cobalt au monde. Ce pays jouera donc un rôle stratégique dans la transition énergétique en cours. Outre ces acteurs politiques de premier plan, le RAF aura également des technocrates hors pair comme orateurs de marque: Sidi Ould Tah, Directeur Général de la Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique. Simon Tiemtore Président de Lilium Capital & Vista Bank Group, Anthony Nkinzo, Directeur de l'ANAPI (Agence Nationale pour la Promotion des Investissements en RD Congo) ainsi que Wamkele Mene, le Secrétaire Général de la Zone de libre-échange continentale Africaine (ZLECAF) pour ne citer que ceux-là. Le RAF est dans une quête permanente d'excellence. Je vous l'ai dit tantôt, après la mythique salle gothique de l'hôtel de ville de Bruxelles en 2019, c'est au tour de l'emblématique hémicycle du Parlement de la communauté française de Belgique d'accueillir le Rebranding Africa Forum. La 8e édition du RAF se déroulera dans l'enceinte réservée au vote des lois de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Tout un symbole !■

À l'origine du Rebranding Africa Forum

Fin 2013. Voilà bientôt trois ans que j'ai quitté Paris et Londres pour m'installer à Bruxelles. Dans le prolongement de la création du Magazine Notre Afrik, me vient à l'esprit l'idée d'organiser un forum qui regrouperait des Africains de grand talent pour porter la voix du continent sur des sujets majeurs de société en lien avec la gouvernance mondiale.

Ma carrière et mon vécu m'ont alors permis de croiser et rencontrer énormément de monde. De par la planète. Sur tous les continents, au gré de mes multiples voyages. Pourquoi ne réunirais-je pas toutes ces compétences et ces sommités en un seul lieu et au même moment pour échanger sur l'avenir du continent et de son image...

L'histoire du Forum se met en marche.

J'effectue trois (3) déplacements décisifs pour sonder



© DR

trois personnalités qui m'honorent de leur amitié et leur affection. A Lomé, chez le doyen Gervais Djondo fondateur de la compagnie aérienne Asky et Co-fondateur du groupe bancaire Ecobank. A Cotonou chez mon ami Abdoulaye Bio Tchane, l'ancien directeur Afrique du FMI et à Genève pour rencontrer Donald Kaberuka, alors Président de la Banque Africaine de Développement.

Mon idée séduit les trois personnalités qui me confortent dans ma vision.

Je retourne à Bruxelles et réunis un samedi après-midi dans le jardin de ma résidence, mon équipe avec un seul point à l'ordre du jour: la création du Rebranding Africa Forum.

L'engagement de l'ensemble de l'équipe est sans faille. La 1ere édition organisée le 18 octobre 2014 est un succès au-delà de nos espérances.

Et aujourd'hui encore, je voudrais rendre hommage à toutes les équipes qui se sont dévouées pour faire de ce Forum un rendez-vous incontournable. Et remercier tous les participants, les pionniers et ces personnalités qui nous ont fait confiance dès le lancement de ce pari herculéen.

A tous, nous sommes heureux et honorés de vous avoir cette année à Bruxelles (là où tout a commencé) pour la 8e édition.■

#MakeAfricaGreat
#RAF2022


Complexe du Centre International de Conférences
Ouaga 2000
REBRANDING AFRICA FORUM
© RAF 2018


© RAF 2018


REBRANDING AFRICA FORUM


© RAF 2018


REBRANDING AFRICA FORUM


REBRANDING AFRICA FORUM
Award Dinner
Award Dinner
© RAF 2018


OFFICIAL LUNCH HOSTED BY
INTERNATIONAL ISLAMIC TRADE FINANCE CORPORATION (ITFC)


© RAF 2018


REBRANDING
AFRICAFORUM


REBRANDING
AFRICAFORUM
4 - 5 & 6 Octobre
BRUXELLES
October 2019
BRUSSELS




REBRANDING


Mr André FLAHAUT
Ministre d'Etat et Député Fédéral
Royaume de Belgique
REBRANDING
AFRICAFORUM




REBRANDING
AFRICAFORUM


REBRANDING
AFRICAFORUM






REBRANDING
AFRICAFORUM
AN EMERGING AFRICA, AT WHAT PRICE?
18 OCT 2014
18 OCT 2014
REBRANDING


REBRANDING
AFRICAFORUM
AWARDS DINNE
5 ÈME ANNÉE


REBRANDING




Award Dinner
REBRANDING
AFRICAFORUM


REBRANDING
AFRICAFORUM
AWARDS 2017
06 octobre 2017
Lauréat Innovation Award
€ 10.000
dix mille euros
NOTREAFRIK

AGENCE NATIONALE POUR LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS

20 ans

ANAPI



Avec L'ANAPI, Bien investir pour une RD Congo prospère.

ENERGIE

Potentiel hydroélectrique de 100.000 mégawatts; 23% du potentiel mondial.

INFRASTRUCTURES

Enorme potentiel pour des échanges commerciaux et des flux d'investissements entre la RDC, ses 9 pays frontaliers et toute l'Afrique.

AGRICULTURE

80 Millions d'hectares de terres arables;
4 Millions d'hectares de terres irrigables.

MINES

Sous-sol riche regorgeant diverses ressources minérales importantes (Plus ou moins 11.000 substances) dont le coltan, le lithium ainsi que 60% réserves mondiales de cobalt.

INDUSTRIE

Disponibilité des matières premières pour développer diverses filières industrielles (matériaux de construction, emballage, etc.

+243 999 925 026

SecretariatDG@investindrc.com

www.investindrc.cd

33C, Av. le premier Mall (ex. TSF)
Kinshasa Gombe. RDC

GET IT ON Google Play Download on the App Store

ANAPI - Invest in DRC

Invest in drc



Hôtellerie

Le Cameroun attire...

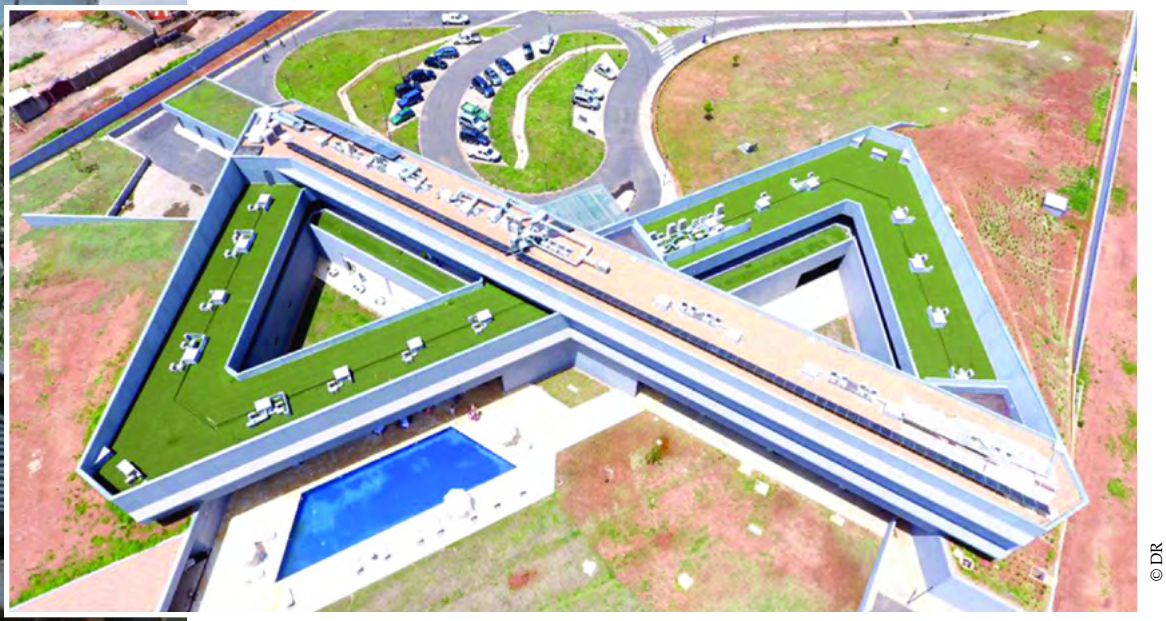
Au cours des dernières années le secteur de l'hébergement n'a cessé de se développer et de grandes enseignes mondiales annoncent leur arrivée sur le marché camerounais.

Par Vanessa ITGNIA

Pendant longtemps, l'offre hôtelière est restée très limitée au Cameroun. Yaoundé, la capitale politique du pays, Douala, la capitale économique et Garoua, la grande ville de la région du nord, sont restées jusqu'à un passé récent les seules villes du pays à avoir des hôtels de niveau international. Certains de ces établissements ont longtemps évolué sous le label de prestigieuses enseignes comme Sofitel, Novotel, Méridien, Ibis ou Hilton. Certains évoluent encore sous ces labels. Pour autant, l'offre est restée très modeste, notamment dans le segment de l'hébergement de luxe. Ainsi, jusqu'à une date récente, le Cameroun ne disposait pas d'un seul hôtel 5 étoiles. Depuis quelques mois, Douala la capitale économique



© DR



© DR

abrite une enseigne 5 étoiles, l'hôtel Kristal. Le projet porté par un investisseur local, Foyou est venu combler un grand vide. Mais l'Hôtel Kystal ne va pas rester longtemps seul, puisque d'ici le premier trimestre 2023, un établissement de 5 étoiles, le Radisson Blu hôtels et appartements va ouvrir à Douala.

Guerre des 5 étoiles virtuelle ?

Au-delà des projets concrets et de ceux déjà en mis en route, Il y a aussi, ceux qui jusqu'ici n'ont fait l'objet que de simples annonces, Ainsi, il y a plusieurs mois deux grands groupes hôteliers américains, Hyatt et Radisson Blu, ont annoncé la construction de deux hôtels 05 étoiles à Yaoundé. Une société de droit camerounais Glenview SA a signé un bail emphytéotique de 35 ans pour la construction d'un hôtel 05 étoiles sous label Hyatt Regency Hotel. D'après Patrick Shey, le patron de Glenview, le Hyatt Regency de Yaoundé représente un investissement de 150 millions de dollars, soit 90 milliards de FCFA. Cette infrastructure d'une capacité de 300 chambres hauts-standings devrait se dresser au cœur du centre administratif de Yaoundé. Pour sa part, Elfallahi Rahima Dina, directeur Afrique du consortium belge IIDG/Hôtel Group et Franck Marie Ronald Smolders, administrateur d'IIDG et co-gérant de la société «Hôtels et résidences du Cameroun Sarl», porteur du projet de construction d'un hôtel Radisson Blu à Yaoundé ont signé avec l'Etat du Cameroun une convention de partenariat. L'accord portait sur la construction d'un complexe hôtelier futuriste d'au moins 300 chambres, au cœur de la ville de Yaoundé. Cet investissement estimé 120 millions €, soit 80 milliards de FCFA, n'a malheureusement pas encore atteint sa vitesse de croisière. En outre le groupe qatari Katara Hospitality a annoncé il y a plusieurs mois, des investissements de l'ordre de 328 milliards de Fcfa en Afrique subsaharienne en général et singulièrement au Cameroun.

> **L'offre est restée très modeste, notamment dans le segment de l'hébergement de luxe. Ainsi, jusqu'à une date récente, le Cameroun ne disposait pas d'un seul hôtel 5 étoiles.**

Dynamisme local…

A côté des établissements cinq étoiles portées par des marques prestigieuses, plusieurs autres enseignes de qualité ont vu le jour à travers le pays. La région de l'ouest du Cameroun à la faveur de l'organisation de la Coupe d4Afrique des nations de football par le Cameroun en janvier 2022, a vu fleurir deux établissements de grande qualité à Bangou, le Tagidor et le Zougrana hotêl à Bafoussam. La ville de Yaoundé s'est récemment dotée de plusieurs nouvelles enseignes comme l'hôtel StarLand, et United Hôtel, qui sont venues compléter l'offre aux



côtés des hôtels déjà existants comme Djeuga Palace, Franco Hôtel, Le Mont Fébé ou l'Hôtel La Falaise. A l'intérieur du pays, la ville de Garoua a enregistré l'érection d'un nouvel hôtel, le Ribadou.

Du reste pour Erwan Garnier, Responsable du développement du groupe hôtelier international Radisson pour l'Afrique Centrale et de l'Ouest « le secteur de l'hôtellerie au Cameroun est une terre d'opportunités. Quand on voit le niveau de la demande, aussi bien dans le business haut de gamme que moyen de gamme, luxe ou dans le domaine du loisir, et lorsqu'on regarde l'offre, il y a vraiment des opportunités à saisir. » C'est certainement l'un des raisons pour lesquelles des organismes de financement comme la Banque de Développement des Etats de l'Afrique Centrale (BDEAC) ont également d'accompagner le secteur. La BDEAC a signé récemment un accord de financement pour la construction du complexe hôtelier BELAVIE à Douala pour un montant de FCFA 5,5 milliards de FCFA. Ce projet est porté par David Manfouo, Président Directeur Général du Groupe BELAVIE SA, Il s'agit d'un complexe hôtelier 4 étoiles d'une capacité d'hébergement de 173 clés repartis entre deux immeubles. Cet ensemble qui sera exploité par le groupe international Radisson, offrira à la classe moyenne des services connexes d'hébergement, de restauration et d'accueil dans un cadre spacieux et de haut standing dans le quartier de Bonapriso.■

> **Le secteur de l'hôtellerie au Cameroun est une terre d'opportunités. Quand on voit le niveau de la demande, aussi bien dans le business haut de gamme que moyen de gamme, luxe ou dans le domaine du loisir, et lorsqu'on regarde l'offre, il y a vraiment des opportunités à saisir.**

Entretien

Mamoudou Fadil

«Nous louons la résilience des opérateurs du secteur...»

Directeur général de la Société Nouvelle des Cocotiers, fondateur du Think-tank Business & Investment Holding (BIH) et Consul Honoraire de la République de Côte d'Ivoire à Douala.

Propos recueillis par Simon Pierre ETOUNDI



Le secteur hôtelier a été frappé de plein fouet pendant de long mois par la pandémie mondiale de COVID-19. Comment en tant qu'acteur avez-vous vécu ces moments là ? Et quelle appréciation faites-vous de l'activité hôtelière en 2022?

Mamoudou Fadil : L'impact de la pandémie de COVID-19 a été foudroyant pour nos activités. Il a notamment menacé pas mal d'emplois et compromis de nombreux projets. En restreignant la mobilité des gens et en contraignant de nombreux États à des mesures de confinement des populations, la pandémie a sérieusement mis à mal l'activité hôtelière. Nous avons enregistré une baisse drastique de fréquentation des établissements et partant, un ralentissement quasi morbide de l'ensemble des services intégrés que peut offrir un établissement hôtelier. En un mot comme en mille, cette pandémie depuis 2020 a mis la filière au cœur de nombreuses difficultés. Nous n'en sommes malheureusement pas encore définitivement sortis au vu des résurgences ici et là. Néanmoins, l'appréciation que nous faisons en cette année 2022 de l'activité hôtelière, c'est que péniblement, la filière se remet et nous louons la résilience de nombreux opérateurs du secteur qui n'ont pas baissé les bras pour essayer de répondre présents et ont œuvré pour garantir la pérennité de leurs installations et des emplois. C'est une prouesse.

Au Cameroun votre pays, l'on observe depuis quelques années, d'importants investissements dans le secteur. Votre activité est-elle un si bon filon ?

Tant que les gens vivent, se déplacent, échangent entre eux pour affaires ou loisirs, se posera toujours le problème de l'accueil en terre étrangère, du logement et des facilitations en termes de restauration et autres commodités. Les investissements qui se multiplient dans le secteur participent de cette réalité. Plus qu'un filon donc, c'est une nécessité pour le Cameroun qui devient de plus en plus attractif au vu de ses potentialités.

Nous subodorons que la multiplication des établissements hôteliers implique une forte concurrence. Comment vous situez-vous par rapport à vos concurrents, notamment dans le

segment de l'hôtellerie de luxe ?

L'hôtellerie englobe des offres diverses aussi variées les unes que les autres. La concurrence n'est qu'une simple vue de l'esprit. Nous restons dans une tradition de performance. Un simple vendeur de sommeil n'a pas les mêmes préoccupations que nous qui offrons un service intégré et diversifié. Il a toujours été question dans notre positionnement, d'offrir à la clientèle la plus-value que suppose un hébergement. Bref, le confort et l'aisance recherchés. Notre père (paix à son âme) El Hadj Abdoulaye Hassoumi FADIL a créé le Méridien Hôtel Douala, propriété de la Société Nouvelle des Cocotiers du Groupe FADIL, dont nous assumons la gestion et la continuité, parce qu'il était question pour lui, le capitaine d'industries, de retrouver dans son pays et d'offrir aux personnes qui s'intéressent à la destination Cameroun, le même confort auquel il a eu droit au cours de ses pérégrinations d'affaires. C'est là notre ambition.

Des grands noms du secteur hôtelier international sont sans cesse annoncés au Cameroun. Votre établissement lui-même a évolué sous un label international il y a encore quelques temps. Qu'est-ce qui peut pousser à votre avis ces "Majors Hôteliers" à s'implanter au Cameroun ou à s'associer avec certains acteurs locaux ?

Ces "Majors" s'intéressent au Cameroun parce qu'il y a des opportunités à saisir dans ce pays phare de l'Afrique centrale. Ici bouillonnent et foisonnent des initiatives. Leur association aux initiatives locales d'investissements, procède d'une démarche de sagacité et de projection sur l'avenir.

Comment entrevoyez-vous l'avenir du secteur hôtelier au Cameroun dans les années à venir ? Et en tant que spécialiste comment envisagez vous l'activité hôtelière sur le continent africain de façon plus globale ?

L'activité hôtelière au-delà de ses difficultés de l'heure et des contraintes imprévisibles comme celle de la pandémie de COVID-19, reste un secteur porteur. Le monde qu'on le veuille ou non est devenu un village planétaire, un espace d'inter-échanges entre les nations. L'attractivité de notre pays impose si nous ne voulons pas être à la traîne que des initiatives locales de promotion de l'activité se développent et s'affirment. Il faut louer en Afrique de façon plus globale, l'émergence de groupes hôteliers purement africains de renom qui se frayent un chemin vers le succès.

Nous avons au regard de notre expérience à la tête de "Méridien Hôtel Douala", propriété de la Société Nouvelle des Cocotiers dont nous assumons la Direction générale, monté un think-tank dénommé Business & Investment Holding (BIH) dont les objectifs au-delà d'une simple officine de tractations commerciales et de services, se veulent aussi la révélation du génie africain dans l'art de manager un établissement hôtelier en le transformant en une plateforme de rencontres et d'échanges des idées pour des services toujours adaptés aux besoins de la clientèle. Plus intéressant aussi notre think-tank de façon prospective, héberge la « Hospitality Management and Investment Consulting », un cabinet conseil de services polyvalents pour la création, la conception, la gestion des hôtels de luxe, la prestation d'un service client personnalisé et de haute qualité etc. Bref, nous nous y employons à offrir des solutions personnalisées et clés en mains à tous ceux qui sont intéressés par le monde hôtelier dans ses différentes déclinaisons. En somme nous avons foi en l'avenir.

Au-delà de vos activités hôtelières, vous avez d'autres casquettes comme celle de diplomate. Comment conciliez-vous ces différentes activités et quels sont vos centres d'intérêt les plus captivants du moment ?

> **Il faut louer en Afrique de façon plus globale, l'émergence de groupes hôteliers purement africains de renom qui se frayent un chemin vers le succès.**

Voyez-vous notre activité diplomatique découle d'une reconnaissance des efforts consentis pour créer des passerelles entre peuples et nations. De façon infatigable, nous nous sommes employés à révéler les potentialités africaines. À cet égard, les autorités ivoiriennes que nous ne remercierons jamais assez nous ont confié à Douala, poumon économique du Cameroun, leur représentation honoraire à toutes fins utiles. C'est une marque de confiance et d'estime que nous nous efforçons d'assumer avec plaisir et bonheur en espérant contribuer à rapprocher deux peuples frères.▪

BANQUES

VISTA GUI meilleure banque de Guinée 2022

VISTA GUI SA, filiale du Groupe bancaire panafricain Vista, a été désignée meilleure banque de Guinée 2022 par le magazine Global Finance's Best Bank Awards. Les juges ont pris en compte une série de facteurs, notamment la satisfaction des besoins de la clientèle, la solidité et la sécurité financières, la position sur le marché, la conformité et l'excellence du service client, dans leurs délibérations, avant de déclarer VISTA GUI comme la meilleure banque de Guinée. Vista se concentre sur la maximisation des opportunités sur ses marchés respectifs pour devenir l'institution financière de choix grâce à des produits bancaires et d'assurance innovants.▪

ECOBANK FINTECH CHALLENGE 2022

Les finalistes sont connus

Le groupe Ecobank, groupe bancaire panafricain privé, a annoncé il y a quelques jours, les six finalistes de la cinquième édition du Ecobank Fintech Challenge. Les finalistes viennent d'Afrique du Sud, du Nigéria, de la République Démocratique du Congo, du Sénégal et du Togo. Les six fintechs se sont démarquées parmi un pool très compétitif de plus de 700 candidatures venant de 59 pays en Afrique et au-delà. Les six finalistes se disputeront un prix d'une valeur de 50 000 dollars lors de la grande finale qui se tiendra au à Lomé, au Togo, le 28 octobre 2022. Les finalistes de l'édition 2022 sont : Cauri Money, Sénégal ; DizzitUp, Togo; MaishaPay, République démocratique du Congo; Moni Africa, Nigéria ; Paycode, Afrique du Sud ; Touchand Pay, Nigéria.▪

DISTRIBUTION

Alibaba Global Initiative forme en Afrique

Alibaba Global Initiative (AGI) a lancé le 11 octobre dernier, la nouvelle édition de son programme de formation Netpreneur pour l'Afrique. La formation, a pour but d'enseigner à des entrepreneurs et chefs d'entreprise de différents secteurs les mesures concrètes et réalisables qu'ils peuvent appliquer pour progresser dans l'économie numérique. Après être passés par un processus de sélection rigoureux, les candidats finalistes originaires de tout le continent africain vont suivre une série de cours en ligne qui leur permettront d'apprendre comment utiliser les ressources technologiques pour développer leurs entreprises au sein de l'économie locale. Tous les participants sont les fondateurs de leurs startups respectives. La formation s'achève le 10 novembre. Le programme de formation Alibaba Netpreneur a été lancé pour la première fois en 2019. Il a permis à près de 1 500 entrepreneurs d'Afrique, d'Europe, d'Amérique latine, d'Asie du Sud et du Sud-Est de bénéficier d'une formation.▪


BOLLORÉ
TRANSPORT & LOGISTICS
Je conjugue efficacité et durabilité.
NICOLAS KOUASSI
CONDUCTEUR D'ENGIN, FORMATEUR
MOBILISER plus POUR FAIRE FACE AUX ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX
Grâce à des pratiques vertueuses et par l'innovation, Bolloré Transport & Logistics se mobilise pour préserver l'environnement. Des solutions sont mises en place pour réduire l'impact de nos activités. Nous sommes engagés dans des démarches de certifications pointues, à l'image du Green Terminal déployé sur tous nos terminaux portuaires.
NOUS FAISONS BIEN plus QUE DU TRANSPORT ET DE LA LOGISTIQUE
BTL 07/22 - Crédits photos : © Patrick Sordaillet.



Énergie

Un rayon de soleil à Nagréongo

La société Africa Energy Corporation (AEC) tisse sa toile au Burkina Faso. Elle a mis son expertise au service de la centrale solaire de Nagréongo, dans la région du Plateau central.

Par Kader Patrick KARANTAO

Bâtie sur un terrain de 52 hectares, la centrale solaire de Nagréongo comprend 67 872 panneaux solaires de 445 Watts, 6 transformateurs et 101 onduleurs. Elle intègre également une ligne haute tension de 21 kilomètres de raccordement au poste haute tension de Ziniaré (chef-lieu de la région du Plateau central), pour faciliter sa connexion au réseau de la Société nationale burkinabè d'électricité (SONABEL). L'infrastructure, dont la société Africa Energy Corporation a la responsabilité de la maintenance pour 25 ans, devrait profiter à 25 000 foyers. Il est également question d'éviter le rejet de 27 000 tonnes de CO2 par an, ce qui est salutaire en matière de protection de l'environnement. La centrale solaire de Nagréongo devra surtout contribuer à l'atteinte de l'objectif national de production annuelle d'énergie solaire, avec un apport global de plus de 7%. « Cette réalisation correspond à la vision du Président du Faso qui a instruit le département en charge de l'énergie à s'investir dans les projets structurants, notamment dans le domaine de l'énergie solaire. Je me réjouis d'avoir inauguré aujourd'hui cette importante centrale solaire de 30 MWc au regard de l'impact que cela va avoir sur les conditions de vie des populations », avait déclaré l'ancien Premier ministre de Transition, Albert Ouédraogo lors de la cérémonie d'inauguration de la centrale.

Au cœur de cette solution d'avenir se trouve la société anonyme « Africa Energy Corporation » qui est née de la restructuration, en 2017, de la société à responsabilité limitée (Sarl) dénommée « Servuction Distribution Logistique





© DR

Le PDG d'Africa Energy corporation, Moumouni Maiga.

International ». AEC S.A est aujourd'hui dirigée par Moumouni Maiga. Mais l'entreprise a été portée sur les fonts baptismaux par l'ancien ministre du Commerce sous Roch Marc Christian Kabore, Dr Harouna Kaboré, un chef d'entreprise averti par ailleurs. Établie en plein cœur de la ville de Ouagadougou, précisément aux 1200 logements, AEC SA s'investit dans diverses activités. Il s'agit entre autres de la réalisation de travaux électriques et d'entretien, de la fourniture d'équipements électriques solaires et conventionnels, de la distribution, de la logistique et de la servuction, de la représentation de marques et des prestations de services. Avec un capital de 10 millions de F CFA, AEC SA a développé une expertise qui lui a ouvert des portes au plan national et international. La société a frappé un gros coup, en prenant une part active à la réalisation de la centrale photovoltaïque de 30 Mégawatts-crête (MWc) de Nagréongo, dans la région du Plateau central. Cette infrastructure, inaugurée le 7 juillet 2022 par l'ancien Premier ministre de Transition, Albert Ouédraogo, est le fruit de l'engagement du fondateur d'AEC SA à mobiliser un partenaire technique et des financements pour réaliser une centrale solaire. L'ex-ministre Harouna Kaboré a tenu une promesse qu'il avait faite, lors de la table ronde de financement du Programme national de développement économique et social (PNDES), en décembre 2016 à Paris. Il a mené avec succès, un plaidoyer auprès de la firme internationale française, Greenyellow, avec laquelle AEC SA est appelée à gérer la centrale solaire de Nagréongo, sous le couvert de la Société de Production d'Energie Solaire de Ouaga (SPES). La centrale solaire de Nagréongo a couté plus de 17 milliards de FCFA et sa réalisation a été possible, grâce à un financement de la Société néerlandaise de financement du développement (FMO). Dotée d'une capacité de production annuelle estimée à 50 GWh, c'est la troisième plus grande centrale solaire du Burkina Faso et le premier projet de partenariat-public-privé (PPP) dans le domaine.■

> **Cette réalisation correspond à la vision du Président du Faso qui a instruit le département en charge de l'énergie à s'investir dans les projets structurants, notamment dans le domaine de l'énergie solaire. Je me réjouis d'avoir inauguré aujourd'hui cette importante centrale solaire de 30 MWc au regard de l'impact que cela va avoir sur les conditions de vie des populations.**



Football

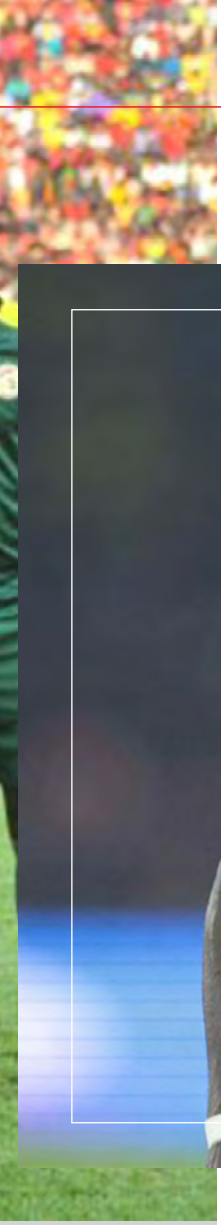
Qatar 2022 : l'Afrique mise sur le Sénégal et le Maroc

Les chances africaines à la Coupe du monde qui se joue du 20 novembre au 18 décembre sont minces, comme d'habitude. Mais cette fois deux représentants du continent ont le profil d'outsiders.

Par Emmanuel Gustave SAMNICK

Les Lions de la Teranga jouent gros

Pendant la période Fifa du mois de septembre 2022, l'équipe du Sénégal a confirmé son statut de tête de gondole du football africain de l'heure avec une victoire contre la Bolivie (2-0) et un nul face à l'Iran (1-1). Elle surfe sur une vague positive depuis quatre ans pratiquement. Depuis l'élimination de justesse au premier tour de la Coupe du monde 2018 en Russie, les Sénégalais n'ont perdu que la finale de la Coupe d'Afrique des nations (Can) contre l'Algérie en juin 2019. Glissade vite réparée avec la Can suivante remportée face à l'Egypte le 6 février 2022 à Yaoundé. Ce premier



titre international a fait entrer le Sénégal dans une autre dimension.

Son capitaine, Kalidou Koulibaly n'est pas seul à penser que ce Sénégal-là est capable de jouer sept matches au Qatar. Pour Bixente Lizarazu, consultant du quotidien français L'Equipe, les favoris au sacre suprême sont : France, Brésil et Espagne. Avec Angleterre, Allemagne, Argentine et Portugal comme outsiders. Ensuite Belgique, Pays-Bas «et enfin le Sénégal de Sadio Mané».

La star de Liverpool passée au Bayern cet été en est bien sûr l'icône. Mais c'est tout une génération dorée avec une colonne vertébrale de rêve : dans les buts Edouard Mendy (Chelsea), en défense centrale Koulibaly (Chelsea), au milieu Gana Gueye (Everton), à l'attaque Mané donc mais aussi Ismaïla Sarr (Watford) et Boulaye Dia (Salernitana). Avec un premier tour où le sort lui a servi le Qatar et l'Équateur, ce Sénégal-là est taillé pour aller loin.▪

Sadio Mané, l'emblème

C'est l'un des meilleurs attaquants au monde. Après avoir brillé pendant cinq saisons dans le Liverpool flamboyant de Jürgen Klopp, il offre ses services depuis juillet au Bayern de Munich, cador européen qui règne sans partage dans le championnat allemand. L'ancien pensionnaire de Génération Foot à Dakar, 30 ans, recruté pour remplacer le prolifique Lewandowski, s'est rapidement intégré dans le collectif huilé du club bavarois.

Joueur de référence de grands clubs en Europe, Sadio Mané, d'un naturel discret, était obligé de prendre ses responsabilités au sein de l'équipe du Sénégal. C'est lui qui tire ainsi désormais les penalties, un exercice difficile pour lui au départ mais qui en fait désormais un joueur décisif, comme pendant la séance des tirs au buts de la finale de la Can 2021 et lors du barrage qualificatif au Mondial devant le même adversaire, l'Égypte de son compère de l'attaque de Liverpool d'alors Mohamed Salah.▪



Les Lions de l'Atlas sur un nuage

Pour bâtir une grande équipe, il faut généralement avoir de grands joueurs. Cette condition semble remplie avec la génération actuelle des Lions de l'Atlas marocains. Un effectif riche qui vient de récupérer l'ailier de Chelsea, Hakim Ziyech, en froid avec sa sélection depuis deux ans, et dont le retour signifiait le départ du coach Vahid Halilhodzic qui dirigeait avec bonheur le Maroc depuis trois ans.

Pour remplacer le technicien bosniaque ainsi au pied levé à quelques deux mois de la phase finale de la Coupe du monde 2022, le président de la Fédération royale marocaine de football, Fouzi Lekjaa s'est tourné vers le jeune entraîneur marocain à succès Wahid Regragui. Cet ancien international de 47 ans aux 45 sélections venait de remporter la Ligue des champions africaine avec Wydad Casablanca. Déjà champion du Maroc avec le même club et aussi avec FUS de Rabat, il a aussi été champion du Qatar avec Al-Duhail. Un profil séduisant qui s'est révélé gagnant dès son premier match à la tête du Maroc, vainqueur du Chili (2-0) le 23 septembre à Barcelone. Pour sa deuxième sortie, ce fut match nul contre le Paraguay (0-0).

La vraie épreuve sera le Mondial au Qatar. La sélection marocaine y va avec des certitudes, et des valeurs sûres dans ses rangs : Hakimi (Paris Saint-Germain) et Mazroui (Bayern), Saïss (AS Roma) et Aguerd (West Ham) en défense ; à l'attaque le trio Ziyech (Chelsea), En-Nesyri (FC Séville) et Boufal (SCO Angers). Reste que la dynamique soit maintenue face aux solides adversaires du groupe F : Canada, Croatie et Belgique.

Hakim Ziyech : l'élu...

Remporter un bras de fer contre ses dirigeants ou contre son encadrement technique n'est pas donné à tous les joueurs. Hakim Ziyech, lui, l'a fait, en obtenant la peau du sélectionneur du Maroc Vahid Halilhodzic. Le président de la fédération marocaine avait en effet le choix entre l'un et l'autre, et a choisi de sacrifier le coach.

C'est une lourde responsabilité qui pèse désormais sur les frêles épaules du joueur de 29 ans. Certes, Ziyech a réussi son retour en sélection pendant la période Fifa de septembre 2022, sous les ordres d'un nouveau sélectionneur. Mais c'est en terre qatarie qu'il doit prouver qu'il a été le bon choix. Ses qualités sont indéniables : fin dribbleur, ce spécialiste des balles arrêtées sait éclairer le jeu de son équipe. Seul bémol : il ne s'est pas encore rendu indispensable à l'attaque de Chelsea où son temps de jeu est spartiate depuis deux saisons.





Le Ghana veut faire briller son étoile

C'est par une déculottée devant le Brésil (3-0) que les Black Stars du Ghana ont entamé le regroupement de septembre. Est-ce inquiétant à quelques semaines de la Coupe du monde ? Ce n'est pas l'avis du sélectionneur ghanéen Otto Addo, qui a estimé que « c'était un bon test qui nous a permis de mesurer le niveau des difficultés que nous aurons pendant la compétition ». D'ailleurs une victoire contre le Nicaragua (1-0) a suivi.

Les quadruples champions d'Afrique vont à leur quatrième rendez-vous mondial sans grande prétention. L'avant-dernière fois, en 2010, ils avaient atteint les quarts de finale où personne ne les attendait. Seule la *«main du diable»* de Luis Suarez leur avait barré la voie du dernier carré. Cette fois encore, personne ne mise sur le Ghana mais il a des arguments pour surprendre, comme il l'a fait lors des barrages qualificatifs à la Coupe du monde en éliminant le Nigeria grand favori.

Le Ghana a une vieille tradition de la haute compétition, la plupart de ses internationaux ayant participé aux Coupes du monde des jeunes dont leur capitaine André Ayew vainqueur du Mondial U20 en 2009. La fédération mène ensuite une fructueuse campagne d'incorporation des binationaux qui a permis le renfort de Tariq Lamptey, Inaki Williams, Kamaldeen Sulemana, Rashford-Yeboah et Mohamed Salisu. L'apport de ce sang neuf est attendu au Mondial face à des adversaires coriaces dans le groupe H : Portugal, Uruguay et Corée du sud.

Thomas Partey, le maître à jouer

À l'Atletico Madrid du très rigide entraîneur argentin Diego Simeone, il était un joker de luxe mais participant à toutes les rencontres des Colchoneros tant en Liga espagnole qu'en Ligue des champions de l'Uefa dont la finale 2016 perdue contre Real Madrid. Transféré en 2020 à Arsenal, Partey, 29 ans, y tient cette fois le rôle central de sentinelle devant la défense. La confiance du coach Mikel Arteta aidant, il n'hésite pas à se projeter aux avant-postes, comme quand il a débloqué le derby du nord de Londres Arsenal-Tottenham (2-1) le 1er octobre dernier. Et voilà les Gunners leaders inattendus de la Premier League !

Ce joueur formé au Ghana est devenu aussi un homme de base en sélection dont il est l'un des éléments les plus expérimentés. Pour sûr, une bonne performance des Black Stars au Qatar passera par un grand Thomas Partey, précieux aussi bien dans la récupération du ballon que dans les phases de transition et de conclusion.





Cameroun : dompter la série noire

Pour avoir perdu leurs deux matches de la période Fifa de septembre 2022 (Ouzbékistan 2-0 et Corée du sud 1-0), les Lions indomptables ont déchaîné un torrent de critiques. Beaucoup voient déjà le spectre de la catastrophe sportive des dernières expériences mondiales du pays africain recordman des participations (8) à la Coupe du monde. Depuis l'exploit de 1990 où le Cameroun est devenu le premier pays africain en quarts de finale d'un Mondial, on lui prédit souvent un brillant avenir mais il déçoit toujours : éliminé dès le 1er tour, les deux dernières fois (Afrique du sud 2010 et Brésil 2014) sans engranger le moindre point.

Le Cameroun n'a pas été ridicule lors de ses deux matches amicaux en Asie, loin s'en faut. Mais pour la première fois en Coupe du monde, il aura un sélectionneur local. L'ex-capitaine et recordman des sélections (137) Rigobert Song n'a dirigé que quatre matches et gagné celui qu'il fallait, en Algérie, pour composter le ticket de « Qatar 2022 ». Soumis à une pression insoutenable, il lui faudra plus que son charisme habituel pour sortir d'une poule G relevée (Brésil, Serbie et Suisse). Sa promotion n'a été possible que par l'aura d'une autre icône, Samuel Eto'o, élu président de la fédération en décembre 2021 et qui voit les Lions indomptables faire… sept matches au Qatar ! Un doux rêve réalisable, mais il faudra être ultra réaliste pour cette équipe sans grosses stars, où émergent néanmoins Zambo Anguissa, Toko Ekambi, le gardien André Onana et la recrue de dernière heure Bryan Mbeumo.

Zambo Anguissa, le guide qui doit éclairer

L'absence du milieu de terrain de Naples lors du regroupement de septembre 2022 était l'une des curiosités de la liste du sélectionneur Rigobert Song. Ce dernier a dû s'expliquer face à l'avalanche des critiques : « Je le connais et je compte sur lui, mais je voulais voir d'autres joueurs ». Un peu court comme argumentaire puisque tous les pays qualifiés avaient utilisé cette fenêtre internationale pour faire leur mise en place avec toutes leurs forces à deux mois du Mondial. Mais cela montre la dimension prise par André-Franck Zambo Anguissa.

Ce milieu de terrain complet, parti de Coton Sport de Garoua, est sans doute le meilleur footballeur camerounais en activité. Il n'a pas toujours été transcendant en sélection mais sera indispensable à la Coupe du monde dans une équipe du Cameroun solidaire mais visiblement sans leader. Comme il l'est dans tous les clubs où il est passé, notamment depuis deux saisons à Naples où, en plus de son abattage au milieu de terrain, il est devenu un buteur providentiel.





Les armes légères de la Tunisie

Mardi 27 septembre au Parc des princes, la douche froide reçue par la Tunisie corrigée (5-1) par un Brésil de gala lui a donné un avant-goût de ce qui l'attend à la Coupe du monde. Surclassée dans tous les domaines par la Seleçao, l'équipe tunisienne a même vu son défenseur central Dylan Bronn se faire expulser avant la pause, chose rarissime dans les matches amicaux. Cinq jours auparavant, face au modestes Comores pour leur première sortie dans la période Fifa de septembre, les Aigles de Carthage n'ont guère été plus convaincants, ne l'emportant que difficilement (1-0).

Lors de la fenêtre internationale précédente, au mois de juin, la Tunisie s'était montrée autrement conquérante, remportant deux victoires aisées contre des adversaires de prestige comme le Chili (2-0) et le Japon (3-0). Depuis, la température est retombée. Et les meilleurs internationaux tunisiens jouent dans des clubs de seconde zone : Msakni (Al-Arabi), Talbi (Rubin Kazan), Khazri (Montpellier) et Laïdouni (Ferencvaros).

Au Qatar, les poulains du sélectionneur national Jalel Kadri n'auront donc guère la partie facile, étant placés dans le groupe D avec l'Australie, et surtout la France championne du monde en titre et le Danemark. C'est contre ce dernier pays – tombeur de la France en ligue des nations en fin septembre – que la Tunisie va entamer sa campagne de la Coupe du monde le 22 novembre. Chaud devant !

Youssef Msakni, l'artiste isolé

Aux côtés de Wahbi Khazri, c'est l'atout principal d'une équipe de Tunisie qui ne dispose pas du tout de grosses pointures du football international. À 32 ans, Youssef Msakni, capitaine exemplaire, est l'une des rares individualités de cette sélection qui misera surtout sur son bloc compact en terre qatarie. On se souvient encore de son but somptueux qui élimine l'ogre Nigeria en 8ème de finale de la Coupe d'Afrique des nations 2021 disputée en début d'année au Cameroun.

Le numéro 7 tunisien, très doué balle au pied, reste néanmoins un paradoxe. L'actuel sociétaire d'Al-Arabi dans le championnat du Qatar n'a jamais pu s'imposer dans une ligue ou un club en vue depuis son départ d'Espérance de Tunis en 2013. En revanche, avec la sélection, il est le boss. Et tout le monde sait que si un éclair doit jaillir des rangs de la Tunisie au Mondial, il viendra sans doute des jambes soyeuses de Msakni.





Eliud Kipchoge

Le marathonien de l'impossible

En battant son propre record à Berlin, le Kényan est entré un peu plus encore dans l'histoire.

Par Emmanuel Gustave SAMNICK

À 38 ans ce 5 novembre 2022, il continue d'écrire sa légende. Le double champion olympique (Rio de Janeiro 2016 et Tokyo 2021) a battu son propre record le 25 septembre à Berlin en parcourant les 42,195km en 2h 1mn et 9s. C'est déjà dans la capitale allemande qu'il avait établi, il y a quatre ans, le record de 2h 1mn et 39s. « Les barrières sont faites pour être franchies. Avec vous et moi ensemble », a-t-il déclaré sourire aux lèvres après avoir traversé la porte de Brandebourg. Et c'est vrai qu'il n'est plus très loin de descendre sous la barre fatidique de 2 heures pour la compétition d'athlétisme la plus éprouvante du monde. Il faut d'ailleurs dire que le Kényan a déjà réalisé cet exploit, mais sa course d'octobre 2019 à Vienne (1h59'40) n'avait pas été homologuée pour cause de conditions météorologiques particulières. Ce 25 septembre, on a cru que cette fois était la bonne quand, aidé par trois lièvres il a fait 59mn51sec à l'étape du semi-marathon. Hélas, resté seul après le 25ème kilomètre, son rythme de course a baissé.

Ce qui est sûr, c'est que Kipchoge est un athlète hors-norme. Celui qui s'entraîne au Kenya avec un entraîneur kényan, Patrick Nsang, ancien médaillé d'argent de 3000m steeple aux JO de Barcelone 1992, s'est révélé au monde le 31 août 2003 en devenant, à 19 ans, champion du monde de 5000m devant les spécialistes de la distance qu'étaient le Marocain Hicham El Guerrouj et l'Ethiopien Kenenisa Bekele. C'est suite à son échec aux sélections kényanes pour les JO de Londres 2012, où il ne se classa que 7ème sur 5000m et sur 10 000m, qu'il décide de se lancer sur la route, d'abord au semi-marathon à Lille en 2012, puis au marathon à partir de 2013 à Hambourg où il signe sa première victoire.

Il compte aujourd'hui 15 sacres dans le marathon dont quatre à Berlin (2015, 2017, 2018 et 2022 ; record de victoires de l'Éthiopien Haïlé Gebreselassié égalé). Il a aussi gagné à Londres, Chicago, Tokyo, Rotterdam... Le natif de Kapsisiywa vise à présent la médaille d'or du marathon aux Jeux olympiques de Paris 2024.

L'AFRIQUE AU COEUR DE L'INFO MONDIALE



- **Le magazine qui offre** une nouvelle grille d'analyse et de lecture du continent
- **Plus de repères** sur cette Afrique bouge et gagne
- **Un regard visionnaire** sur l'Afrique d'aujourd'hui et de demain

NOTREAFRIK
édité par SMART MEDIA CONNECTION
www.notreafrik.com

www.notreafrik.com ecrire@notreafrik.com @NotreAfrik NotreAfrik

Retrouvez la version digitale sur :

DISPONIBLE SUR Google play

Disponible sur App Store

YAHIA BELASKRI
Écrivain



Nouveau coup de semonce

Les élections législatives en Italie viennent d'accoucher d'un résultat inattendu semblerait-il pour un certain nombre de politiques, experts et autres scrutateurs de la politique. Vraiment? Et ceux qui s'y attendaient ne pensent pas que c'est là l'expression du retour du fascisme. C'est le cas de Gilles Gressani, directeur de la revue Le Grand Continent pour qui Giorgia Meloni *« n'incarne pas tout simplement le retour du fascisme, mais l'apparition d'une nouvelle formule politique que l'on pourrait désigner par le néologisme de « techno-souverainisme»: produit de la synthèse entre l'intégration des logiques technocratiques, l'acceptation du cadre géopolitique de l'Alliance atlantique et de sa dimension européenne, avec l'insistance sur des valeurs très conservatrices et des instances néonationalistes.»*

Techno-souverainisme -concept intéressant pour voiler le réel- cela n'empêche pas la persistance *«des valeurs très conservatrices et des instances néonationalistes»* précise-t-il, c'est-à-dire le rejet de la différence et de l'étranger.

Justement, la question est là : comme avec Silvio Berlusconi ou Mateo Salvini, membres de la coalition dirigée par la nouvelle égérie du tout contre l'immigration, l'ennemi est tout désigné, l'immigré. On a beau expliquer ce que serait la nature du régime, il y a une lame de fond qui vient de loin : le rejet de l'autre, l'étranger, particulièrement celui d'Afrique, maghrébin ou subsaharien.

Il est aisé d'analyser, commenter, faire des projections lorsque l'on n'a rien à perdre. Mais celui, fragilisé parce qu'étranger, africain, arabe, musulman, sait ce que veut dire ce régime : le harcèlement constant, le mépris triomphant, l'insulte permanente, le racisme libéré et assumé. Celui-là connaît la haine sans limite. Il n'y a qu'à voir certains supporters de l'équipe romaine de football, la Lazio, qui éructent dans les stades anathèmes et injures. Et cela ne se cantonne pas aux stades malheureusement.

« Il est aisé d'analyser, commenter, faire des projections lorsque l'on n'a rien à perdre. Mais celui, fragilisé parce qu'étranger, africain, arabe, musulman, sait ce que veut dire ce régime : le harcèlement constant, le mépris triomphant, l'insulte permanente, le racisme libéré et assumé.

Le néofascisme en Italie a une histoire. Depuis trente ans, les leaders -souverainistes ? Vous y croyez ? – se sont succédés : Berlusconi, Umberto Bossi, Matteo Salvini, Alessandra Mussolini, la petite-fille du Duce, vingt-sept ans parlementaire, et maintenant Giorgia Meloni.

Mais l'histoire dit aussi que l'Italie n'a pas toujours été un pays d'immigration, où l'on vient car persécuté ou en quête d'une vie meilleure. Ce pays a été longtemps une terre d'émigration, d'où l'on part. Les Italiens quittaient en masse leur pays pour vivre mieux. Ce sont les Sardes qui échouaient dans les mines du Nord de la France. Ce sont les Piémontais qui atterrissaient dans les marais salants en Provence et se faisaient massacrer car différents. L'épisode d'Aigues Mortes en août 1893 figure dans les livres d'histoire. Plusieurs dizaines de morts et un grand nombre de blessés. Pas un seul coupable -tous connus- n'a été condamné par la justice. Ils n'étaient pas toujours bien reçus les Italiens. Ah ! La mémoire se conjugue aussi avec l'oubli.

Techno-souverainisme, nous entendons les mots: nous sommes lucides sur les conséquences. Et ce n'est pas le premier exemple. En Suède, un bloc conservateur comprenant les Démocrates de Suède, parti issu de la mouvance néonazie vient de gagner les élections et se retrouve au pouvoir, avec les mêmes mots et surtout les mêmes projets : défendre la race blanche comme aux siècles précédents. La Hongrie de Viktor Orban a ouvert le chemin et élevé des barbelés aux frontières. De là à dire que l'Europe se ferme et s'enferme. Je serai prudent car dans ce cas les dieux se taisent et la barbarie s'installe. Et ceux venus d'ailleurs vivent avec cette peur.

Gardons l'espérance avec les mots du professeur Jean Bernard, hématologue : *«chaque homme est un être unique, irremplaçable, différent de tous les autres hommes.»*■



Infrastructures | Santé & Education | Agriculture | Energie | Immobilier

Banque Ouest Africaine de Développement

CŒUR DE CIBLE

DU FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT DES ETATS ET DU SECTEUR PRIVÉ DE L'UEMOA

La Banque Ouest Africaine de Développement est l'institution *Cœur de cible* du financement du développement des États membres de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine UEMOA)

Créée en 1973, la BOAD, fidèle à sa vocation, joue un rôle de premier plan dans l'intégration économique et financière des Etats de l'UEMOA.

Mission

Promouvoir un développement équilibré des Etats membres et contribuer à l'intégration économique en Afrique de l'Ouest

Actionnariat

Actionnaires régionaux : Huit Etats membres de l'UEMOA et BCEAO

Actionnaires non régionaux : France, KFW, BEI, BAD, Belgique, Inde, Chine et Maroc

Notation internationale

'Baa1' avec une perspective stable par Moody's
'BBB' avec une perspective stable par Fitch

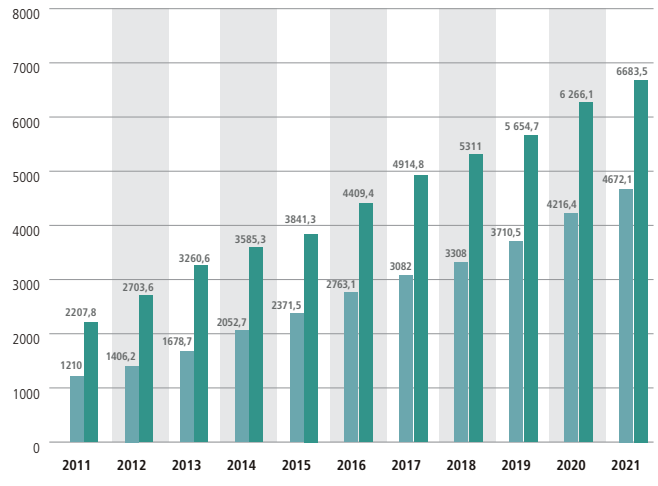
LA BANQUE INTERVIENT SOUS L'UNE DES FORMES SUIVANTES :

- Prêts à long et moyen terme ;
- Prise de participation au capital d'entreprises ou des Institutions Financières Nationales (IFN) ;
- Financement d'opérations à court terme ;
- Financement d'études de factibilité de projets ou d'études d'ingénierie ;
- Assistance aux Petites et Moyennes Entreprises (PME) à travers les lignes de crédits ou accords-cadres de refinancement accordés aux Institutions Financières Nationales (IFN) ;
- Allègement des conditions d'emprunts par bonification d'intérêt pour les projets relevant du secteur non marchand ;
- Assistance dans la préparation, la promotion et la mise en œuvre des projets ;
- Garanties des emprunts obligataires ;
- Arrangement de financements de projets ;
- Conseil financier.

ENGAGEMENTS NETS ET DECAISSEMENTS CUMULES

Les engagements nets cumulés de la Banque à fin décembre 2021 se chiffrent à 6 683,5 milliards de FCFA.

Le cumul des décaissements ressort, fin décembre 2021, à 4 672,1 milliards FCFA milliards FCFA, correspondant à un taux de décaissement cumulé de 69,9% (décaissements cumulés / engagements cumulés)



Cumul décaissements
Engagements cumulés nets

en milliards FCFA

BOAD

68, avenue de la libération - B.P : 1172 Lomé TOGO - Tél.: +228 22 21 59 06 / +228 22 21 42 44 / Fax : +228 22 21 52 67 / +228 22 21 72 69
E-mail : boadsiege@boad.org / Site : www.boad.org - N° vert : 80 00 00 20 / +228 99 99 32 15


BOLLORÉ
TRANSPORT & LOGISTICS
Je participe chaque jour aux développements de mon pays.
BERTINE TETCHI
AGENT DE CIRCULATION
CRÉER plus POUR DÉVELOPPER LES ÉCHANGES INTRA-AFRICAINS
Bolloré Transport & Logistics opère le premier réseau de logistique intrégrée du continent et investit pour fluidifier la circulation des biens et des personnes. Le rail, la route, les fleuves, sont autant de solutions qui permettent le désenclavement des pays sans façade maritime. Le chemin de fer en particulier est une alternative écologique à la route qui réduit la congestion, dans un contexte d'urbanisation et de développement des villes africaines.
NOUS FAISONS BIEN plus QUE DU TRANSPORT ET DE LA LOGISTIQUE
SC BTL-07/22 - Crédits photos : © Patrick Sordaillet.